

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE “ MONROÏSME ” JAPONAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 18 Mai 1935, à 13 heures 30

PAR

Georges KLÉVANSKI

Président :	M. DE LA PRADELLE	} professeurs
Suffragants :	MM. BASDEVANT	
	SCELLE	

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1935

LE “ MONROÏSME ” JAPONAIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE “ MONROÏSME ” JAPONAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 18 Mai 1935, à 13 heures 30

PAR

Georges KLÉVANSKI

Président : M. DE LA PRADELLE }
Suffragants : { MM. BASDEVANT } *professeurs*
SCELLE }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1935

*37069

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Un des faits les plus marquants de la fin du xix^e et du début du xx^e siècles est l'importance croissante des questions extrême-orientales dans la politique internationale. La cause principale en est la restauration Meiji en 1868 au Japon. Et dès le début les ambitions japonaises étaient d'ordre territorial, en donnant déjà comme motif la surpopulation.

Et, en effet, sur un territoire égal aux $\frac{4}{5}$ de la France, et plus qu'à moitié couvert de montagnes inhabitables, le Japon devait nourrir 30 millions d'habitants en 1860, 45 millions en 1900, 60 millions en 1925, près de 70 millions à l'heure actuelle, c'est-à-dire qu'en soixante-quinze ans la population japonaise a plus que doublé, — le taux d'accroissement annuel a suivi la même croissance (7,5 pour 1000 en 1878, — 15,7 en 1926, — 14,4 en 1930 : ce taux d'accroissement n'est dépassé actuellement qu'en Russie).

Mais la production des denrées n'a pas suivi la même croissance : bien que la production totale du riz ait doublé de 1880 à 1927, la consommation par tête d'habitant a augmenté d'une façon plus considérable.

La densité globale de la population japonaise est de 175 habitants au km² (Belgique 250, Pays-Bas 200, Grande-Bretagne 190), mais du fait de l'intérieur montagneux et incultivable, la densité dans les terres arables seulement est de 950 habitants au km² (Belgique 630) : elle n'est dépassée nulle part au monde. En

moyenne chaque famille de cultivateurs japonais (cinq personnes) dispose d'un hectare de terres dont la moitié est cultivée en rizière ; de plus, 35 % des exploitations sont inférieures à un demi-hectare et, 70 % à un hectare.

En même temps, la population des villes s'accroissait relativement à la population totale : en 1888, 13 % de la population totale habite des centres de plus de 1.000 habitants, en 1925 37 % ; le nombre des ouvriers d'usine passe de 840.000 en 1913 à 1.463.000 en 1921.

Parmi les remèdes proposés deux sont à retenir, l'expatriation (surtout dans les dépendances de l'Empire) et le développement de la production.

Mais le Japonais n'aime pas s'expatrier, il s'adapte mal aux climats étrangers (Mandchourie — trop froide ; Formose — trop chaud). Il n'accepte pas non plus le niveau de vie du Chinois qu'il juge trop bas, il méprise les autres Asiatiques et n'aime pas travailler parmi eux. Quant aux pays étrangers, l'Amérique du Nord leur est fermée, — d'ailleurs même avant la fermeture ils n'y allaient pas en masse, sauf aux îles Hawaï (en 1931 moins de 100.000 Japonais aux Etats-Unis, 120.000 aux Hawaï). Bien que certains pays de l'Amérique latine leur soient ouverts, notamment le Brésil, ils n'y sont pas nombreux non plus.

Il y a en tout près de 600.000 Japonais hors de l'Empire et il n'en part que 15 à 16.000 par an.

L'autre remède est l'accroissement de la production, agricole et industrielle.

L'accroissement de la première permettrait de nourrir un nombre plus grand d'habitants tout en diminuant l'importation des vivres.

Une exploitation plus scientifique des rizières pourrait augmenter leur rendement, mais surtout, il y a encore au Japon des terres en friche, surtout dans Hokkaido : la surface cultivée du Japon n'occupe que 15,7 du territoire. Les Japonais, et les Jaunes en général, ne savent pas utiliser leurs montagnes pour l'élevage. Le cheptel japonais est des plus réduits, il se compose surtout de bêtes de trait, presque pas de bêtes de boucherie.

L'accroissement de la production industrielle permettrait d'échanger les objets manufacturés contre des denrées alimentaires. C'est vers cette solution que le Japon s'est tourné.

Mais devant cette solution se dressent de nombreux obstacles : médiocrité de la main-d'œuvre, manque de matières premières, manque de marchés.

La main-d'œuvre japonaise est sans doute en nombre plus que suffisant, mais l'ouvrier japonais ne sait pas se servir de la machine et il change sans cesse de métier. De plus, il y a dans l'industrie japonaise plus de femmes que d'hommes, et le quart des ouvrières ont moins de seize ans (en 1926 la proportion est de 48,7 % hommes et 51,3 % femmes, la proportion des femmes de moins de seize ans est de 23,5 % : ces dernières ne travaillent à l'usine que jusqu'à leur mariage pour s'économiser une dot.

Les salaires sont au Japon inférieurs à ceux de l'Europe et de l'Amérique (en janvier 1934 d'après le Bureau international du travail le salaire moyen est de 11 fr.78 par jour pour les hommes et 3 francs 90 pour les femmes), mais jusqu'à ces dernières années le coût de production y était plus élevé à cause du plus grand

nombre d'ouvriers. En 1926, la « *Cotton Yarn Association* » de Manchester déclare qu'au Japon pour faire fonctionner 1.000 métiers il faut 15,6 ouvriers, dans le Lancashire il n'en faut que 6, et malgré cela et les salaires bien plus élevés, le coût de production à Manchester est de $\frac{2}{3}$ de celui d'Osaka. Mais depuis 1926 la concentration et la rationalisation ont fait de très grands progrès dans l'industrie cotonnière japonaise, le $\frac{1}{5}$ des métiers à tisser japonais est aujourd'hui automatique (au Lancashire $\frac{1}{10}$ seulement), le coût de production des cotonnades japonaises est actuellement inférieur de moitié au coût de production anglais. A cela il existe d'ailleurs une autre raison qui n'est pas permanente, c'est que la monnaie japonaise a perdu plus de 60 % de sa valeur par rapport à l'or, tandis que le prix des denrées alimentaires et des objets de consommation courante est resté à peu près stationnaire, ce qui a permis de ne pas augmenter les salaires. Le prix des matières premières a fortement baissé aussi sur le marché mondial. De tout cela il résulte qu'actuellement les cotonnades japonaises sont offertes à des prix inférieurs de 20 à 50 % aux prix européens.

Le manque des matières premières est vraiment la caractéristique de l'industrie japonaise. Toutes, à part la soie, viennent du dehors.

Le coton, dont l'industrie vient en tête aussi bien par la quantité de la production que par le nombre des ouvriers est importé des Indes, des Etats-Unis, de la Chine et surtout de la Corée.

L'extraction du minerai de fer est à peu près nulle au Japon. Le principal fournisseur en est la Mandchourie, puis vient la Chine proprement dite. La fonte

vient des Indes, l'acier des Etats-Unis. Le Japon produit près du dixième du pétrole qui lui est nécessaire ; sa production en charbons ordinaires est suffisante, mais il doit acheter au dehors, particulièrement en Chine, l'anhracite et le charbon à coke.

Le principal marché d'exportation du Japon, notamment pour ses cotonnades, est l'Asie (en 1927 32 % de la production cotonnière japonaise est exportée en Chine, 22 % aux Indes). Pourtant l'Inde tend à produire elle-même les cotonnades dont elle a besoin, ayant sur place toutes les matières premières. En Chine sévit périodiquement un boycottage anti-japonais. Les Japonais pour y remédier ont installé des filatures en territoire chinois, mais aux moments du boycottage les ouvriers se mettent en grève et vont jusqu'à saboter le matériel.

C'est de cette importance du marché chinois dans la vie économique du Japon que découle principalement la volonté de ce pays d'imposer son contrôle à la Chine.

C'est aussi l'origine directe de la forme économique du « Monroïsme » japonais, la doctrine du « droit de vivre » ou du droit à l'expansion économique.

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE ET SENS

DU « MONROÏSME » JAPONAIS

Le président Théodore Roosevelt aurait dit dans une conversation intime en 1905 au Vicomte Kaneko : (1)

« La politique future du Japon à l'égard des pays asiatiques doit être similaire à celle des États-Unis à l'égard de leurs voisins sur le continent américain. Une doctrine japonaise de Monroe en Asie pourrait écarter la tentation de l'empiètement européen, et le Japon pourrait être reconnu comme guide des nations asiatiques et sa force pourrait former le bouclier derrière lequel elles pourraient réorganiser leur système national.

« La sphère de la doctrine japonaise de Monroe devrait inclure le continent tout entier de l'Asie, depuis Suez jusqu'au Kamtchatka, excepté l'Inde, l'Annam, les Philippines, Hong-Kong et les autres colonies européennes et américaines. En même temps le Japon devrait observer la politique américaine de la porte ouverte et des chances égales en Chine. Si le Japon déclarait une telle doctrine de Monroe asiatique, après la paix de Portsmouth, je le soutiendrais de toutes mes forces, ou pendant ma présidence ou après son expiration. »

En réalité, on ne commence à parler de cette doctrine de Monroe japonaise qu'en 1915, au moment de l'affaire des Vingt-et-une demandes. Le 8 mai 1915, Shailer

(1) *Contemporary Japan*, sept. 1932, Tokio, cité par JOHNSON LONG : *La Mandchourie et la doctrine de la porte ouverte* (préface de M. A. de Lapradelle), Paris 1933, p. 177.

Mathews, revenant d'Extrême-Orient, écrit dans le *Chicago Tribune* :

« Si le Japon projette de contrôler politiquement la Chine, et si, même en maintenant une intégrité quelconque de l'Empire, il se sert des concessions commerciales comme d'excuses pour intervenir dans la politique chinoise, il sera très loin de copier sur l'Amérique la doctrine de Monroe pour l'Asie (1). »

En 1917, le Vicomte Ishii, pendant sa mission aux Etats-Unis, en parle au Secrétaire d'Etat Lansing, et celui-ci rapporte ainsi la conversation :

« Nous parlions des *intérêts dominants* et il faisait allusion à la doctrine de Monroe pour l'Extrême-Orient. Et je lui dis qu'il paraissait y avoir un malentendu concernant le principe fondamental de la doctrine de Monroe, que ce principe n'était point une affirmation de l'intérêt primordial ou dominant par les États-Unis dans leurs relations avec les autres Républiques américaines, que son utilité était d'empêcher les Puissances étrangères d'intervenir dans les droits souverains de toutes les nations de cet hémisphère, et que son but était de conserver à chaque république la puissance de son propre développement. En outre, je lui dis qu'en tant qu'il s'agissait d'aider ce développement, les États-Unis ne prétendaient avoir aucun privilège spécial sur les autres pays (2). »

Le Vicomte Ishii battit alors en retraite et, dans un discours à New-York, le 1^{er} octobre 1917 déclara :

« Dans mon discours de samedi soir (29 septembre), j'ai fait une allusion relative à la politique du Japon à l'égard de la Chine. Cette allusion prit la forme d'une répétition de

(1) Cité par JOHNSON LONG, *op. cit.*, pp. 178-179 d'après C. WALTER YOUNG : *Japan's special position in Mandchouria*, pp. 333-334.

(2) JOHNSON LONG, *op. cit.*, pp. 179-180.

l'engagement et de la promesse du Japon de ne pas violer l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale de la Chine, et de toujours observer le principe de la porte ouverte et des chances égales. Je trouve maintenant que mes paroles sont prises pour l'énonciation d'une doctrine de Monroe asiatique. Je tiens à vous dire plus clairement que l'application de ce terme « doctrine de Monroe » à la politique et au principe que j'ai résumés et garantis volontairement, est inexacte.

« Il y a une différence fondamentale entre la doctrine de Monroe des États-Unis à l'égard de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, et l'énonciation de l'attitude du Japon à l'égard de la Chine. En premier lieu, de la part des États-Unis, il n'y a pas d'engagement, ni de promesse, tandis que, pour le Japon, il a volontairement déclaré qu'il s'engage à ne pas violer l'intégrité politique et territoriale de son voisin, et à observer le principe de la porte ouverte et des chances égales, en demandant en même temps aux autres nations de respecter ces principes (1). »

Ceci n'empêchait d'ailleurs pas le *Bulletin périodique de la presse japonaise*, d'écrire le 18 avril 1918, en commentant l'accord Lansing-Ishii :

« Il semble que la presse américaine ait reconnu dans cet accord et tous les échanges de vues auxquels a donné lieu la mission du Vicomte Ishii, une affirmation bilatérale du principe de la validité de la doctrine de Monroe appliquée à l'Extrême-Orient. »

« Quelle fut l'impression produite au Japon par le nouvel accord ? La presse s'est beaucoup étendue sur la valeur interprétative des termes « intérêts spéciaux » insérés dans l'accord et visant la situation exceptionnelle occupée par le Japon... »

Au moment de la Conférence de Washington, *Le Temps* écrivait le 11 novembre 1921 :

« La tendance du Japon est de faire admettre une sorte de

(1) *New York Times*, 2 oct. 1917, cité par JOHNSON LONG, *op. cit.*, p. 180.

doctrine de Monroe asiatique, « l'Asie aux Asiatiques » basée sur les affinités de race, la situation géographique et l'avenir politique. Mais les États-Unis répondent que la comparaison est spécieuse, que la doctrine de Monroe a pour but, dans l'intérêt des républiques américaines, de les protéger contre les agressions étrangères, tandis que le Japon vise simplement à annexer le continent asiatique (1). »

En 1933, le Vicomte Ishii revient à cette question dans une étude intitulée « Politique étrangère du Japon » (2)

« Pour le Japon, l'égalité et la sécurité sont les deux objectifs de sa politique étrangère depuis son entrée dans le concert des Puissances. Cette égalité est presque atteinte ; la sécurité absorbe et absorbera pour longtemps toute l'attention de la nation jusqu'à ce que ce but soit entièrement atteint.

.

« Notre sécurité est étroitement mêlée à l'histoire du Japon, à sa position géographique, à la relation entre la population et la superficie du sol, la nourriture indispensable et les matériaux essentiels pour notre industrie.

« Trois siècles avant la venue du Commodore Perry, le Japon s'était isolé du reste du monde par une politique inflexible empêchant ses nationaux de quitter le pays et les étrangers d'y pénétrer. Pendant cette longue période d'isolement, le Japon avait été distancé par les nations d'Occident dans la guerre comme dans la paix. Quand les canons étrangers réveillèrent rudement les Japonais, ils se trouvèrent sans défense contre les cuirassés formidables qui semblaient se presser dans toutes les directions contre leur île. Les appréhensions relatives à leurs communications leur firent craindre

(1) Cité par Johnson LONG, *op. cit.*, p. 181.

(2) *Dictionnaire diplomatique*, de l'Académie diplomatique internationale, v^o Japon (Cf. VISCOUNT KIKUJIRO ISHII : *The permanent bases of Japanese foreign policy ; Foreign Affairs*, New York, January 1933).

la supériorité militaire à l'Ouest et, pour obtenir leur sécurité, ils se défendirent de ce côté, spécialement du côté de la Russie.

« La distance qui sépare l'île du Japon du continent asiatique est si courte qu'il doit surveiller tout ce qui se passe en Corée, en Mandchourie, en Chine et en Sibérie, de même que l'Angleterre doit prendre garde aux événements qui surviennent dans les bas pays, de l'autre côté du Pas-de-Calais et de la mer du Nord. C'est surtout en Corée et en Mandchourie que nous avons suivi une politique dictée par le seul souci d'assurer notre propre sécurité. La politique de l'Angleterre tend à maintenir l'indépendance des bas pays, comme le Japon s'efforce de maintenir une Corée indépendante contre les agressions de la Russie. Mais la Corée n'est ni la Belgique, ni la Hollande, elle est impuissante, indolente et incapable de rester une nation indépendante. Sans entrer dans l'histoire compliquée de nos efforts pour maintenir son indépendance, le Japon trouva que le seul moyen pratique d'obtenir sa sécurité était d'établir son protectorat sur la Corée.

« C'est cette même sécurité qui nous conduisit en Mandchourie. Quand cette région, malgré nos protestations réitérées, fut en danger immédiat d'être annexée par la Russie, nous fumes amenés à prendre les armes pour défendre la porte ouverte en Chine et l'intégrité de son territoire, cause en faveur de laquelle combattit aussi M. John Hay, secrétaire d'État d'Amérique. Nous épousâmes la doctrine américaine et combattîmes la Russie pour défendre cette doctrine, non seulement parce que nous y croyons, mais parce qu'elle s'accordait avec notre politique de sécurité. Nous comprîmes aussi clairement que la Russie considérait la Mandchourie comme le marchepied de la Corée. Il est très possible que, pour la Russie, le Traité de Portsmouth n'était qu'une trêve ; pour le Japon, les concessions acceptées par la Russie par ce traité, constituaient une fortification contre une reprise possible de l'avance russe au Sud, mais elle avait aussi une importance économique : La révolution russe ne changea pas matériellement notre situation relativement à la sécurité ; nous regardons pourtant encore vers le Nord avec l'appréhension du danger. Il est généralement admis que la Mongolie extérieure est sous la

tutelle des Soviets, que sa protection ne s'étend qu'aux Russes et que la Chine ne peut pas garder le contact avec cette région sur laquelle sa suzeraineté a été formellement reconnue par le gouvernement des Soviets lui-même. Enfin, que des centaines d'étudiants chinois, élevés dans les écoles communistes russes, sont renvoyés chaque année en Chine pour y provoquer le mouvement communiste. Ainsi progressivement d'importantes régions de la Chine deviennent le théâtre de soulèvements communistes.

« Nous ne nous occupons pas sérieusement du régime politique intérieur de l'Union des Soviets. Nous sommes en relations amicales avec cette Union et sommes prêts à traiter avec elle, avec conciliation, les problèmes intéressant nos relations réciproques, mais je dois avouer notre défiance de l'activité de la Troisième Internationale. Ses délibérations et ses plans sont gardés avec jalousie ; personne n'a le droit d'en parler, mais la plupart, sinon toutes les Puissances civilisées, en dehors de la Russie, considèrent les délibérations de la Troisième Internationale et ses activités comme un élément de trouble pour la paix générale du monde. Il est impossible de connaître les relations exactes qui existent entre le gouvernement des Soviets et la Troisième Internationale mais il est étrange que ce gouvernement, dont la politique étrangère est basée sur la paix et l'amitié, n'ait pu exercer son influence pour limiter cette Troisième Internationale dont le quartier général est logé à l'ombre du Kremlin.

« Personne ne peut ignorer l'importance militaire des Soviets et cette importance doit être examinée à la lumière des relations du gouvernement des Soviets avec la Troisième Internationale. Je suis bien certain que la force armée d'aucun pays n'est dirigée contre aucune nation étrangère. Nous ne devons pas perdre de vue que l'Union des Soviets, qui vient de passer par la période critique d'une reconstitution politique sans précédent, a besoin d'importantes forces militaires pour l'intérieur. Mais notre amère expérience de la Russie, dans le passé, nous conduit à regarder avec appréhension une armée aussi puissante, imbue des idées révolutionnaires, et qui nous semble énorme de l'autre côté de la

frontière de la Mandchourie. *En général, notre politique en Chine a pour base que l'établissement d'un « Empire dans l'Empire » par une puissante nation ou groupe de nations est non seulement contraire à son intégrité, mais est incompatible avec notre sécurité propre. A ce point de vue nous avons agi suivant le principe même incorporé dans la doctrine de Monroe.* La sagesse de cette politique ne peut être discutée spécialement au moment où la Chine semble harassée par des désordres intérieurs sans fin et par de continuelles difficultés internationales. Nous pensons que la dislocation de la Chine amènerait les formidables puissances de l'Ouest à nos propres frontières et c'est pour cette raison, si ce n'est pour d'autres, que nous estimons que préserver l'intégrité de la Chine est une chose essentielle pour notre propre sécurité. Ce fut pour cette raison que nous poussâmes la Chine à ne pas accepter la cession d'une partie de la province de Fokieng à aucune puissance étrangère, que nous combattîmes la Russie en Mandchourie et que nous obligeâmes l'Allemagne à abandonner le Shantung. C'est aussi pour cela que nous nous opposâmes à la construction de chemins de fer possédés par les étrangers en Mandchourie, bien que notre position fût aussi basée sur l'accord par lequel la Chine s'engageait à ne pas construire de lignes concurrentes et parallèles aux chemins de fer du sud de Mandchourie. Notre opposition au projet américain du chemin de fer de Chinchow-Aigun, d'une longueur de 700 milles a été aussi l'exemple le plus important. Il est injuste d'attribuer notre opposition à aucun sentiment anti-américain. Nous nous sommes opposés à cela parce que les entreprises de chemins de fer en Chine font partie de la politique internationale et ne sont pas seulement économiques. Je crois, dans ce cas, à l'innocence et à la bonne foi des promoteurs américains, mais je suis également convaincu que le gouvernement chinois qui les a invités en Mandchourie avait l'idée de saper la position que nous avions prise en préparant le terrain d'une guerre avec la Russie ou d'une brouille avec le gouvernement américain. Si ce projet avait été réalisé, les entrepreneurs américains auraient pu, en cas de guerre, inciter leur gouvernement à venir avec ses troupes défendre en Mandchourie

leurs intérêts, et cette éventualité n'était pas improbable par suite du chaos régnant en Chine. La diplomatie doit voir les choses de loin et prendre en considération toutes les éventualités.

« La politique japonaise qui s'oppose à l'établissement d'Empires étrangers dans l'Empire en Chine, est pourtant, dans le délai de son application actuelle, un peu différente de la pratique de la doctrine de Monroe dans l'hémisphère ouest, mais les motifs fondamentaux sont les mêmes. La différence d'application découle surtout du fait que par le temps le Japon étant assez fort pour garantir l'intégrité territoriale de la Chine, mais cette nation n'est pas encore assez forte pour combattre l'agression étrangère, le Japon, pour sa propre défense, a été amené à se retrancher lui-même dans les régions d'où il avait rejeté son agresseur, tel a été le cas en Mandchourie. Personne ne croit que la Chine aurait pu se défendre elle-même contre une recrudescence de l'agression russe après la guerre de Mandchourie. Économiquement, les immenses ressources naturelles de la Mandchourie ont une importance vitale pour la nation japonaise par suite de l'accroissement de notre population et du manque de matières premières. Ce problème embarrassant d'une population trop dense, que nous espérons encore résoudre, ne nous permet pourtant pas d'encourager une émigration massive en Mandchourie, mais nous pouvons pousser notre industrie à utiliser les matières premières que nous y trouvons. Le Japon peut comme l'Angleterre résoudre le problème de sa population, en la dirigeant vers l'industrie ; tel a été le but du traité sino-japonais de 1915, qui avait aussi des buts stratégiques. Pour atteindre, à ce résultat, il faut que la volonté de tout gouvernement japonais force la Mandchourie à respecter les droits de notre traité, notre situation dans le pays, et prenne en considération l'intérêt que nous portons à son développement économique envisagé par le traité de 1915. Tout ce que nous désirons est qu'on observe les obligations du traité et qu'on coopère avec nous pour notre mutuel bénéfice. Je suis plus que convaincu que si la Chine avait pris cette attitude de « vivre et laisser vivre » avant qu'il ne soit trop tard, les déplorables

incidents de septembre 1931 et toutes leurs conséquences ne seraient jamais arrivés. Nous avons demandé à la Chine la simple observation des traités qu'elle a dûment acceptés, traités qui étaient et sont essentiels pour notre sécurité à la fois stratégique et économique. Nous ne demandons pas plus, nous ne pouvions prendre moins.

« L'importance vitale de la Mandchourie est si bien comprise par le peuple japonais qu'il est tout ce qu'il y a de plus difficile de nous retirer de la position que nous avons obtenue. Dans un pays constitutionnel, ayant un parlement et une presse responsables représentant la volonté du peuple, le gouvernement n'a pas le pouvoir de décider lui-même la ligne de conduite à suivre quand elle met en cause la sécurité nationale ; cela concerne l'opinion publique. Notre position en Mandchourie n'est pas seulement une question de prestige, c'est aussi une question de vie et de mort, c'est la conviction du peuple japonais.

« La naissance du Mandchukuo comme État indépendant n'a pas matériellement changé notre politique, sauf pour les quelques mesures temporaires qui ont dû être prises pour la reconstitution qui a suivi le changement de gouvernement. Poursuivant notre politique traditionnelle de sécurité, nous coopérons en Mandchourie avec tout gouvernement que nous estimons qu'il apprécie le mieux notre politique et qui désire collaborer avec nous. C'est cela, et cela seulement, qui dirige en principe notre attitude en Mandchourie. Aujourd'hui comme il y a trente ans, la Mandchourie est la pierre angulaire de notre sécurité. »

Quelque temps après, avant de s'embarquer pour Washington où il allait en mission, le Vicomte Ishii déclarait encore : « Je suis fermement convaincu, quoique l'accord Ishii-Lansing soit périmé [par suite de la Conférence de Washington, que son principe directeur, qui est la reconnaissance par l'Amérique de la prédominance du Japon en Extrême-Orient, demeure

valable pour une grande partie de l'opinion américaine... » (1)

Dans ses *Mémoires* parus à Tokio en 1930, il avait d'ailleurs déjà écrit que malgré l'annulation de l'accord Lansing-Ishii, les droits spéciaux du Japon en Chine, n'en existaient pas moins. (2)

Le rapport Lytton définit cette situation spéciale comme ne se limitant pas « à ce qui est juridiquement défini dans les traités et accords conclus, soit en Chine, soit avec d'autres états. Les sentiments et les liens historiques, héritage de la guerre russo-japonaise, l'orgueil des succès obtenus par l'initiative japonaise en Mandchourie pendant le dernier quart de siècle forment un sentiment indéfinissable mais réel de la revendication japonaise d'une *situation spéciale*. » (3)

Le 17 avril 1934, le « porte-parole du Gaimusho » (4) (chef du service de presse au Ministère des Affaires étrangères japonais) communiquait à la presse ce qui suit, et qu'on appela la doctrine de Monroe japonaise :

« Par suite de la situation spéciale du Japon dans ses rapports avec la Chine, sa façon de voir et son attitude touchant les questions qui intéressent la Chine peuvent ne pas s'accorder en tous points avec celles des nations étrangères. Mais il faut se rendre compte que le Japon est tenu de faire tous ses efforts pour remplir sa mission et s'acquitter des responsabilités particulières qui lui incombent en Asie orientale. Le Japon a été contraint de se retirer de la S. d. N. parce qu'il n'a pu s'accor-

(1) Cité par Roger LÉVY. — Pertinacité nipponne. *Europe nouvelle*, 6 mai 1933.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) GAIMUSHO, correspond au Japon, au Quai d'Orsay, *Foreign-Office*, etc.

der avec elle sur les principes fondamentaux essentiels au maintien de la paix en Asie orientale. Quoique l'attitude du Japon à l'égard de la Chine puisse à certains moments différer de celle des pays étrangers, ces différences sont inévitables par suite de la situation et de la mission du Japon.

« Il va sans dire que le Japon s'est toujours efforcé de maintenir et de développer ses relations amicales avec les pays étrangers, mais en même temps nous considérons qu'il est tout naturel que, pour maintenir la paix et l'ordre en Asie orientale, nous devons, s'il le faut, agir seuls sous notre propre responsabilité, et c'est notre devoir de le faire. En même temps, il n'est pas d'autre pays que la Chine qui soit en situation de partager avec le Japon la responsabilité du maintien de la paix en Asie orientale.

Par suite, l'unification de la Chine, le maintien de son intégrité territoriale aussi bien que le rétablissement de l'ordre dans ce pays, font l'objet des plus ardents désirs du Japon. L'histoire montre que ces objectifs ne peuvent pas être réalisés autrement que par le réveil et les efforts de la Chine elle-même.

Par conséquent, nous nous opposons à toute tentative que ferait la Chine pour se servir de l'influence de tout autre pays en vue de résister au Japon. Nous nous opposons également à toute mesure que prendrait la Chine pour faire jouer une puissance contre une autre. Toutes opérations entreprises en commun par des puissances étrangères, même sous le nom d'assistance technique ou financière, en ce moment particulier, après les incidents de Mandchourie et de Changhaï, prendront inévitablement une signification politique. Menées jusqu'à leur terme, des entreprises de ce genre ne manqueront pas de provoquer des complications qui risqueraient finalement d'imposer la discussion de problèmes tels que le démembrement de la Chine, ce qui serait le plus grand malheur possible pour la Chine, et ce qui aurait en même temps les plus graves répercussion sur le Japon et l'Asie orientale.

En conséquence, le Japon doit par principe s'élever contre ces entreprises, quoiqu'il ne considère pas devoir faire obstacle aux négociations qu'une puissance étrangère poursuivrait individuellement avec la Chine sur des questions de finance

ou de commerce, tant que ces négociations seront avantageuses pour la Chine et ne seront pas nuisibles à la paix en Asie orientale.

Toutefois, la fourniture d'avions militaires à la Chine, la construction d'aérodromes en Chine, le détachement d'instructeurs ou de conseillers militaires en Chine, ou la conclusion d'un emprunt destiné à fournir des fonds pour des fins politiques tendraient évidemment à compromettre les relations amicales entre le Japon, la Chine et les autres pays, et à troubler la paix et l'ordre en Asie orientale. Le Japon est résolu à s'opposer à de pareils projets.

On ne peut avoir de doute sur l'attitude antérieure du Japon d'après la politique qu'il a poursuivie par le passé. Mais comme, d'après certains bruits, il se dessine de manœuvres très nettes en vue d'une action commune de puissances étrangères en Chine, sous un prétexte ou sous un autre, on a cru qu'il n'était pas inopportun de formuler de nouveau en ce moment la politique du Japon (1). »

Mais devant les réactions de l'opinion étrangère, américaine et anglaise notamment, le porte-parole fait le 20 avril de nouvelles déclarations plus prudentes que les premières :

« Le Japon n'a nullement le désir de porter atteinte aux intérêts indépendants ou à la prospérité de la Chine. Pour ce qui est du Mandchoukouo, nous demandons aux autres puissances de reconnaître les actes équitables et libres de ce pays. Nous n'avons d'ambitions territoriales ni dans le Mandchoukouo, ni en Chine. De par sa situation géographique, le Japon est bien placé pour participer aux bénéfices commerciaux, si la Chine est unie et développée, mais il faut que l'unification et la prospérité de la Chine soient réalisés par son propre réveil, et non par l'exploitation égoïste exercée par d'autres puissances.

Nous n'avons aucune intention de gêner les intérêts des

(1) *Europe nouvelle*, 12 mai 1934.

tiers. Si d'autres puissances, font avec la Chine, un commerce avantageux pour elles, nous nous en réjouissons. Nous n'avons nullement le désir de nous écarter du principe de la porte ouverte et des facilités commerciales égales pour tous, ni d'enfreindre les traités, mais le Japon est opposé à n'importe quelle action, de la part des autres puissances, susceptible de compromettre la paix et l'ordre dans l'Asie orientale. Le Japon porte, avec les autres puissances asiatiques, et surtout la Chine, la responsabilité du maintien de la paix et de l'ordre dans l'Asie orientale. L'heure n'est plus où les autres puissances, ou la Société des Nations, pouvaient appliquer leur politique uniquement en vue de l'exploitation de la Chine.

En une occasion ultérieure, on s'est efforcé, mais en vain, d'obtenir une définition des termes « Asie orientale », et « puissances asiatiques (1). »

Le 21 avril, la légation de Chine à Paris communique une protestation :

« La déclaration de la politique du gouvernement de Tokio en ce qui concerne la Chine démontre une fois de plus la politique traditionnelle d'agression et d'expansion du Japon sur le continent asiatique et plus particulièrement ses desseins contre la Chine ; elle prouve une fois de plus, les désirs de ce pays de contrôler au préjudice des droits souverains de la Chine et à l'exclusion des intérêts légitimes des autres puissances, les immenses ressources naturelles de l'Asie orientale et les énormes possibilités du marché commercial chinois.

Une telle politique est opposée à l'intérêt de la paix et de l'ordre en Extrême-Orient (2)... »

Le 25 avril, SIR FRANCIS LINDLEY, ambassadeur de Grande-Bretagne à Tokio, remit au ministre des Affaires étrangères japonais une communication qui, d'après SIR JOHN SIMON parlant à la Chambre des Communes le 30 avril « constituait une amicale demande d'information

(1) *Europe nouvelle*, 12 mai 1934.

(2) *Ibid.*

et, avait pour objet de rappeler que le principe de l'égalité des [droits en Chine est très explicitement garanti par le traité des Neuf Puissances de 1922 auquel le Japon est partie, et que le gouvernement de Sa Majesté doit continuer, bien entendu, à jouir en Chine de tous les droits qui sont communs à tous les signataires, ou qui sont, par ailleurs, légitimes, sauf dans la mesure où ces droits sont restreints par des accords tels que l'accord du consortium, ou dans la mesure où le Japon possède des droits spéciaux reconnus par les autres puissances et non partagés par elles.

SIR FRANCIS LINDLEY a ajouté que les graves inquiétudes au sujet de la Chine, exprimées dans la déclaration japonaise ne pouvaient pas avoir trait au Royaume-Uni, car le but de la politique britannique est d'éviter les dangers pour la paix et pour l'intégrité de la Chine, dont faisait état cette déclaration. Le gouvernement de Sa Majesté ne saurait évidemment admettre le droit du Japon de décider, à lui seul, si une action particulière, telle que l'octroi d'une assistance technique ou financière, est de nature à faire naître un danger de ce genre, à supposer toutefois, que ce fût là le sens implicite de la déclaration, ce que ne pense pas le gouvernement de Sa Majesté. Aux termes des articles 1 et 7 du traité des Neuf Puissances, le Japon possède le droit d'appeler l'attention des autres signataires sur une action quelconque de la Chine préjudiciable à sa sécurité. Ce droit assure au Japon des sauvegardes, et le gouvernement de Sa Majesté suppose, en conséquence, que la déclaration ne tendait pas à enfreindre d'une façon quelconque les droits communs des autres puissances en Chine, ni à porter atteinte aux obligations découlant du traité pour le Japon lui-même.

En réponse, le ministre des Affaires étrangères, M. Hirota, a fait connaître que la supposition du gouvernement de Sa Majesté était juste. Il a assuré l'ambassadeur de Sa Majesté que le Japon observerait les dispositions du traité des Neuf Puissances et que la politique du gouvernement japonais et celle du gouvernement de Sa Majesté par rapport à ce traité, coïncidait. Son Excellence, déclara en manière de conclusion, que le Japon continue d'attacher la plus grande importance

au maintien de la porte ouverte en Chine, et il réaffirma l'acceptation de cette politique par le Japon (*Très bien*).

M. H. JOHNSTONE demande si l'ambassadeur britannique à Tokio a demandé, ou obtenu, une explication quelconque des nombreuses déclarations publiées par le service de presse du ministère des Affaires étrangères japonais ou par les ambassadeurs du Japon à Washington et à Berlin, ainsi que par le représentant du Japon à Genève, déclarations qui semblent en contradiction avec celles de M. Hirota.

SIR JOHN SIMON. — Il ne faut pas supposer que les informations parvenant aux lecteurs des journaux, dans toutes les déclarations produites par la voie de la presse, sont toujours autorisées (*marques d'approbation*). A mon avis, la déclaration faite par le ministre des Affaires étrangères japonais est raisonnablement claire et le gouvernement de Sa Majesté ne demande qu'à laisser cette question en l'état (*marques d'approbation*) (1). »

L'ambassadeur des Etats-Unis à Tokio fit une démarche analogue à celle de son collègue britannique, la substance de ses déclarations a été communiquée le 30 avril à la presse par le département d'Etat :

« Les récentes indications sur l'attitude du gouvernement japonais à l'égard des droits et intérêts du Japon et des autres pays en Chine sont venues de source si autorisée qu'il est impossible de les ignorer. Aussi le gouvernement des États-Unis se voit-il obligé, avec la franchise qui a toujours caractérisé ses relations avec le gouvernement du Japon, d'affirmer derechef la position des États-Unis à l'égard des droits et intérêts en question.

Les relations des États-Unis avec la Chine, tout comme nos relations avec le Japon et les autres pays, sont régies par les principes généralement acceptés du droit international et par les dispositions des traités auxquels les États-Unis sont partie. Les États-Unis ont à l'égard de la Chine, certains

(1) *Bulletin périodique de la presse anglaise*, n° 353 (du 4 avril au 15 mai 1934).

droits et certains devoirs. De plus, il se trouve qu'ils sont signataires, simultanément avec la Chine ou avec le Japon, ou avec les deux, et avec d'autres puissances, de traités plurilatéraux traitant des droits et des devoirs des nations en Extrême-Orient. Les États-Unis sont également signataires d'un grand traité plurilatéral auquel ont adhéré presque toutes les nations du monde.

Les traités ne peuvent être légalement modifiés ou abrogés que par une procédure prescrite, reconnue ou acceptée par les parties aux dits traités (1)... »

Enfin, le 1^{er} mai 1934, M. Sato, ambassadeur du Japon à Paris remettait au Quai d'Orsay une communication identique à celle remise à Londres et à Washington :

« Le Japon n'a pas porté atteinte à l'indépendance de la Chine ni à ses intérêts et n'a nulle intention de le faire. C'est, au contraire, avec sincérité que le Japon souhaite le maintien de l'intégrité territoriale, l'unification et la prospérité de la Chine. Ces buts devraient, en principe, être atteints par la Chine elle-même grâce au réveil de ses énergies nationales et à ses propres efforts.

Le Japon n'a pas l'intention de transgresser les droits des autres puissances en Chine. Poursuivies de bonne foi des activités d'ordre financier et commercial ne peuvent avoir que d'heureux effets pour la Chine, résultat que le Japon considère avec satisfaction. Le Japon souscrit, naturellement, aux principes de la porte ouverte et de la chance égale en Chine. Il observe scrupuleusement tous les traités et accords en vigueur concernant ce pays.

Toutefois, le Japon ne peut rester indifférent à l'intervention éventuelle de tiers, intervention qui, sous quelque prétexte que ce fût, serait préjudiciable au maintien de l'ordre et de la justice en Extrême-Orient, dans ces régions où le Japon, ne serait-ce qu'en raison de sa situation géographique détient des intérêts d'importance vitale.

(1) *New York Times*, 1^{er} mai 1934 ; *Bulletin périodique de la presse américaine*, N° 304 (du 21 avril au 23 mai 1934).

En conséquence, le Japon ne saurait admettre que les problèmes chinois soient mis à profit par des tiers en vue de poursuivre une politique intéressée qui ne tiendrait pas compte des conditions indiquées ci-dessus (1). »

Le Quai d'Orsay accusa réception de cette note le 4 mai 1934 :

L'ambassade du Japon a bien voulu faire tenir au ministre des Affaires étrangères une copie de la note par laquelle le gouvernement impérial a précisé l'interprétation officielle qui doit être donnée aux déclarations formulées le 17 avril dernier par le porte-parole du Gaimusho concernant la politique japonaise au regard des affaires de Chine.

Il résulte de cette communication que, loin de vouloir porter atteinte à l'indépendance ou aux intérêts de la Chine, le Japon souhaite sincèrement le maintien de l'intégrité territoriale, l'unification et la prospérité de ce pays. N'ayant pas l'intention de méconnaître les droits des autres puissances, le gouvernement impérial considère, par ailleurs, que des activités d'ordre financier et commercial ne peuvent avoir que d'heureux effets pour la Chine. Il confirme en même temps son adhésion aux principes de la porte ouverte et de la chance égale, comme son respect des traités et accords en vigueur relatifs à la Chine.

C'est avec satisfaction que le gouvernement français enregistre l'affirmation ainsi donnée par le gouvernement japonais de sa fidélité non seulement aux principes généraux du droit international, mais aussi au statut conventionnel qui régit actuellement les rapports de la Chine avec les puissances étrangères.

De la dernière partie de la note susvisée, il résulte enfin que le Japon ne saurait rester indifférent à des interventions qui seraient préjudiciables au maintien de l'ordre et de la justice en Extrême-Orient. Si pareilles éventualités devaient se produire en Chine, le gouvernement français a la conviction que le gouvernement impérial chercherait, de concert avec les

(1) *Europe nouvelle*, 12 mai 1934.

autres puissances, à leur assurer une solution de droit, suivant les principes dont s'inspirent les actes de Washington et notamment par application de la procédure amiable prévue à l'article 7 du traité du 6 février 1922. Ce n'est en effet que dans ce cadre et sous cette forme que peut être trouvée, de l'avis du gouvernement français, une solution équitable et satisfaisante aux affaires chinoises (1). »

Le 4 mai, à la réunion annuelle des préfets, M. Hirota prononça un discours sur la politique étrangère du Japon où il disait notamment :

«... Le Japon ne peut oublier un seul instant sa mission en Extrême-Orient.

Quelle est sa mission ?

C'est l'obligation que le Japon doit assumer en commun avec les autres États de l'Est Asiatique de maintenir la paix et l'ordre dans cette partie du globe.

L'importance et la véritable raison d'être du Japon comme grande Puissance réside essentiellement dans la conscience qu'il a de cette mission et dans la façon dont il l'accepte.

Plus nous aurons conscience de cette mission, plus clairement apparaîtront la grandeur et l'importance de nos responsabilités et le besoin d'y consacrer la totalité de nos efforts.

Le Japon désire l'intégrité, l'unification, la prospérité et le progrès de la Chine, mais la Chine doit parvenir à réaliser ce programme par elle-même, grâce à l'éveil de sa conscience nationale. L'assistance bénévole de comparses agissant égoïstement ne peut aider la Chine à réaliser ses aspirations. Le Japon ne pourrait rester indifférent à l'action d'une tierce puissance qui travaillerait à envenimer les relations sino-japonaises, ou aux agissements d'un État qui menacerait la paix et l'ordre en Extrême-Orient. On peut maintenant prévoir que la Chine cessera de continuer sa politique anti-japonaise. Il est particulièrement satisfaisant de remarquer en Chine des symptômes qui prouvent que ce pays commence peu à peu à comprendre notre pensée. Les deux grands États

(1) *Europe nouvelle*, 12 mai 1934.

asiatiques paraissent plus près l'un de l'autre pour arriver à un arrangement final.

Nous devons redoubler d'efforts dans ce sens afin de provoquer un rapprochement sino-japonais qui permettra aux deux pays, de contribuer efficacement à l'organisation de la paix extrême-orientale.

Je n'ai pas besoin de répéter que le Japon respecte pleinement les traités et engagements qui le lient aux autres États, et qu'il ne pense nullement à contrevenir aux droits et intérêts résultant de ces accords.

Nous sommes de plus tout disposés, si cela est nécessaire, à échanger des vues avec chaque puissance individuellement en ce qui concerne les droits et intérêts que les traités leur garantissent. Mais si l'on considère que nos vues sur les questions asiatiques ont été rejetées par les puissances réunies à Genève, et que nous avons été ainsi amenés à nous retirer de la S. d. N., il serait certainement imprudent une situation analogue à celle que nous avons trouvée à l'assemblée de la S. d. N. Nous maintiendrons donc nos responsabilités et nous essaierons d'arriver à un accord avec les pays intéressés (1). »

Quels ont été les commentaires de la presse japonaise sur les communications et déclarations qui ont eu lieu dans la seconde quinzaine d'avril et le début de mai ?

Le 19 avril le *Jiji* écrit :

« La position prise par le Ministère des Affaires étrangères est approuvée complètement par le peuple japonais. La S. d. N. s'est trompée complètement vis-à-vis de la Chine. Une assistance financière et technique accordée à la Chine par la Ligue aurait simplement pour résultat, suivant le Gaimusho, de fortifier les éléments anti-japonais parmi les hommes d'État chinois. Le Japon craint également qu'une pareille assistance conduise à un contrôle international de la Chine (1). »

(1) *Bulletin périodique de la presse japonaise*, N° 62 (du 2 avril au 15 mai 1934).

Le 23 avril le *Yomiuri* écrit :

« Le communiqué est simplement une explication plus détaillée de la politique traditionnelle du Japon envers la Chine et des déclarations de M. Hirota à la Diète. Il ne peut donc avoir un effet fâcheux sur nos relations internationales. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine font preuve néanmoins d'une grande nervosité et essaient de trouver un sens caché au communiqué. Les États-Unis paraissent inquiets sur le sort de leur politique du maintien de la porte ouverte et de la chance égale en Chine. Quant aux Soviets, ils sont d'avis que le communiqué reflète l'intention du Japon de monopoliser l'exploitation de la Chine au besoin par la force. Enfin, M. Mussolini estime que le Japon protestera prochainement contre l'appui donné à la Chine par les puissances et que le communiqué est un ballon d'essai. En réalité tout ceci n'est qu'imagination et méconnaissance de la situation. Le communiqué ne dit rien qui diffère de la politique suivie par le gouvernement japonais depuis son retrait de la S. d. N. (1). »

Le 2 mai le *Hochi* écrit :

« Il est possible que la forme dans laquelle le communiqué a été publié n'ait pas été appropriée, mais l'idée fondamentale de la position du Japon comme facteur stabilisateur en Extrême-Orient et de notre responsabilité commune avec la Chine pour maintenir la paix dans cette partie du monde est juste. Cela exclut également toute intervention intérieure dans les affaires de Chine. Le Japon se considère comme le gardien de l'Asie orientale et il n'y a pas de raison pour que la Grande-Bretagne et les États-Unis s'opposent à ce point de vue. Néanmoins les stipulations du Traité des Neuf Puissances pour le respect de la souveraineté chinoise ont toujours coïncidé avec notre politique, ce qui a souvent contrasté avec la politique suivie en Extrême-Orient par d'autres puissances et notamment la Grande-Bretagne. En réalité le communiqué a été publié pour essayer de rassurer le reste du monde en

(1) *Bulletin périodique de la presse japonaise*, N° 62.

affirmant que les intentions du Japon à l'égard de la Chine étaient pacifiques. C'est avec satisfaction que nous prenons note des déclarations de Sir John Simon au Parlement britannique, d'après lesquelles son Gouvernement considérerait maintenant l'incident comme clos, estimant que le communiqué de M. Hirota est acceptable. Nous espérons que les États-Unis suivront cet exemple (1). »

Le 7 mai l'*Asahi*, à propos de la démarche américaine écrit :

« M. Hull a fait publier un communiqué dans lequel il déclare qu'il est impossible d'admettre le droit d'une puissance à interpréter à sa guise un traité multilatéral qu'elle a signé. Le fait que l'Angleterre, l'Amérique aussi bien que la Chine se sont abstenus d'adopter des mesures contre le Japon à la suite du communiqué du Gaimusho peut s'expliquer par le fait qu'elles ont compris que le but de ce communiqué était de détourner les Puissances de toute action, politique ou militaire, qui pourrait être préjudiciable à la paix et à l'intégrité de la Chine (1). »

Le 28 juin, le *Hokkai Times* écrit encore :

« On dit que M. Hirota estime que le monde devrait être divisé en trois grandes sphères d'influence pour le maintien de la paix : l'Asie orientale serait laissée au Japon, l'Europe et le Proche-Orient à l'Angleterre, les deux Amériques aux États-Unis (2)... »

Quant aux réactions étrangères, la *Pravda*, dès le 6 avril (avant le communiqué du Gaimusho) publiait sous le titre « La politique japonaise des « portes fermées » en Chine » un article où elle disait :

« La politique japonaise demande qu'un droit de tutelle sur la Chine lui soit accordé. De ce fait, le Japon « ferme les

(1) *Bulletin périodique de la presse japonaise*, N° 62.

(2) *Bulletin périodique de la presse japonaise*, N° 63 (du 16 mai au 1^{er} juillet).

portes » à la pénétration du capital étranger en Chine. Le Japon fait tout son possible pour exploiter à lui tout seul la Chine ; pour cela faire, il en écarte ses concurrents impérialistes. Voilà les déductions d'une série de déclarations de principe, plus ou moins ténébreuses, que la diplomatie japonaise a dernièrement faites.

Il s'agissait dans ses déclarations de montrer que le Japon ne prétendait point à l'application de la doctrine de Monroe en Asie. Cependant le Japon se considère comme un facteur principal, capable d'assurer le maintien de l'ordre en Orient. Il est de toute évidence que ces formules, bien que bien camouflées, ne diminuent point les prétentions des impérialistes japonais.

Pour maintenir « l'ordre », le militarisme japonais doit placer une « sentinelle bien forte » devant les portes de la Chine. Le Japon pourrait, avec succès, se référer à son expérience en Mandchourie, où « l'ordre est maintenu par l'armée d'occupation du Kouan-Tong cantonnée dans tout le pays (1)...

La presse américaine réagit aussi très violemment. Le 20 avril le *Philadelphia Inquirer* écrit que le Japon veut proclamer « une sorte de doctrine de Monroe pour l'autre côté du Pacifique, mais de portée beaucoup plus étendue ». (2) Le *Boston Transcript* du 18 y avait déjà vu une « doctrine de Monroe pour l'Orient. » (2)

En quoi consiste donc cette doctrine de Monroe japonaise ? La principale difficulté à laquelle on se heurte pour l'expliquer c'est qu'il n'y a pas de déclaration officielle japonaise aussi nette que le message du président James Monroe au Congrès américain, d'autant plus que les Japonais se servent encore de plusieurs autres expressions pour exprimer la même idée. Aussi,

(1) *Bulletin périodique de la presse russe*, N° 239 (du 2 avril au 10 mai 1934).

(2) *Bulletin périodique de la presse américaine*, N° 303 (du 8 mars au 20 avril 1934).

un connaisseur averti des affaires d'Extrême-Orient, M. George H. Blakeslee, écrit-il dans la revue américaine, *Foreign Affairs* de juillet 1933 sous le titre « *Japanese Monroe Doctrine* ».

« Les Japonais emploient de plus en plus fréquemment l'expression « doctrine de Monroe japonaise » pour expliquer et justifier leur politique en Extrême-Orient. Quelquefois d'autres termes ont été employés pour exprimer la même idée, comme « intérêts prédominants », « intérêts spéciaux », « l'Asie aux Asiatiques », « suprématie (*leadership*) japonaise », et « le droit de vivre ». Quoiqu'il en soit du nom, une importante doctrine politique a été élaborée et constitue un très important facteur dans les affaires d'Asie orientale ; elle va même assez loin pour expliquer les agissements du Japon en Chine aussi bien que son attitude générale envers les Puissances pour ce qui concerne les affaires d'Extrême-Orient... »

Et plus loin il écrit :

« Il résulte de ce qui vient d'être dit que la doctrine de Monroe japonaise contient un certain nombre de principes politiques différents. Le sens précis de chacun d'eux ou, en général, de la doctrine elle-même ne peut être exactement établi ; aucune définition officielle n'en a été donnée. Le contenu de chacun d'eux doit être considéré en tenant compte des déclarations des hommes politiques et des publicistes les plus représentatifs et aussi de l'action des autorités japonaises. Mais il est hors de doute que le gouvernement japonais a une doctrine de Monroe japonaise pour l'Extrême-Orient et qu'il y réclame pour le Japon une position,

en général comparable, à celle occupée par les Etats-Unis dans l'hémisphère américain. » (1)

Bien que certains auteurs indiquent, comme champ d'application de la doctrine de Monroe japonaise, tout le continent asiatique, M. George H. Blakeslee le limite à la Chine ; on peut y ajouter la Sibérie orientale. Et, l'auteur américain propose de résumer les principes contenus dans cette doctrine extrêmement élastique (*extremely elastic doctrine*) sous les titres : auto-défense ou sécurité (*self-defense or security*), Pan-Asie, droits et intérêts spéciaux (*special rights and interests*), suprématie et protection (*leadership and guardianship*), et, le droit de vivre ou pénétration économique (*the right to live or economic penetration*).

(1) The political principle expressed in the phrase « a Japanese Monroe Doctrine » has been used more and more frequently by the Japanese to interpret and to justify their policy in the Far East. Occasionally other terms are employed to express much a same idea, such as « paramount interest », « special interest », « Asia for the Asiatics », « Japanese leadership », and « the right to live ». Whatever the name, a fundamental doctrine or policy has developed, and it constitutes a major factor in the affairs of Eastern Asia ; it goes far to explain Japan's specific actions in China as well as her general attitude toward the powers in matters concerning the Far East...

From this survey it is evident that the Japanese Monroe Doctrine contains a number of different political principles. The precise meaning of any one of them, or of the general and inclusive doctrine itself, cannot be stated exactly ; no official definitions have been made. The content in each case must be judged by the statements of the political leaders and the writers who appear to present the dominant Japanese thought, and by the action of the Japanese authorities. But at least it is clear that the Japanese Government has a Japanese Monroe Doctrine for the Far East and that it claims a position for Japan which it regards in a general way as comparable to that occupied by the United States in the American hemisphere.

D'après le principe de l'auto-défense le Japon s'oppose à toute atteinte à l'intégrité territoriale de la Chine par... une puissance étrangère. C'est pour cela qu'il fit deux guerres pour évincer la Russie de la Mandchourie et l'Allemagne du Shantung (1) et qu'il obtint en 1915 du gouvernement chinois un engagement de n'aliéner aucun port, baie ou île le long de la côte chinoise en faveur d'une puissance étrangère.

Le sens des expressions « Pan-Asie », « l'Asie aux Asiatiques », « Revenons à l'Asie » (*Back to Asia*) n'est pas très net. D'après certains Japonais elle ne vise qu'à protéger l'Asie contre les empiètements de l'Europe et de l'Amérique. D'après d'autres elle est basée sur des affinités de culture. D'autres enfin sont plus agressifs, par exemple le général Araki, ancien ministre de la Guerre : « Nous sommes la première puissance asiatique et c'est nous qui devons nous mettre à la tête de l'Asie, agir, dépenser jusqu'à la dernière parcelle de nos forces nationales. Il faut nous préparer à une lutte désespérée...

« Les blancs ont fait des nations d'Asie de purs et simples objets d'oppression. Le Japon impérial ne peut ni ne doit laisser leur impudence sans châtimement... Notre pays est déterminé à enseigner son idéal national à travers les sept-Mers, à l'étendre par les cinq continents de la terre, même s'il lui faut employer la force. Nous sommes les descendants des dieux, nous devons régner sur le monde. » (2)

A un certain moment ces idées panasiatiques ont

(1) Voir plus haut ce qu'en dit le vicomte K. Ishii.

(2) Cité par HSIAO CHI YUNG dans *l'Esprit international* de 1933, p. 415, d'après M^{me} Andrée VIOLLIS, *Petit Parisien* du 23 nov. 1932.

été partagées par des Chinois comme Sun Yat Sen, mais aujourd'hui elles n'ont cours qu'au Japon.

La prétention du Japon à des « intérêts spéciaux » en Chine est soutenue aussi bien par le gouvernement que par l'opinion publique. Cette prétention a même été reconnue par certains traités. Cependant on n'est jamais arrivé à se mettre d'accord sur le sens de cette expression. Elle se trouve dans l'accord Lansing-Ishii et, malgré cela, le secrétaire d'Etat américain prétendait qu'elle ne visait que les avantages économiques dont le Japon jouissait en Chine grâce à sa position géographique et que ces mots n'avaient aucune signification politique. Le vicomte Ishii, au contraire, a toujours soutenu que les intérêts du Japon étaient surtout politiques, et ce fut toujours le point de vue de son gouvernement (voir plus loin la dépêche d'A. Kroupenski).

Le droit du Japon à la suprématie en Extrême-Orient (*the right of Japanese leadership in the Far East*) a été soutenu notamment par le marquis Okuma et a été reconnu par l'ambassadeur des Etats-Unis Castle en 1930 qui déclara que le Japon avait en Asie orientale la responsabilité du maintien de la paix de la même façon que les Etats-Unis dans l'hémisphère occidental.

La doctrine du « droit de vivre » (*the right to live*) ou du « droit à l'expansion économique » (*the right to economic expansion*) consiste dans la prétention du Japon à l'usage des ressources naturelles de la Chine, que celle-ci soit consentante ou non. Elle est basée, suivant M. Matsuoka, sur « les droits légitimes d'une nation qui doit chercher un débouché quelque part. » Et en 1921 M. Hara, ancien premier ministre, interprétait dans ce sens la doctrine de la porte ouverte : « Par la

porte ouverte » je ne veux pas dire : supprimer les frontières nationales. Mon idée est de changer l'insécurité économique de certains peuples en leur laissant la possibilité d'un accès libre aux ressources mondiales, en éliminant les barrières économiques artificielles, en ajustant autant que possible l'inégalité d'une ancienne discrimination de la nature et de l'histoire. » Et, plus récemment, le général Araki a déclaré qu'« aucun pays ayant des ressources abondantes n'a le droit de les refuser à un autre pays surpeuplé et insuffisamment doué par la nature. »

Qu'y a-t-il de commun entre cette doctrine de Monroe japonaise sous ses différentes formes et la doctrine de Monroe américaine ? Cette dernière contient trois principes (1) : le premier d'entre-eux était une protestation contre un oukaze de l'Empereur de Russie, Alexandre 1^{er}, qui avait pris possession de l'Alaska d'une façon fictive. Le président des Etats-Unis y déclare qu'à l'avenir les terres américaines ne doivent plus être sujettes à colonisation, elles seront désormais réservées à l'expansion des peuples américains. Le second et le troisième de ces principes sont une protestation contre une « intervention » éventuelle de la Sainte-Alliance en faveur du roi d'Espagne contre les républiques sud-américaines. Les Etats-Unis ne s'étant pas occupé jusqu'ici des affaires d'Europe et n'ayant pas l'intention de le faire à l'avenir, l'Europe n'a pas à s'occuper des affaires d'Amérique. Ceci à cause de la différence des systèmes politiques, européen et amé-

(1) A. de LAPRADELLE. *Cours de droit international public*. (Centre Européen de la Dotation Carnegie 1932-1933) pp. 135 et suiv.

ricain : le premier fondé sur le principe de la légitimité monarchique, le second sur celui de la liberté des peuples.

Des trois points de la doctrine de Monroë américaine, doctrine toute de circonstance d'ailleurs, seul le premier se retrouve dans la doctrine de Monroë japonaise, et encore, n'y a-t-il pas une bien grande importance.

En réalité, dit M. George H. Blakeslee, en parlant de la doctrine de Monroë américaine, les Japonais pensent plutôt à la politique des Etats-Unis dans la mer des Antilles (*the Caribbean policy of the United States*). Ils se réclament toujours de la politique américaine envers le Mexique, Cuba, Panama et le Nicaragua. Et M. Blakeslee trouve une certaine similitude entre les deux politiques.

« Les Etats-Unis et le Japon, écrit-il, sont des puissances fortes en face de pays faibles à organisation politique et militaire rudimentaire et sujets, assez souvent, à des guerres civiles. Tous les deux sont des pays capitalistes et industrialisés en face de voisins essentiellement agricoles. Tous les deux ont montré une capacité d'organisation de tout premier ordre. Tous les deux ont des intérêts nationaux, stratégiques et commerciaux, qu'ils considèrent comme d'importance vitale : les Etats-Unis, le canal de Panama, le Japon, le chemin de fer du Sud-Mandchourien. Tous les deux ont des placements importants : les Etats-Unis approximativement \$ 3.293.000.000 (1929) au Mexique et dans l'Amérique Centrale, le Japon près de \$ 1 milliard en Mandchourie.

« En tenant compte de ces facteurs, les Etats-Unis et le Japon ont fait des politiques ayant certains points

de ressemblance. Tous les deux sont résolus à empêcher une agression étrangère ou un contrôle dans les régions dans lesquelles ils sont spécialement intéressés. Tous les deux ont pris une certaine responsabilité pour maintenir un minimum de paix et d'ordre — responsabilité que les autres Puissances semblent avoir reconnu aux États-Unis mais non au Japon. Tous les deux se proposent d'assurer une protection raisonnable et nécessaire dans ces pays à leurs intérêts et à leurs nationaux. Et, tous les deux ont de temps à autre employé la force militaire pour assurer leur politique. »

Les Japonais prétendent qu'ils n'ont pas agi autrement en Corée, en Mandchourie et en Chine septentrionale que ne l'ont fait les États-Unis en Amérique centrale, ils n'ont fait qu'appliquer en Asie la « *police power doctrine* » de Théodore Roosevelt. En chassant la Chine de la Mandchourie, le Japon a suivi l'exemple des États-Unis à Cuba.

A cela M. Blakeslee objecte qu'« en ce qui concerne la situation actuelle de la Mandchourie, on ne peut faire aucune comparaison avec l'Amérique centrale. Pour en faire il faudrait imaginer que la population entière de l'Amérique centrale soit dans le Mexique du Nord. Si les États-Unis faisaient une occupation militaire injustifiée de cet imaginaire Mexique du Nord contenant 30 millions d'habitants, renversaient l'administration, organisaient un mouvement pour l'indépendance, établissaient un nouveau gouvernement, le contrôlaient par plusieurs centaines de fonctionnaires et de conseillers, le maintenaient par l'armée américaine, étendaient son territoire par une campagne militaire et prenaient en main ses chemins de fer et ses

services publics, alors les États-Unis feraient dans l'Amérique centrale ce que le Japon a fait en Mandchourie, toute cette série d'actions que beaucoup de Japonais justifient en se basant sur leur doctrine de Monroë. »

En réalité, si l'on s'en tient aux documents officiels, l'interprétation la plus vraisemblable de la doctrine de Monroë japonaise, se réduit à la prétention du Japon, qu'étant donnée sa situation géographique, il a des intérêts spéciaux (ou prédominants, suivant les documents), tenant à sa sécurité, en Extrême-Orient, et qu'il est responsable du maintien de la paix dans ces régions (cette dernière nuance est plus récente).

Si l'on admet cette interprétation de la doctrine de Monroë japonaise, elle remonterait à la fin du xix^e siècle et, depuis, dominerait toute la politique extérieure du Japon. Son aire géographique s'étend au fur et à mesure qu'augmente la puissance de l'empire, profitant souvent de la faiblesse des voisins intéressés (Corée, Chine, Russie pendant la révolution).

Dès le début le Japon prétend avoir des intérêts spéciaux en Corée : ceux-ci lui sont d'abord reconnus par la Russie (protocole Rosen-Nishi du 13-25 avril 1898), puis par l'Angleterre (traité d'alliance anglo-japonais du 30 janvier 1902). Le traité de Portsmouth et le nouveau traité d'alliance anglo-japonais du 12 août 1905 précisent et renforcent cette situation spéciale du Japon en Corée qui devait se terminer par l'annexion de ce pays le 22 août 1910.

Le traité de Portsmouth reconnaissait aussi la situation spéciale du Japon dans la Mandchourie méridionale : les accords russo-japonais du 30 juillet 1907,

4 juillet 1910, 8 juillet 1912 et 3 juillet 1916 étendent cette situation spéciale.

Profitant de la guerre européenne le Japon impose à la Chine les traités du 24 mai 1915 : les États-Unis reconnaissent le fait accompli par l'accord Lansing-Ishii du 2 novembre 1917, sous la condition du maintien du principe de la porte ouverte.

La révolution russe servit de prétexte au Japon pour étendre son emprise à la Sibérie orientale, mais en 1922 il fut obligé de l'évacuer.

Pourtant la Conférence de Washington marque un temps d'arrêt dans l'expansion du Japon : il est obligé de s'incliner devant les États-Unis ; le traité des Neuf Puissances du 6 février 1922 abroge implicitement l'accord Lansing-Ishii.

Mais dans les années qui suivirent, il reprit sa politique traditionnelle ; profitant de la crise économique mondiale et du marasme où se trouvent les États-Unis, il crée l'état du Mandchoukouo dont il est en train d'étendre les frontières aux dépens de la Mongolie et même de la Chine proprement dite, à laquelle d'ailleurs, depuis environ un an, il essaye d'imposer une sorte de contrôle.

Cette politique, naturellement, provoque les protestations des grandes puissances intéressées dans les affaires d'Extrême-Orient, Russie, États-Unis, Grande-Bretagne. La Russie, dont l'intégrité territoriale est menacée par l'expansion du Japon. La Grande-Bretagne et les États-Unis dont le commerce est intéressé au maintien de l'intégrité de la Chine et du principe de la porte ouverte et des chances égales pour le commerce et l'industrie de toutes les nations dans ce pays, prin-

cipe que les États-Unis firent accepter le 20 mars 1900 par les diverses puissances et qui, depuis, a été consacré par des nombreux traités notamment le traité des Neuf Puissances du 6 février 1922.

DEUXIÈME PARTIE

LE « MONROÏSME » JAPONAIS DANS LA PRATIQUE

CHAPITRE I

L'EXPANSION JAPONAISE EN CORÉE ET EN MANDCHOURIE MÉRIDIONALE

Vers 1868, la Corée était un état vassal de la Chine : tous les ans le roi de Corée envoyait à l'empereur de Chine une ambassade avec un tribut, il lui demandait aussi son investiture à son avènement au trône.

Pour le Japon, la Corée présente une importance stratégique de premier ordre, « c'est une flèche dont la pointe vise au cœur du Japon » (V. *supra* ce qu'en dit le Vicomte Ishii). Bien avant l'ère de Meiji il avait essayé de la conquérir : Hideyoshi l'occupa même entièrement en 1572, mais à sa mort en 1598 les Japonais évacuèrent le pays.

Au début de 1876 un navire hydrographe japonais ayant été attaqué sur les côtes de Corée, la flotte japonaise fit aussitôt une démonstration devant Fousan le 15 janvier 1876. La Chine n'étant pas intervenue (l'empereur Kouang-Su, qui venait de monter sur le trône, avait quatre ans), le Japon obligea la Corée à

signer le traité de commerce et d'amitié du 26 février 1876 (traité de Kang-Hoa) où il était dit que « la Corée, étant un état indépendant, jouit des mêmes droits souverains que le Japon », ce qui était en contradiction avec la suzeraineté chinoise. Le Japon obtenait en même temps l'ouverture à son commerce des deux ports de Tchemoulpo et de Gensan, celui de Fousan étant déjà ouvert. Il obtenait aussi pour ses nationaux le privilège d'exterritorialité.

La Chine, naturellement, ne reconnut pas ce traité et fit tous les efforts pour regagner son influence en Corée. En octobre 1879, Li-Hung-Tchang écrivait à un haut fonctionnaire coréen :

« D'année en année les Japonais ont de plus en plus recours aux sciences occidentales ; ils construisent des engins de toutes sortes. C'est, disent-ils, pour leur bien-être et pour devenir puissants ; il en résulte que leurs finances sont épuisées et que les dettes contractées par leur gouvernement sont telles qu'il doit fatalement chercher aux quatre points cardinaux des combinaisons lui permettant de rentrer dans ses débours. Les pays sur lesquels ils jettent plus volontiers un regard de convoitise sont : au nord, la Corée ; au sud, l'île chinoise de Formose ;...

« Si j'étais à la place de votre gouvernement, je m'inspirerais des circonstances et je ferais, dès maintenant et en secret, des préparatifs militaires, et je m'efforcerais de réunir des ressources et d'exercer mes troupes afin de m'affermir. D'ici là, restez impassibles pour mieux les dominer, et en toute affaire exécutez scrupuleusement les traités, afin de ne donner aucune prise contre vous... Dans les conjectures actuelles, il convient, ne semble-t-il pas, de neutraliser l'action du venin par le venin, et, s'il s'agit d'ennemis, de pouvoir les opposer les uns aux autres. Il importerait de profiter de toute occasion qui se présenterait de vous lier successivement

par des traités avec tous les états occidentaux ; vous vous servirez d'eux pour contenir le Japon (1). »

En 1882, une insurrection, fomentée par les Chinois, éclate à Séoul contre le roi et les Japonais : ceux-ci sont chassés de la ville ainsi que leur ministre, tandis que le roi est obligé de se réfugier à la légation de Chine à qui il demande des recours.

Mais alors le Japon fit revenir son ministre, escorté de trois croiseurs et demanda réparation. La Corée fut obligée de s'incliner : elle accorda une indemnité, s'engagea à punir les auteurs de l'émeute et consentit au ministre du Japon le droit d'avoir une garde de cinq-cents hommes « jusqu'à ce que la tranquillité y soit complètement rétablie et que le représentant du Mikado et sa suite n'aient plus à craindre le renouvellement des sanglants désordres qui ont, en dernier lieu, nécessité leur retraite précipitée. »

La Chine, de son côté, installe aussi une garde à Séoul : ceci devait forcément amener des incidents entre soldats chinois et japonais.

En décembre 1884, une nouvelle insurrection éclate, cette fois-ci provoquée par les Japonais, au cours de laquelle il y eut une bataille entre la garde du ministre japonais et celle du résident chinois, Yuan-Chi-Kaï, pour lequel prit parti la population. Des Japonais furent massacrés et la légation du Japon incendiée : le ministre dut se retirer à Tchemoulpo. La flotte japonaise fit encore une démonstration sur les côtes de Corée. La Chine étant en ce moment en guerre avec la France à propos du Tonkin, le Japon imposa le 9 janvier 1885

(1) Cité par G. MASPERO. *La Chine*, 2^e édition, Paris, 1925.

au roi de Corée un traité par lequel il s'engageait à faire des excuses, payer une indemnité, punir les coupables et reconstruire à ses frais la légation du Japon.

Le 18 avril 1885 le Japon conclut à Tien-Tsin avec la Chine un arrangement par lequel les deux puissances s'engageaient à retirer leurs troupes de Corée dans un délai de quatre mois et déclaraient qu' « à l'avenir, si des troubles graves se produisaient en Corée et si la Chine et le Japon à la fois, ou l'une de ces deux puissances seule, voulaient y envoyer des troupes, il y aurait lieu à avis officiel et préalable. Les affaires, une fois réglées, le retrait des troupes devrait suivre immédiatement et aucune nouvelle occupation du pays ne serait permise. »

Malgré cela, la Corée continuait à se considérer comme vassale de la Chine qui, de son côté, prenait le rôle de suzeraine devant les puissances européennes exigeant « qu'avant d'envoyer des représentants dans les pays occidentaux, la Corée demandât ses instructions et n'agît qu'après la délivrance du consentement. » (1)

En 1894, nouvelle insurrection, celle de la société xenophobe des Tong-hak, et le roi de Corée demande

(1) En 1890, le roi de Corée écrivait à l'empereur de Chine : « Notre pays est un petit royaume et un état vassal de la Chine, auquel l'empereur a manifesté sa bienveillance de temps immémorial. Puisque Sa Majesté a été assez bonne pour répandre ses faveurs sur nous, nous lui faisons connaître tout ce que nous désirons. Et tout ce que nous souhaitons, nous avons confiance qu'elle pourra nous l'accorder, comme à un enfant confiant dans la tendresse et la sollicitude de ses parents. » (a)

(a) Cité par TERRIOU, *Le statut international de la Corée*, p. 26 d'après CORDIER. *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*.

des secours à la Chine. Celle-ci lui envoya le 6 juin 2500 hommes et le lendemain son ministre à Tokio informa le gouvernement japonais que « le roi de Corée avait sollicité l'aide de la Chine pour réprimer la sédition qui venait d'éclater..., que cette demande ayant été reconnue justifiée par l'urgence des événements, en même temps que conforme à l'usage constant de la Chine de protéger ses états tributaires, l'Empereur envoyait des troupes à son aide..., qu'il avait l'ordre de communiquer cette décision au gouvernement japonais en conformité du traité de Tien-Tsin de 1885. » Il assurait en même temps le gouvernement japonais que les troupes chinoises seraient retirées dès que l'ordre serait rétabli. Le gouvernement japonais répondit à cette note que « les mots : états tributaires ne pouvaient être tolérés dans la note chinoise, le gouvernement mikadonal n'ayant jamais reconnu la Corée comme état tributaire de la Chine. » En même temps le ministre du Japon à Pékin informait le gouvernement chinois que « le gouvernement japonais se référant au traité du 18 avril 1885, le prévenait que des troubles sérieux venant de se produire en Corée, rendaient nécessaire la présence des troupes japonaises dans cet état, et qu'un corps de troupes allait y être expédié. » Le 12 juin le Japon débarquait 5000 hommes à Tchemoulpo et occupait Séoul.

Le 17 juin 1894, le Japon propose à la Chine de réorganiser en commun la Corée. La Chine refusa, déclarant que « bien que suzeraine de la Corée, elle n'avait pas l'habitude d'intervenir dans les affaires intérieures de sa vassale, au surplus, si on considérait la Corée comme un état indépendant, aucune autre puissance

n'avait le droit de s'immiscer dans son gouvernement. » Le Japon replica qu'il se chargera tout seul des réformes en Corée et le 28 juin son ministre à Séoul présente au roi un ultimatum lui enjoignant de répudier la suzeraineté chinoise et lui promettant en ce cas l'aide du Japon.

Comme la réponse tarde, le 24 juillet à 4 heures du matin, les troupes japonaises à Séoul occupent le palais royal, déposent le roi et nomment un régent qu'ils obligent le 27 juillet à déclarer la guerre à la Chine et à charger le Japon du soin d'expulser les troupes chinoises du pays. La Chine aussitôt expédie de nouvelles troupes en Corée, mais le 25 juillet 1894 les quatre navires qui les transportaient sont attaqués par un croiseur japonais qui coule un des navires ; le 29 juillet les Japonais mettent en fuite une division chinoise près de Tchémoulpo. Ce n'est que le 1^{er} et le 2 août que la Chine et le Japon échangent leurs déclarations de guerre.

Le 26 août le Japon forçait la Corée à signer un traité d'alliance : dans le but « de consolider l'indépendance de la Corée et de favoriser le développement des intérêts du Japon et de la Corée, en chassant du territoire coréen les troupes chinoises » (art. 1). L'art. 2 disait que « le Japon se chargera de toutes les opérations de guerre offensives et défensives contre la Chine, et, la Corée donnera aux troupes japonaises toutes les facilités nécessaires pour les opérations militaires et le ravitaillement des troupes. » Le traité d'alliance devait prendre fin à la conclusion d'un traité de paix avec la Chine (art. 3).

La Chine n'avait en tout et pour tout que trente mille

hommes armés à l'eupéenne. Aussi, est-elle forcée d'évacuer la Corée le 15 septembre, le 17 son escadre du Nord est mise en dérouté à l'embouchure du Yalou, le 21 novembre Port-Arthur succombe à la première attaque.

Dès le 3 novembre, la Chine avait réclamé l'intervention des cinq grandes puissances (Russie, Grande-Bretagne, France, Allemagne, États-Unis). N'ayant pas réussi, elle sollicita le 20 décembre un armistice par l'intermédiaire du ministre des États-Unis à Tokio, armistice que le Japon refusa d'ailleurs.

En janvier, la flotte japonaise détruisait en quelques heures la dernière escadre chinoise à Wei-Hai-Wei, et occupa cette ville le 12 février.

Les négociations commencèrent le 20 mars 1895 à Shimonoseki (l'armistice ne fut conclu que le 30 mars) entre Li-Hung-Tchang assisté d'un conseiller américain, l'ancien Secrétaire d'Etat George Forster, d'une part, et le Comte Ito assisté du Vicomte Mutsu, respectivement Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Japon, d'autre part.

Le 1^{er} avril, le Japon fit connaître ses conditions : indemnité de 300 millions de taëls, reconnaissance par la Chine de l'indépendance de la Corée, cession au Japon de la partie méridionale de la province de Feng-tien (province de Moukden) et de Formose avec les îles adjacentes. Le 9 les délégués chinois répondirent que la Chine était prête à reconnaître l'indépendance de la Corée si le Japon faisait de même, ils promettaient une indemnité de 100 millions, mais refusaient Formose. Finalement les plénipotentiaires chinois durent s'incliner devant un ultimatum japonais du 11 avril et le

traité de paix de Shimonoseki fut signé le 17 avril 1895.

La Chine reconnaissait la pleine et complète indépendance de la Corée, elle cédait le sud de la province de Feng-tien (c'est-à-dire la presqu'île de Liao-Toung au sud d'une ligne allant d'Antung à Niou-tchang, Formose et les Pescadores et 200 millions d'indemnité, elle ouvrait en même temps quatre nouveaux ports aux citoyens japonais et leur accordait la liberté de navigation sur tout le cours du Yang-tsé et le Grand canal.

La raison véritable de toutes ces concessions de la Chine était que celle-ci savait déjà que les puissances européennes, inquiètes des succès du Japon allaient intervenir.

Et en effet, dès la signature du traité intervinrent^t la Russie, l'Allemagne et la France, sous l'inspiration de la Russie, la plus touchée par la victoire japonaise (et non sous l'inspiration de l'Allemagne comme le prétendent la majorité des auteurs français (1)). Leurs représentants à Tokio remirent le 23 avril au baron Hayashi, ministre des Affaires étrangères par intérim, des notes identiques, que l'occupation permanente par le Japon des territoires continentaux de la Mandchourie leur semblait menaçante pour l'indépendance du nord de la Chine et pour celle de la Corée. Le ministre d'Allemagne, baron von Gutschmid, ajouta qu' « à son avis le Japon ne pouvait songer à une lutte contre les puissances. »

En même temps les trois puissances concentraient d'importantes forces navales dans le golfe du Tchili,

(1) Comte WITTE. — *Mémoires*.

et la Russie paraissait décidée à bombarder des ports japonais.

L'Angleterre conseilla au Japon de céder, et celui-ci dut se soumettre le 5 mai au « conseil amical » des trois puissances. Mais, pour n'avoir pas à revenir sur le traité, la Mandchourie méridionale fut « rétrocédée » à la Chine, contre un supplément d'indemnité de 30 millions de taëls.

Le 21 juillet 1896, le Japon n'en imposa pas moins à la Chine la signature d'un traité de commerce et de navigation qui lui accordait les mêmes droits d'exterritorialité qu'aux puissances d'Occident.

« Art. 20. — La juridiction sur les personnes et les biens des Japonais en Chine est exclusivement réservée aux autorités japonaises auxquelles il appartiendra de décider dans les causes engagées pour ou contre des Japonais, et cela sans intervention des autorités chinoises. »

« Art. 22. — Tout Japonais poursuivi pour crimes ou délits contre les Japonais en Chine sera jugé et puni, s'il est coupable, par les autorités japonaises conformément aux lois japonaises. De même tout Chinois poursuivi pour crimes ou délits contre les Japonais en Chine sera jugé ou puni s'il y a lieu, par les autorités chinoises conformément aux lois chinoises. »

Quant aux puissances qui étaient intervenues en faveur de la Chine, la Russie, la première, comme « preuve de reconnaissance », (c'est elle aussi qui procura à la Chine l'argent pour payer l'indemnité de guerre au Japon) se fit accorder par Li-Hung-Tchang, devenu une sorte de premier ministre, et venu en Russie au couronnement de l'empereur Nicolas II pour y représenter son souverain, le droit de faire passer le Transsibérien par la Mandchourie du nord (8 sep-

tembre 1896). L'Allemagne, de son côté, profitant de l'assassinat de deux missionnaires allemands dans le Shantung occupa Kiao-tcheou le 14 novembre 1897 que par traité du 6 mars 1898 la Chine lui céda à bail pour 99 ans. Ce fut le signal de la politique dite du *break-up of China*, le démembrement de la Chine.

La Russie malgré l'opposition de Witte riposta aussitôt par l'occupation de Port-Arthur qu'elle avait obligé le Japon à évacuer en 1895. Le 27 mars 1898 moyennant un pot-de-vin de 500 mille roubles à Li-Hung-Tchang et de 250 mille à son adjoint Tchang-Ing-Huan elle se le fit céder à bail ainsi que Taliénwan pour 25 ans avec droit de raccordement au Transsibérien.

Pour se concilier le Japon, le gouvernement russe, par protocole du 13-25 avril 1898, promit de lui laisser les mains libres en Corée. Il rappela de Séoul le conseiller financier russe et les instructeurs militaires russes. (1)

(1) Après le traité de Shimonoseki, le roi de Corée, Li-Khouï, suit d'abord docilement les conseils du ministre du Japon ; la reine, au contraire, est favorable à la Russie et parvient à faire révoquer les ministres et les hauts fonctionnaires favorables au Japon. Mais en août 1895 éclate une révolte, les émeutiers conduits par un Japonais envahissent le palais et assassinent la reine. Le roi retombe sous l'influence japonaise. Mais en février 1896, un vaisseau russe, l'*Admiral Kornilow* débarque à Tchemoulpo des troupes qui dispersent les partisans du Japon. Le roi se réfugie à la légation russe où il reste toute une année sous la garde de marins russes.

Le 28 mai-9 juin 1896, le prince Lobanow-Rostovski, ministre des Affaires étrangères de Russie, signe à Moscou avec le maréchal Yamagata un protocole qui instituait sur la Corée un véritable *condominium* russo-japonais bien qu'un communiqué officiel russe disât qu'il ne portait atteinte en aucune manière, « au principe fondamental de l'indépendance de la Corée, formulé dans l'article 1 du traité de Shimonoseki. Le gouvernement coréen conserve sa pleine liberté d'action dans

Le 1^{er} juillet 1898, l'Angleterre, qui n'avait pas pu empêcher la Russie, se fit céder Wei-haï-Wei, en face

toutes les questions de politique intérieure et extérieure. La Russie et le Japon reconnaissent seulement dans les arrangements conclus entre eux qu'ils sont prêts mutuellement à fournir leur concours au gouvernement coréen, en vue d'assurer d'une manière stable, l'ordre temporairement troublé par suite des secousses causées par le conflit sino-japonais. »

En août 1897, le gouvernement coréen engage des officiers russes pour instruire ses troupes et en novembre un conseiller financier russe.

Mais par suite de l'occupation de Port-Arthur, comme on l'a vu au texte, fut signé à Tokio le 13-25 avril 1898 un nouveau protocole russo-japonais entre le ministre de Russie au Japon, baron Rosen et le ministre japonais des Affaires étrangères, Nishi.

« Article premier. — Les gouvernements impériaux de Russie et du Japon reconnaissent définitivement la souveraineté et l'entière indépendance de la Corée et s'engagent mutuellement à s'abstenir de toute ingérence directe dans les affaires intérieures de ce pays.

« Article 2. — Désirant écarter toute cause possible de malentendu dans l'avenir, les gouvernements impériaux de la Russie et du Japon s'engagent mutuellement, dans le cas où la Corée recourrait au conseil et à l'assistance, soit de la Russie, soit du Japon, à ne prendre aucune mesure pour la nomination d'instructeurs militaires et de conseillers financiers, sans arriver préalablement à un accord mutuel à ce sujet.

« Article 3. — Vu le large développement pris par les entreprises commerciales et industrielles du Japon en Corée, ainsi que le nombre considérable de sujets japonais résidant dans ce pays, le gouvernement russe n'entravera point le développement des relations commerciales et industrielles entre le Japon et la Corée. »

Pour affirmer son indépendance, le roi de Corée prit alors, en 1899, le titre d'empereur.

Les Japonais profitèrent de cet arrangement avec la Russie pour s'emparer de presque toute la vie économique de la péninsule par des procédés plus ou moins honnêtes. Dans une interview en 1895, le ministre japonais à Séoul les jugeait

de Port-Arthur de l'autre côté du golfe du Tchili, aux mêmes conditions, « pour maintenir la politique d'équilibre menacée par l'occupation russe de Port-Arthur » et la France le 10 avril, Kouang-tcheou-wan pour 99 ans et le droit de construire un chemin de fer allant de la frontière du Tonkin à Yunnan-fou.

L'Italie elle-même réclama un port, mais elle fut éconduite.

En ce qui concerne les Etats-Unis, leur ministre à Pékin, Conger, écrivait au Secrétaire d'Etat John Hay le 1^{er} mars 1899 : « Il ne reste rien, en effet, pour les Etats-Unis, excepté la province du Tchili. Celle-ci avec Tien-Tsin comme entrepôt pour toute la Chine du nord, est destinée à être, dans l'avenir, commercialement une des plus précieuses possessions permanentes en Orient. » Seulement les diverses puissances y ont déjà des concessions. « C'est pourquoi, la possession permanente d'un territoire (excepté pour une station de charbon, s'il en était besoin) en Chine n'est pas désirable. » C'est alors que John Hay, conseillé semble-

ainsi : « Ceux de nos compatriotes qui vivent en Corée sont égoïstes et intéressés seulement à leurs gains personnels. Ils sont grossiers et violents envers les habitants qu'ils traitent en grands seigneurs. Ils font un tel étalage de ridicule fanfaronnade qu'ils se rendent odieux aux gens du pays. Ils sont, en outre, là comme partout, d'une déplorable malhonnêteté en affaires... » Quelques années plus tard un auteur anglais, HAMILTON, écrivait : « La conduite des Japonais en Corée montre qu'ils manquent de sens moral et intellectuel. Ils sont déloyaux en affaires et leur pratique deshonnête de la vie publique les rend indifférents aux vertus privées. Leur interprétation des lois de leurs concessions, aussi bien que de celles de leur propre pays est de mauvaise foi... (a) »

(a) Cité par TERRIOU, *Le statut international de la Corée*, p. 84.

t-il par le ministre de Chine à Washington, Wu-Ting-Fang, envoya une note aux puissances proclamant la doctrine de « la porte ouverte. »

Le 13 novembre 1899, il écrivait à Buck, ministre des États-Unis à Tokio :

« Ce gouvernement animé du désir sincère d'assurer au commerce et à l'industrie des États-Unis et de toutes les autres nations, l'égalité parfaite de traitement pour leur trafic et navigation dans les limites de l'Empire chinois, spécialement dans les soi-disant « sphères d'influence ou d'intérêts » réclamées par certaines puissances européennes en Chine, a considéré que le moment était opportun de faire des représentations dans ce sens à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne et à la Russie.

« Afin d'atteindre l'objet qu'il a en vue : supprimer les causes possibles d'irritation internationale et rétablir la confiance si essentielle au commerce, il paraît hautement désirable à ce gouvernement que les puissances réclamant « sphères d'intérêt et d'influence » en Chine, donnent les assurances formelles suivantes :

« 1^o De ne pas intervenir, en aucune façon, dans tout port ouvert par traité au commerce étranger ni dans tout intérêt investi dans toute soi-disant « sphère d'intérêt » ou dans tout territoire à bail qu'elles ont en Chine ;

« 2^o D'appliquer le tarif actuel des droits de douane chinoise, fixé au traité, à toute marchandise livrée à main ou expédiée par bateau à tous les ports, tels que ceux situés dans la soi-disant « sphère d'intérêt » (les ports francs exceptés), sans tenir aucun compte de la nationalité des marchandises. Les droits de douane devront être perçus par le Gouvernement chinois ;

« 3^o De ne prélever, pour les bateaux d'autres nationalités fréquentant tout port de la soi-disant « sphère d'intérêts », des droits de mouillage plus élevés que ceux imposés aux bateaux de leur propre nationalité. Et de ne faire payer à la marchandise, aux citoyens ou sujets des autres nationalités,

transportés sur les chemins de fer construits, contrôlés ou régis dans une telle « sphère » des tarifs de transport plus élevés que ceux qu'elles font payer à une marchandise similaire appartenant à leurs nationaux et pour un parcours semblable.

« La politique poursuivie par Sa Majesté allemande en déclarant Tsing-tao port franc et en aidant le gouvernement chinois à y établir une douane, ainsi que l'oukaze de Sa Majesté russe du 11 août dernier, faisant de Daluy un port franc, sont considérés comme des preuves que ces Puissances sont disposées à envisager favorablement une proposition, par laquelle elles reconnaîtraient ne vouloir intervenir, en aucune façon dans la jouissance, par le commerce de toutes les nations, des droits et des privilèges garantis pour elles par les traités existants avec la Chine. »

« Les assurances répétées du Gouvernement britannique concernant sa politique ayant pour but de maintenir en Chine la liberté de commerce pour le monde entier, garantissent, croit-on, le consentement de cette Puissance à nos propositions. On croit, avec autant de confiance, que les intérêts commerciaux du Japon seraient grandement servis par la déclaration ci-dessus mentionnée, qui sont en harmonie avec les assurances données à ce Gouvernement à plusieurs reprises, par le représentant diplomatique de Sa Majesté japonaise à cette capitale.

« Vous êtes prié de soumettre au Gouvernement de Sa Majesté japonaise les considérations ci-dessus et d'attirer sur elles son attention le plus tôt possible, en exprimant l'ardent désir de votre gouvernement qu'il veuille bien accepter ces propositions et aider à leur acceptation par les autres puissances (1). »

Le ministre des Affaires étrangères du Japon répondit le 26 décembre 1899 :

« que le gouvernement Impérial n'hésitera pas à donner

(1) Cité par JOHNSON-LONG. — *La Mandchourie et la doctrine de la porte ouverte.*

son consentement à une proposition si juste et si bonne du gouvernement des États-Unis, à condition que toutes les autres puissances l'acceptent de même (1)

Ayant reçu l'acceptation de toutes les puissances intéressées, John Hay, envoyait le 20 mars 1900 aux ambassadeurs américains une note pour qu'ils informent les gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités que le principe de la porte ouverte était adopté par les diverses puissances intéressées.

Et le 3 juillet 1900, au moment de l'affaire des Boxers il écrivait encore aux représentants des États-Unis à Pétersbourg, Londres, Paris, Berlin, Tokio, Vienne et Rome que :

« la politique du gouvernement des États-Unis est de chercher une solution pouvant rétablir la sécurité permanente et la paix en Chine, préserver l'intégrité territoriale et administrative chinoise, protéger tous les droits garantis aux Puissances émises par les traités et par la loi internationale, et sauvegarder pour le monde entier, le principe de l'égalité et de l'impartialité du commerce avec toutes les parties de l'Empire chinois (1). »

La Russie, profita du soulèvement des Boxers, dont la principale cause était la politique de démembrement de la Chine, pour occuper dans le courant de l'année 1900 la Mandchourie, où d'ailleurs des actes de brigandage contre les Russes ne cessaient pas. « Nous transformerons la Mandchourie en une seconde Boucharie » dit à ce moment à S. Witte le ministre de la guerre, général Kouropatkine. L'Angleterre essaya d'entraîner l'Allemagne à une démarche collective des

(1) Cité par JOHNSON-LONG. — *La Mandchourie et la doctrine de la porte ouverte.*

puissances dirigée contre la Russie : en mars 1901 le gouvernement anglais s'informait à Berlin et à Paris de l'attitude qu'ils prendraient dans le cas d'une guerre russo-japonaise. Le *Foreign-Office* était convaincu que si le Japon reprenait Port-Arthur à la Russie, ces deux puissances devenues irréconciliables se feraient équilibre en Extrême-Orient. « Le péril jaune serait conjuré par la Russie et le péril russe par le Japon. » Les projets de démarche collective ayant échoué (Guillaume II ne voulait pas entrer en conflit avec la Russie), le secrétaire d'Etat au *Foreign-Office*, lord Landsdowne entame le 31 juillet 1901 des pourparlers avec l'ambassadeur japonais à Londres, baron Hayashi.

« Je parlais sans autorisation du gouvernement de Sa Majesté, raconte lord Landsdowne, mais il y avait tant de ressemblance entre les politiques de nos deux gouvernements, dont aucun ne nourrit de desseins d'agression en Extrême-Orient, puisque tous deux désirent le maintien du *statu quo*, que je jugeai utile de considérer la ligne de conduite que nous pourrions suivre, au cas où la balance des pouvoirs viendrait à être sérieusement troublée dans des eaux du *Far East*. Si le gouvernement japonais le désirait, Hayashi me trouverait toujours prêt à discuter le sujet avec lui, avec le dessein de trouver la possibilité d'une entente entre nos deux pays. Le baron Hayashi reçut ma suggestion avec attention : une telle entente, dit-il, devrait être fondée sur la réciprocité des engagements, et cet aspect de la question méritait un examen minutieux. »

Le baron Hayashi, de son côté, écrit dans ses Mémoires :

« Persuadé que les intérêts de l'Angleterre et du Japon étaient identiques en Chine, j'estimais de la plus haute importance d'unir nos deux pays pour résister à toute entente des autres puissances en vue de porter atteinte à ces intérêts. »

Les pourparlers durèrent près de six mois et ce n'est que le 30 janvier 1902 que fut signé l'accord (*agreement*) anglo-japonais (il fut publié le 12 février suivant) :

« Les Gouvernements de la Grande-Bretagne et du Japon particulièrement désireux de maintenir le *statu quo* et la paix générale en Extrême-Orient, étant de plus spécialement intéressés à maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Chine et de l'Empire de Corée, et à assurer également dans ces pays le commerce et l'industrie de toutes les nations, sont convenus de ce qui suit :

« Art. I. — Les Hautes Parties Contractantes, ayant reconnu mutuellement l'indépendance de la Chine et de la Corée, proclament d'une façon absolue n'avoir aucune intention agressive contre l'un ou l'autre de ces deux pays. Néanmoins ayant en vue leurs intérêts respectifs qui, pour la Grande-Bretagne, résident principalement en Chine, et pour le Japon, en outre de ceux qu'il a en Chine, résident en Corée au point de vue politique, industriel et commercial, les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'il sera loisible à l'une ou à l'autre de prendre toutes mesures indispensables pour la sauvegarde de ces intérêts au cas où ils seraient menacés par l'action agressive d'une autre Puissance ou par des troubles qui surgiraient en Chine ou en Corée et qui nécessiteraient l'intervention de l'une ou de l'autre des Hautes Parties Contractantes pour la protection de l'existence et de la propriété de ses sujets.

« Art. II. — Si, pour défendre et protéger leurs intérêts respectifs ci-dessus indiqués, l'Angleterre ou le Japon, était impliqué dans une guerre avec une autre Puissance, l'autre Haute Partie Contractante observera une stricte neutralité et s'efforcera en même temps d'empêcher d'autres Puissances de se joindre aux hostilités contre son allié.

« Art. III. — Si, dans l'éventualité précédente, une ou plusieurs autres Puissances, venaient à participer aux hostilités dirigées contre l'une des deux Parties Contractantes, l'autre Haute Partie Contractante viendra au secours de la première et prendra une part commune à la direction de la

guerre, et la paix ne pourra être consentie qu'avec l'agrément réciproque des deux parties.

« Art. IV. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'aucune d'elles ne devra, sans consulter l'autre, engager avec une autre puissance des arrangements particuliers de nature à porter atteinte aux intérêts ci-dessus énoncés.

« Art. V. — Si, dans l'esprit de la Grande-Bretagne ou du Japon, les intérêts ci-dessus mentionnés se trouvaient en péril, les deux Gouvernements devraient s'en prévenir mutuellement, complètement et franchement.

« Art. VI. — Le présent accord aura son effet immédiatement à dater de la signature et restera en vigueur pendant cinq ans.

« Au cas où ni l'une, ni l'autre des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié à l'autre, douze mois avant l'expiration desdites cinq années, l'intention de mettre fin à l'accord, celui-ci restera valable pour une année encore à dater du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncé. Au cas cependant où, à la date fixée pour son expiration, l'une ou l'autre des deux parties, se trouverait engagée dans une guerre, l'alliance continuera *ipso facto*, jusqu'à la conclusion de la paix.

« En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont opposé leurs sceaux.

Fait en double à Londres le 30 janvier 1902.

L. S. LANDSDOWNE

L. S. HAYASHI.

Note diplomatique.

« Me référant à l'accord conclu aujourd'hui entre nous..., j'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement britannique (japonais) reconnaît que les forces navales anglaises (japonaises) doivent, dans la mesure du possible, agir de concert avec celles du Japon (de la Grande-Bretagne) en temps de paix, et accepte que des facilités réciproques soient données dans les ports d'un pays aux vaisseaux de guerre de l'autre, pour les docks et le ravitaillement en charbon... »

« En ce moment, le Japon et la Grande-Bretagne entretiennent chacun en Extrême-Orient une force navale supérieure à celle de toute autre puissance. La Grande-Bretagne (le Japon) n'ont pas l'intention de diminuer leurs efforts pour maintenir, dans la mesure du possible, prête à être concentrée dans les eaux d'Extrême-Orient, une force navale supérieure à celle d'une tierce puissance... »

Devant cette situation, la Russie, par convention russo-chinoise du 8 avril 1902, s'engagea à évacuer progressivement la Mandchourie. Sous l'influence de Witte qui voulait « assurer l'influence russe en Extrême-Orient exclusivement par des moyens pacifiques » une partie de la Mandchourie fut effectivement évacuée, mais à la fin de l'année l'évacuation fut arrêtée sur l'ordre du commandant de Port-Arthur, amiral Alexeiew, et les régions déjà évacuées furent réoccupées. Ceci rendait inévitable une guerre russo-japonaise, mais en Russie on était convaincu que le Japon n'oserait pas attaquer, étant incapable militairement et financièrement de mener contre elle une guerre, c'était aussi l'opinion de tous les gouvernements européens y compris le gouvernement anglais qui conseilla la modération au Japon. Des négociations russo-japonaises furent alors engagées ; le Japon demanda à la Russie en plus de la reconnaissance de ses « *intérêts spéciaux* » en Corée, la promesse de ne pas annexer la Mandchourie et des garanties pour la colonisation japonaise dans sa partie méridionale, la Russie refusa de prendre des engagements au sujet de la Mandchourie, mais était prête à reconnaître la situation prépondérante du Japon en Corée tout en prétendant y établir une zone neutre au nord du 39^e parallèle où les troupes japonaises ne pourraient pénétrer.

Mais le Japon voulait la guerre, il considérait la Russie comme sa principale l'ennemie, dont l'intervention après le traité de Shimonoseki l'avait obligé à évacuer la presqu'île de Liao-toung. De plus, une victoire sur une puissance occidentale lui permettrait de s'imposer au monde.

Le 1^{er} février 1904 la Russie se déclarait prête à abandonner la Corée au Japon à la condition qu'il n'élève pas de fortifications sur la frontière mandchoue et sur les côtes. Le 2 février, dans son discours du trône Edouard VII disait : « J'ai surveillé avec souci la marche des négociations entre les gouvernements japonais et russe au sujet de leurs intérêts respectifs en Chine et en Corée. Une perturbation de la paix dans ces régions ne pourrait avoir que des conséquences déplorables. Toute assistance que mon gouvernement pourra utilement fournir aux progrès d'une solution pacifique, sera par nous cordialement donnée. »

Mais le 5 février 1904, au beau milieu des négociations, le Japon rompit les relations diplomatiques avec la Russie (1), et, dans la nuit du 8 au 9 sans déclaration

(1) Dans la note explicative remise par le ministre du Japon à St. Pétersbourg, Kurino, au Comte Lamsdorf, ministre des Affaires étrangères, il était dit que « le gouvernement de Sa Majesté l'empereur du Japon, regarde l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Corée comme essentielles à son propre repos et à sa propre sécurité ; en conséquence, il ne saurait voir avec indifférence aucune action tendant à rendre la situation de la Corée mal assurée. Les rejets successifs par le gouvernement impérial russe, au moyen d'amendements inadmissibles des propositions du Japon au sujet de la Corée, dont le gouvernement impérial regardait l'adoption comme indispensable pour assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire coréen et pour sauvegarder les intérêts prépondérants du Japon dans la péninsule, combinés avec les

de guerre, il commence les hostilités en attaquant l'escadre russe en rade de Port-Arthur : sept grandes unités sont mises hors combat.

Le moment avait été particulièrement bien choisi par le Japon. Plus d'un tiers de la flotte russe était immobilisé par les glaces à Vladivostok pour plus de deux mois encore. De plus le Transsibérien n'était pas entièrement achevé au sud du Baikal et l'hiver empêchait la navigation sur le lac (on fut obligé d'y faire marcher les troupes à pied avant de pouvoir poser des rails sur la glace). Le chemin de fer était d'ailleurs à

refus successifs du gouvernement impérial russe de prendre des engagements à l'effet de respecter l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie, qui est sérieusement menacée par l'occupation continue de cette province, malgré des engagements de traités avec la Chine et des assurances répétées à d'autres puissances, possédant des intérêts dans cette région, ont rendu nécessaire pour le gouvernement impérial d'examiner sérieusement quelles mesures de légitime défense il est obligé de prendre. En présence de délais qui restent grandement inexplicables, d'activités militaires et navales qu'il est difficile de concilier avec des desseins entièrement pacifiques, le gouvernement impérial a fait preuve dans les négociations pendantes d'un degré de patience, qui, dans son opinion, fournit la preuve de son loyal désir d'écarter de ses relations avec le gouvernement impérial russe, toute cause de malentendu futur. Mais, ne trouvant dans ses efforts aucune perspective de s'assurer de la part du gouvernement russe une adhésion, soit aux propositions modérées et désintéressées du Japon, soit à toutes autres propositions susceptibles de rétablir en Extrême-Orient une paix ferme et durable, le gouvernement impérial n'a pas d'autre alternative que de terminer les futiles négociations actuelles. En adoptant cette mesure, le gouvernement impérial se réserve le droit de recourir à telle action indépendante qu'il estimera la meilleure pour consolider et défendre sa situation menacée, aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes. »

voie unique, ce qui ralentissait considérablement les transports. Tout cela donnait au Japonais la supériorité pendant près de six mois. Ce fut la principale raison de leur victoire.

Quoiqu'il en soit, après le désastre de Tsoushima, (26 mai 1905), la Russie dut accepter le 10 juin 1905 l'offre de médiation du président Théodore Roosevelt à qui le Japon, épuisé aussi bien financièrement que militairement avait secrètement demandé d'intervenir.

Les négociations de paix commencèrent le 14 août à Portsmouth (New-Hampshire) entre Witte et le baron Rosen pour la Russie, le baron Komoura et Takahira pour le Japon.

Au début la presse et l'opinion américaines étaient très favorables au Japon, que les financiers de New-York avaient soutenu pendant toute la guerre et qui représentait « la civilisation et le progrès » devant la « réaction » russe. Roosevelt lui-même disait que les Japonais étaient les « alliés moraux » des Etats-Unis. Witte sut par son habileté provoquer très vite un revirement en faveur de la Russie (il en fut récompensé par le titre de comte).

Les prétentions du Japon qui venait de renouveler (12 août) son accord du 30 janvier 1902 avec l'Angleterre étaient assez étendues : reconnaissance de son protectorat sur la Corée, cession de Port-Arthur avec la presqu'île de Liao-toung, de Sahaline, plus une indemnité de 600 millions de dollars. De son côté l'Empereur Nicolas II avait résumé ses instructions à Witte dans la phrase : « Pas un pouce de territoire russe, pas un kopeck d'indemnité. » Witte finit pourtant par céder la moitié sud de Sahaline qui avait appartenu

au Japon jusqu'en 1875, mais demeurait irréductible sur la question de l'indemnité. Le 22 août le ministre des Affaires étrangères, comte Lamsdorf, lui télégraphia de rompre les pourparlers si le Japon ne cède pas.

C'est alors qu'intervint Roosevelt en télégraphiant directement au Mikado qui, le 3 septembre, ordonna au baron Komoura de céder à Witte. Le traité de paix fut signé le 5 septembre 1905 (23 août du calendrier julien). En voici les principales dispositions :

« Art. 2. — Le Gouvernement Impérial de Russie, reconnaissant que le Japon possède en Corée des intérêts prédominants politiques, militaires et économiques, s'engage à ne point intervenir, ni mettre d'obstacles aux mesures de direction, de protection et de contrôle que le Gouvernement Impérial du Japon pourrait considérer nécessaires de prendre en Corée.

.

« Art. 3. — Le Japon et la Russie s'engagent mutuellement :

1^o A évacuer complètement et simultanément la Mandchourie, à l'exception du territoire sur lequel s'étend le bail de la presqu'île de Liaotong conformément aux dispositions de l'article additionnel 1 annexé à ce traité ; et,

2^o Restituer entièrement et complètement à l'administration exclusive de la Chine toutes les parties de la Mandchourie qui sont occupées maintenant par les troupes japonaises et russes, ou qui sont sous leur contrôle, à l'exception du territoire sus-mentionné.

« Le Gouvernement Impérial de Russie déclare qu'il n'a point en Mandchourie d'avantages territoriaux ou concessions préférentielles ou exclusives de nature à porter atteinte à la souveraineté de la Chine ou incompatibles avec le principe d'opportunité égale.

« Art. 4. — Le Japon et la Russie s'engagent réciproquement à ne mettre aucun obstacle aux mesures générales qui s'appliquent à toutes les nations et que la Chine pourrait

prendre pour le développement du commerce et de l'industrie en Mandchourie.

« Art. 5. — Le Gouvernement Impérial de Russie cède au Gouvernement Impérial du Japon, avec le consentement du Gouvernement de Chine, le bail de Port-Arthur, de Talien et des territoires et eaux territoriales adjacents, ainsi que tous les droits, privilèges et concessions se rattachant à ce bail ou en faisant partie, et il cède, de même, au Gouvernement Impérial du Japon tous les travaux et propriétés publics dans les territoires sur lesquels s'étend le bail sus-mentionné.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à obtenir du Gouvernement de Chine le consentement mentionné dans la stipulation ci-dessus.

Le Gouvernement Impérial du Japon donne de sa part l'assurance que les droits de propriété des sujets russes dans le territoire sus-mentionné seront parfaitement respectés.

« Art. 6. — Le Gouvernement Impérial de Russie s'engage à céder au Gouvernement Impérial du Japon, sans compensation, avec le consentement du Gouvernement de Chine, le chemin de fer de Tchan-Tschoun à Port-Arthur et tous ses embranchements avec tous les droits, privilèges et propriétés lui appartenant dans cette région, ainsi que toutes les mines de charbon dans ladite région, appartenant à ce chemin de fer ou en exploitation pour son profit.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à obtenir du Gouvernement de Chine, le consentement mentionné dans la stipulation ci-dessus. »

« Art. 7. — Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à n'exploiter leurs voies ferrées respectives en Mandchourie que dans un but commercial et industriel. »

.

Comme on l'a vu plus haut, le traité d'alliance anglo-japonais du 30 janvier 1902 fut renouvelé le 12 août 1905 pour une nouvelle période de dix ans, mais sa garantie fut étendue à l'Inde et ses termes étaient beaucoup plus larges que ceux de l'accord de 1902, la vic-

toire du Japon sur la Russie lui permettant de traiter d'égal à égal avec l'Angleterre. Les articles 2 et 3 du traité étaient particulièrement importants :

Art. « 2. — Si, en raison d'une attaque non provoquée ou d'une action agressive, surgissant en quelque lieu que ce soit, de la part d'une ou plusieurs autres puissances, l'une ou l'autre des Parties Contractantes était entraînée dans une guerre pour la défense de ses droits territoriaux ou de ses intérêts spéciaux mentionnés dans le préambule de cette convention, l'autre partie contractante devra venir immédiatement au secours de son allié, faire la guerre en commun, et conclure la paix d'un commun accord avec elle.

« Art. 3. — Le Japon, ayant en Corée des intérêts prépondérants au point de vue politique, militaire et économique, la Grande-Bretagne reconnaît au Japon, le droit de prendre en Corée telles mesures de direction, de contrôle et de protection qu'il jugera convenables et nécessaires pour sauvegarder et développer ces intérêts, pourvu toutefois que ces mesures ne soient pas contraires au principe de l'égalité de situation du commerce et de l'industrie de toutes les nations. »

Dès avant le traité de Portsmouth, le Japon avait imposé à la Corée le 23 février 1904 un « protocole sur les rapports entre la Corée et le Japon » complété le 22 août de la même année par un « arrangement sur les rapports entre la Corée et le Japon ».

D'après le premier protocole, le gouvernement coréen s'engage à écouter les « avis amicaux » que lui donnera le gouvernement japonais pour réformer son administration (art. 1). Le gouvernement japonais, de son côté, garantit à la Corée son intégrité et son indépendance (art. 3), qui, de son côté, s'engage à faciliter l'exécution de toutes les mesures d'ordre militaire que le Japon jugera utile de prendre dans ce but (art. 4). Les deux gouvernements s'engagent à ne

signer « avec une tierce puissance aucune convention dont l'esprit serait contraire à celui du présent protocole. »

L'arrangement du 22 août 1904 oblige le gouvernement coréen à engager un conseiller des finances et un conseiller diplomatique recommandés par le gouvernement japonais et à résoudre toutes les questions relevant de leurs compétences respectives « selon leurs propositions et avis (art. 1 et 2). D'après l'art. 3 le gouvernement coréen devra consulter le gouvernement japonais avant de conclure un traité ou régler une question diplomatique telle qu'un contrat à passer avec les étrangers.

Le 17 novembre 1905 fut signée, conformément au traité de Portsmouth une « convention pour fortifier les principes de solidarité entre les deux pays », qui était un véritable traité de protectorat. Le gouvernement japonais prenait le contrôle des relations extérieures de la Corée dont la représentation diplomatique et consulaire à l'étranger devait être assurée par les diplomates japonais (art. 1), aucun acte ou engagement ayant un caractère international ne pouvait être conclu par la Corée autrement que par l'entremise du gouvernement japonais (art. 2). Le gouvernement japonais était représenté auprès de l'empereur de Corée par un Résident général qui avait surtout pour mission de diriger les affaires extérieures de la Corée (art. 3).

Au début de l'été 1907 le gouvernement japonais apprit que l'empereur de Corée avait secrètement protesté auprès de la Cour Permanente d'arbitrage de La Haye contre le traité du 17 novembre 1905.

Les Japonais l'obligèrent à abdiquer en faveur de

son fils à qui fut imposé le 25 juillet un nouveau traité qui étendait et précisait l'emprise japonaise sur le pays. Le gouvernement coréen s'engageait à suivre les instructions et avis du Résident général japonais pour tout ce qui concerne la réforme de l'administration de la Corée (art. 1). Aucune loi et ordonnance ne pouvait être mise à exécution (art. 2), aucun haut fonctionnaire ne pouvait être nommé, ni révoqué (art. 4) sans l'assentiment préalable du résident général. Celui-ci pouvait en outre obliger le gouvernement coréen à nommer fonctionnaires en Corée des sujets japonais (art. 5).

Le 1^{er} août, une semaine après la signature de cette convention, l'armée coréenne fut licenciée à l'exception de la garde impériale. La police elle-même était partagée entre les gouvernements japonais et coréen.

En juillet 1908 le marquis Katsura forma à Tokio son second cabinet : avant son arrivée au pouvoir, il avait déjà fait adopter par le gouvernement japonais la création de la « Société du développement oriental », une compagnie à charte dont l'objet était l'exploitation économique de la Corée. Il prépara l'annexion en rattachant à l'administration japonaise des colonies qui s'occupait déjà de Formose et Sahaline-sud les services publics coréens les plus importants (justice, enseignement, mines et forêts).

L'annexion fut cependant retardée par l'assassinat par un Coréen à Harbine (où il était venu rencontrer le ministre des finances russe M. Kokovtsov) du prince Ito, ancien résident général japonais à Séoul. Ce retard fut mis à profit pour organiser en Corée un parti annexionniste qui réclamait « l'amalgame » avec le Japon.

Le 24 juin 1910 le gouvernement coréen transféra tous ses pouvoirs de police au résident général japonais, et, par traité du 22 août (promulgué le 29), l'empereur de Corée fit cession complète et permanente à l'empereur du Japon de tous ses droits de souveraineté sur la totalité de la Corée. Par déclaration du 29 août, le gouvernement japonais notifia ce changement aux puissances.

En ce qui concerne la politique suivie par le Japon en Mandchourie, après le traité de Portsmouth, un traité sino-japonais fut signé à Pékin, le 22 décembre 1905 :

« Art. 1. — Le Gouvernement Impérial Chinois accepte tous les transferts et assignements que la Russie a consentis au Japon par les articles 5 et 6 du traité de paix précité » (c'est-à-dire du traité de Portsmouth).

« Art. 2. — Le Gouvernement Impérial Japonais s'engage en ce qui concerne le territoire cédé à bail, aussi bien qu'en ce qui concerne la construction des voies ferrées et leur exploitation, à se conformer autant que possible aux accords primitifs conclus entre la Chine et la Russie. Dans le cas où une question se poserait à l'avenir sous ces rapports, le gouvernement japonais prendra sa décision en consultant le gouvernement chinois. »

Une convention additionnelle du même jour réglait certains points de détail.

Le gouvernement japonais s'engageait à retirer ses troupes qui gardaient les chemins de fer de la Mandchourie méridionale dès que la Russie retirerait les siennes (art. 2).

Le gouvernement chinois concède au Japon le droit d'exploiter la ligne à voie étroite Antung-Moukden construite pendant la guerre et de l'améliorer « de façon qu'elle puisse servir à transporter les marchandises

commerciales et industrielles de toutes les nations. » Ce chemin de fer est concédé pour un délai de quinze ans, qui commencera à courir après que les améliorations seront achevées (art. 6.). Cette disposition avait particulièrement une grande importance, le chemin de fer Antung-Moukden reliant les chemins de fer de Corée à ceux de la Chine du nord et de la Sibérie.

Le gouvernement chinois accepte aussi la création d'une société par actions sino-japonaise pour exploiter les forêts de la région du Yalou (art. 10).

Le 7 juin 1906 un décret du Mikado crée la *Compagnie des chemins de fer de la Mandchourie méridionale*. Le gouvernement japonais souscrivait la moitié du capital, l'autre moitié ne pouvait l'être que par des Japonais et des Chinois ; en fait, seuls les Japonais ont usé de la faculté de souscrire. De plus le président, le vice-président et les membres du conseil d'administration étaient nommés par le gouvernement japonais : le président et le vice-président pouvaient ne pas être actionnaires de la compagnie, les administrateurs devaient posséder au moins cent actions.

Au mois d'août 1906 fut organisé le gouvernement général du Kouang-tong (Liao-tong) qui devait avoir dans sa compétence le territoire à bail et la « zone du chemin de fer ». A sa tête se trouvait un gouverneur général militaire avec sous ses ordres un chef du département civil. Ce régime devait être réformé en 1919 : l'administration civile fut rendue indépendante et placée aussi sous la direction d'un gouverneur, nommé directement par le Mikado ainsi que le commandant en chef ; mais les deux fonctions de gouverneur civil et de commandant en chef pouvaient être occupées par la même per-

sonne qui concentrait alors dans ses mains tous les pouvoirs, ayant en même temps autorité sur tous les consuls japonais en Mandchourie et pouvoir de négocier avec les autorités chinoises. Ce régime de 1919 resta en vigueur jusqu'à la constitution du Mandchoukouo.

Le 15 avril 1907, par arrangement sino-japonais, le gouvernement chinois s'engageait à construire un chemin de fer de Chang-Chun à Kirin en empruntant à la Compagnie du Sud-Mandchourien la moitié des capitaux nécessaires, la propriété et les recettes de la ligne devant servir de gage à cet emprunt et jusqu'au remboursement total l'ingénieur en chef et le chef-comptable devaient être Japonais. Le 4 septembre 1909 fut conclu l'« accord de la frontière coréenne » par lequel la Chine permettait aux Coréens de s'installer au nord du Tiumen, dans le district de Chientao, sous la protection des consuls japonais. De plus, le gouvernement chinois s'engageait à prolonger la ligne Chang-Chun-Kirin jusqu'à la frontière coréenne en empruntant à la Compagnie du Sud-Mandchourien la moitié des fonds nécessaires aux mêmes conditions que précédemment.

Entre temps, le 30 juillet 1907 était intervenu un arrangement russo-japonais. Le Japon, en effet, avait conclu pendant la guerre avec la Russie, à Londres et à New-York, de emprunts à un taux assez onéreux, aussi demanda-t-il en 1907 au gouvernement français l'autorisation d'émettre sur la place de Paris un emprunt de conversion à 5 % de 300 millions de francs. A la suite de cela fut conclu le 10 juillet 1907 un accord franco-japonais par lequel la France reconnaissait les résultats de la guerre russo-japonaise. Le 30 juillet, la Russie imita son alliée et se résigna à un acte de « réconcilia-

tion » qui fut signé à Saint-Pétersbourg par le ministre des Affaires étrangères, Alexandre Iswolski et l'ambassadeur du Japon, baron Motono :

« Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon, désireux de consolider les relations de paix et de bon voisinage qui ont été heureusement rétablis entre la Russie et le Japon, et d'écarter à l'avenir toute cause de malentendu dans les relations entre les deux Empires, ont résolu de conclure l'arrangement qui suit :

« Art. 1. — Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à respecter l'intégrité territoriale actuelle de l'autre et tous les droits résultant respectivement pour l'une et pour l'autre : 1^o des traités, conventions et contrats conclus entre elles et la Chine (traités, conventions et contrats dont les copies ont été échangées entre elles), en tant que ces droits ne sont pas incompatibles avec le principe de l'égalité de traitement ; 2^o du traité signé à Portsmouth le 1^{er} septembre 1905 entre la Russie et le Japon, ainsi que des conventions spéciales conclues entre la Russie et le Japon. »

« Art. 2. — Les deux Hautes Parties Contractantes reconnaissent l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Chine, ainsi que le principe de l'égalité de traitement en tout ce qui concerne le commerce et l'industrie de toutes les nations dans cet Empire, et s'engagent à soutenir et défendre le maintien du *statu quo* et le respect du principe de l'égalité de traitement par tous les moyens pacifiques en leur pouvoir. »

A cet arrangement était joint un protocole secret dans lequel étaient délimitées les zones d'influence russe et japonaise en Mandchourie et en Mongolie (Mandchourie — limites fixées par le traité de Portsmouth i. e. parallèle de Chang-Chun ; Mongolie — le désert de Gobi, limite de l'influence russe au sud).

Deux jours auparavant, le 28 juillet, fut signé entre la

Russie et le Japon un traité de commerce et de navigation et une convention de pêcheries.

Le 30 novembre 1908 le Japon signa avec les Etats-Unis un arrangement connu sous le nom d'arrangement Root-Takahira, sur la base du *statu quo*.

Arrangement (*agreement*) Root-Takahira.

Ambassade Impériale du Japon.

Washington, le 30 novembre 1908.

Monsieur,

L'échange de vues que nous avons eu au cours de plusieurs entretiens que j'ai récemment eu l'honneur d'avoir avec vous, a montré que, le Japon et les États-Unis possédant d'importantes possessions insulaires voisines dans la région de l'Océan Pacifique, les gouvernements des deux pays sont mus par un but, une politique et une intention identiques dans cette région.

Convaincu qu'une franche déclaration de ces but, politique et intention ne tendraient pas seulement à renforcer les relations d'amitié et de bon voisinage qui ont de tout temps contribué au maintien de la paix générale, le Gouvernement Impérial m'a autorisé à vous présenter les lignes générales de sa conception de ces but, politique et intention communs.

1° Les deux Gouvernements ont le désir d'encourager le libre et pacifique développement de leur commerce dans l'Océan Pacifique.

2° La politique des deux Gouvernements, dégagée de toute tendance agressive, vise au maintien du *statu quo* existant dans la région mentionnée ci-dessus et à la défense du principe d'égalité de traitement pour le commerce et l'industrie en Chine.

3° Ils sont, en conséquence, fermement résolus réciproquement à respecter les possessions territoriales leur appartenant dans ladite région.

4° Ils sont également décidés à préserver l'intérêt commun

de toutes les nations en Chine en soutenant par tous les moyens pacifiques à leur disposition l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine et le principe d'égalité de traitement, pour le commerce et l'industrie de toutes les nations dans cet empire.

5^o Si le *statu quo*, tel qu'il est décrit ci-dessus, ou le principe de l'égalité de traitement défini ci-dessus venait à être menacé par un événement quelconque, il resterait aux deux Gouvernements à se mettre en relations en vue d'établir un accord au sujet des mesures qu'il pourrait être utile de prendre.

Si les précédentes grandes lignes concordent avec les vues du Gouvernement des États-Unis, je serai flatté de recevoir votre confirmation.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

Signé : K. TAKAHIRA

Département d'Etat.

Washington, le 30 novembre 1908.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note de ce jour exposant le résultat de l'échange de vues qui eut lieu entre nous au cours de nos récents entretiens, définissant la conception des deux Gouvernements en ce qui concerne leur politique dans la région de l'Océan Pacifique.

J'ai plaisir à vous informer que l'expression de cette conception réciproque est agréable au Gouvernement des États-Unis en ce qu'elle convient aux heureuses relations des deux pays et comme constituant l'occasion d'une concise affirmation réciproque de cette politique concordante à l'égard de l'Extrême-Orient, que les deux Gouvernements ont si fréquemment affirmé dans le passé.

Je suis heureux d'être à même de confirmer à Votre Excellence, au nom des États-Unis, que la déclaration des deux Gouvernements est contenue dans les dispositions suivantes :

(Suit la reproduction des cinq articles de la lettre de l'ambassadeur du Japon.)

Acceptez, Excellence, l'assurance renouvelée de ma plus haute considération.

Signé : Elihu Root.

Le 14 décembre 1909, le secrétaire d'Etat américain Knox adressa à la Russie, à la Grande-Bretagne, au Japon, à la France et à l'Allemagne un projet de neutralisation des chemins de fer mandchous ainsi qu'un projet de construction d'un chemin de fer allant de King-tcheou (Chinchow) sur le golfe du Liao-tong à Aigun sur l'Amour (ce projet avait déjà été communiqué le 6 novembre à l'Angleterre).

Le 21 janvier 1910, la Russie et le Japon, s'étant concertés, déclarèrent ce projet contraire aux accords internationaux sur lesquels reposaient leurs droits d'exploitation.

Le Japon déclarait de plus la construction de la ligne King-tcheou-Aigun contraire à une clause secrète jointe à la convention additionnelle du 22 décembre 1905, clause secrète que la Chine nia avoir acceptée et qui serait ainsi conçue : « Le gouvernement chinois consent, afin de protéger les chemins de fer sud-mandchouriens, à ne pas construire, avant d'avoir repris possession desdits chemins de fer, de ligne concurrente ou parallèle à ces chemins de fer, ou d'embranchement qui puisse porter tort aux chemins de fer sud-mandchouriens. »

Le 24 février la Russie remit un contre-projet d'une ligne allant de Pékin à Kiachta par Kalgan et Ourga, le tronçon Ourga-Kiachta devant être réservé aux capitaux russes. Le 4 mars le Japon déclara approuver ce contre-projet à la condition que la ligne fut raccordée au Sud-Mandchourien.

Finalement toutes ces affaires furent abandonnées.

Mais le 4 juillet 1910 fut signé à Saint-Pétersbourg un nouvel accord russo-japonais, véritable réplique au memorandum Knox :

« Art. 1. — En vue de faciliter les communications et de développer le commerce des nations, les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à se prêter l'un à l'autre une coopération amicale à l'effet d'améliorer leurs lignes respectives de chemins de fer en Mandchourie, de perfectionner les services de connexion desdites lignes et à s'abstenir de toute compétition préjudiciable à la réalisation de cet objet. »

« Art. 2. — Diffère très peu de l'article 1 de l'accord du 30 juillet 1907.

« Art. 3. — Au cas où surviendraient des événements de nature à menacer le *statu quo* ci-dessus mentionné, les deux Hautes Parties Contractantes devront, en toute circonstance, entrer en communication, l'une avec l'autre de façon à s'entendre quant aux mesures qu'elles jugeront nécessaires pour le maintien dudit *statu quo*. »

Un protocole secret annexé à cet accord délimitait avec plus de précision que celui de 1907 les limites des zones d'influence respectives.

Pendant la révolution chinoise fut conclu un troisième accord russo-japonais le 8 juillet 1912 qui reportait du 122° long. E Greenwich au 116°27 (qui passe par Pékin et Nertchinsk) la ligne de partage des zones d'influence russe et japonaise. Le Japon reconnaissait les intérêts spéciaux de la Russie en Mongolie extérieure, et la Russie reconnaissait les intérêts spéciaux du Japon en Mongolie intérieure orientale.

Le traité d'alliance anglo-japonais fut renouvelé le 13 juillet 1911 pour une nouvelle période de dix ans. La seule nouveauté en était l'article 4 qui portait qu'« au

cas où l'une des Hautes Parties Contractantes conclurait un traité d'arbitrage général avec une tierce puissance, il est convenu que rien dans le présent traité ne saurait imposer à cette Haute Partie l'obligation d'entrer en guerre avec la Puissance avec laquelle le traité d'arbitrage général serait en vigueur. »

Cette disposition visait les Etats-Unis.

CHAPITRE II

LES VINGT ET UNE DEMANDES ET L'OCCUPATION DE LA SIBÉRIE ORIENTALE

Dès le début de la guerre mondiale, le 6 août 1914, la Chine proclame sa neutralité et interdit aux puissances belligérantes d'occuper une partie quelconque du territoire chinois en se référant aux conventions de La Haye de 1907.

Par cette déclaration le gouvernement chinois proposait en même temps de neutraliser les territoires cédés à bail : Kiao-tcheou (Allemagne), Kowlon et Weï-haï-Weï (Grande-Bretagne), Kouang-tong (Japon) et les parties de la Mandchourie où la Russie et le Japon avaient des droits de police.

Parmi les puissances, seul le Japon, alors encore neutre, se déclarait nettement hostile à cette proposition, l'Allemagne et la Grande-Bretagne paraissaient favorables, la Russie faisait attendre sa réponse. Les Etats-Unis par contre intervinrent auprès des belligérants en faveur de la Chine.

Mais le 16, le Japon qui ne voyait dans la guerre qu'une occasion pour imposer son contrôle à la Chine (les grandes puissances étant occupées ailleurs), remit un ultimatum à l'Allemagne, exigeant le transfert avant le 15 septembre 1914 au gouvernement japonais du bail de Kiao-tcheou « en vue de son retour éventuel à la Chine et

afin d'éliminer une cause de perturbation de la paix en Extrême-Orient et de prendre des mesures pour la défense de ses intérêts généraux. » En même temps, pour tranquilliser les Etats-Unis, le premier ministre japonais, comte Okuma, lançait un message au peuple américain « que le Japon n'a nulle arrière-pensée, nul dessein d'agrandissement territorial, nul désir d'enlever à la Chine ou à tout autre pays ce qui lui appartient actuellement. Mon gouvernement et mon pays en donnent leur parole et leur garantie qui seront observées avec honneur comme toutes les promesses du Japon. »

Le gouvernement allemand fit savoir le 23 août au chargé d'affaires japonais qu'il ne répondra pas à la demande du Japon. Il rappellera son ambassadeur à Tokio et remettra ses passeports au chargé d'affaires du Japon à Berlin. »

Le Japon déclara le même jour la guerre à l'Allemagne, en prenant pour prétexte ses obligations d'alliée de l'Angleterre (en réalité, comme on l'a vu plus haut, le traité d'alliance anglo-japonais renouvelé en 1911 n'avait pour objet que la défense des intérêts communs en Asie orientale et dans l'Inde). Le Japon voulait simplement s'emparer de Kiao-tcheou et de là étendre son influence sur tout le Shantung (1).

Le 26 août le gouvernement japonais communiquait à la presse « que la politique japonaise approuvée par l'empereur consiste à agir en toutes circonstances, dans le présent et dans l'avenir, en plein accord avec les con-

(1) « En fait cette déclaration de guerre n'était guère faite par le Japon à l'Allemagne, elle était plutôt faite à la Chine. » *Ling Chong-Yun. La position et les droits du Japon en Mandchourie*, p. 239.

ditions de son alliance avec l'Angleterre, ses traités d'entente avec les Etats-Unis et les engagements qu'il a pris envers la Chine.

« Le Japon rendra Kiao-tcheou à la Chine, défendra l'intégrité territoriale de la Chine et fera son possible pour faire disparaître les motifs de suspicion alimentés par une campagne contre le Japon. »

Le 2 septembre, 20.000 Japonais débarquaient à Long-Keou à 235 kilomètres de Kiao-tcheou, en plein territoire chinois, pour attquer Tsing-tao.

Devant cette violation de sa neutralité, la Chine se vit obligée le lendemain de délimiter le théâtre de la guerre et dégager sa responsabilité de tout ce qui se passerait dans la zone ainsi délimitée autour de Long-Keou et de la baie de Kiao-tcheou. Mais le 26 septembre, les Japonais occupèrent Wei-hien en dehors de la zone de guerre et le 6 octobre Tsinan s'emparant ainsi du chemin de fer de Tsing-tao à Tsinan et des mines y attachées, en prétendant qu'ils appartenaient au gouvernement allemand (c'était une propriété privée sino-allemande).

Le Japon s'étant emparé de Tsing-tao le 16 novembre, l'ouvre au commerce le 1^{er} janvier 1915. Malgré cela toute la province du Shantung reste occupée. Le 7 janvier 1915 la Chine annule la zone de guerre et demande le retrait des troupes japonaises. Le 9 le Japon lui répond assez cavalièrement que malgré l'annulation par la Chine de la zone de guerre, « les mouvements des troupes japonaises resteraient libres comme auparavant, sans être affectés ni restreints par ladite déclaration d'annulation. »

La Chine protesta encore par note du 16, mais le 18, le ministre du Japon à Pékin remettait directement

au président de la république Yuan-Shi-Kaï le texte des fameuses Vingt-et-Une demandes (divisées en cinq groupes) sans passer par le département chinois des Affaires étrangères, et en exigeant du président le secret absolu sur cette démarche, le menaçant dans le cas contraire de nouvelles demandes encore plus exigeantes.

Il est à noter que le ministre du Japon à Pékin était en possession du texte des Vingt et une demandes depuis le 3 décembre 1914. Elles étaient accompagnées des instructions suivantes :

« Afin de pourvoir au règlement de la situation résultant de la guerre entre le Japon et l'Allemagne et dans le but d'assurer à l'Extrême-Orient une paix durable par le renforcement de l'Empire, le Gouvernement Impérial a résolu d'entrer en pourparlers avec le Gouvernement de Chine en vue de conclure des traités et accords suivant les lignes générales indiquées dans les quatre premiers groupes des propositions ci-annexées.

« En ce qui concerne les propositions contenues dans le cinquième groupe, elles sont présentées comme des desiderata du Gouvernement Impérial. Les questions de cette catégorie ont un caractère complètement différent de celles qui sont comprises dans les quatre premiers groupes.

« Le règlement de ces questions en suspens étant néanmoins fort désirable à l'heure actuelle, et pour le développement des rapports amicaux entre le Japon et la Chine, et pour la garantie de leurs intérêts communs, vous êtes également prié de faire tout votre possible, pour que nos desiderata soient réalisés. »

« Le Gouvernement Impérial estime qu'il est absolument essentiel, pour fortifier la position du Japon dans

l'Asie orientale aussi bien que pour sauvegarder les intérêts généraux de cette partie du monde, d'amener la Chine à adhérer aux propositions dont il s'agit, et il est déterminé à atteindre son but par tous les moyens en son pouvoir. Vous êtes prié en conséquence, d'apporter toute votre diligence à la conduite des négociations que nous remettons ainsi entre vos mains. »

D'ailleurs, les propositions du cinquième groupe furent présentées par le ministre japonais à Pékin, M. Hioki, comme des demandes et non comme des desiderata.

GROUPE I

« Art. 1. — Le gouvernement chinois s'engage à donner son entier assentiment à tout ce dont le gouvernement japonais pourrait ultérieurement convenir avec le gouvernement allemand concernant la disposition de tous les droits, intérêts et concessions que l'Allemagne possède, en vertu des traités ou autrement, relativement à la province du Shantung. »

« Art. 2. — Le gouvernement chinois s'engage à ce que, sous aucun prétexte, aucun territoire, ni aucune île de la province du Shantung ou le long de sa côte ne soit cédé ni donné à bail à une tierce puissance. »

« Art. 3. — Le gouvernement chinois consent à la construction par le Japon d'un chemin de fer reliant Tchefou ou Loung-Keou à la ligne Kiao-Tcheou-Tsinanfou.

Art. 4. — Le gouvernement chinois s'engage, dans l'intérêt du commerce et pour la résidence des étrangers, à faire ouvrir aussitôt que possible par la Chine

elle-même, comme ports commerciaux, certaines villes et localités importantes dans la province du Shantung. Les localités qui devront être ouvertes seront déterminées d'un commun accord par acte séparé. »

GROUPE II

Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois considérant que le gouvernement chinois a toujours reconnu la position spéciale dont jouit le Japon dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale, se sont mis d'accord sur les articles suivants :

« Art. 1. — Les deux parties contractantes conviennent de porter à 99 ans la durée du bail de Port-Arthur et de Dairen, et celle du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et du chemin de fer Antung-Moukden. »

« Art. 2. — Les sujets japonais en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale auront le droit de prendre à bail ou d'acquérir les terrains nécessaires à la construction des bâtiments appropriés pour le commerce et les manufactures ou à des entreprises agricoles. »

« Art. 3. — Les sujets japonais seront libres de résider et de voyager dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale et d'y entreprendre des affaires ou entreprises quelconques.

« Art. 4. — Le gouvernement chinois consent à concéder aux sujets japonais le droit d'exploiter les mines dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale. On décidera conjointement quelles mines devront être exploitées.

« Art. 5. — Le gouvernement chinois reconnaît que dans les cas mentionnés ci-dessus, le consentement du gouvernement japonais doit être obtenu avant qu'aucune mesure ne soit prise :

a) Toutes les fois qu'un sujet d'une tierce puissance est autorisé à construire un chemin de fer ou à contracter avec une tierce puissance un emprunt destiné à construire un chemin de fer en Mandchourie méridionale ou en Mongolie intérieure orientale.

b) Toutes les fois qu'il est question de contracter avec une tierce puissance un emprunt pour lequel les taxes locales de la Mandchourie méridionale ou en Mongolie intérieure orientale seraient données en garantie.

« Art. 6. — Le gouvernement chinois consent à remettre au gouvernement japonais pour un terme de 99 ans, à dater de la signature du présent accord, le contrôle de l'administration du chemin de fer Kirin-Changchun. »

GROUPE III

« Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois considérant que les financiers japonais et la Compagnie Hanyehping ont à présent entre eux des relations étroites et en vue du développement des intérêts communs, se sont mis d'accord sur les articles suivants :

« Art. 1. — Les deux parties contractantes conviennent que lorsque le moment opportun sera arrivé, la Compagnie Hanyehping deviendra une entreprise commune des deux nations, et elles sont en outre d'ac-

cord pour que la Chine, sans le consentement préalable du Japon, ne dispose pas par elle-même des droits et des biens, quelle que soit leur nature, de ladite Compagnie et n'en fasse pas disposer librement par ladite Compagnie. »

Art. 2. — Le gouvernement chinois consent à ce qu'aucune mine dans le voisinage de celles appartenant à la Compagnie Hanyehping ne puisse être exploitée, sans le consentement de ladite Compagnie, par des personnes se trouvant en dehors de ladite Compagnie, ; et il consent en outre à ce que l'assentiment préalable de ladite Compagnie soit obtenu, au cas où il serait question de créer une entreprise quelconque dont on pourrait craindre qu'elle affecte directement ou indirectement les intérêts de ladite Compagnie. »

GROUPE IV

« Le gouvernement japonais et le gouvernement chinois dans le but de préserver effectivement l'intégrité territoriale de la Chine, se sont mis d'accord sur l'article spécial suivant :

Le gouvernement chinois s'engage à ne céder ni louer à une tierce puissance un port, une baie ou une île quelconque le long de la côte de Chine. »

GROUPE V

« Art. 1. — Le gouvernement central chinois emploiera des Japonais influents comme conseillers pour les affaires politiques, financières et militaires. »

« Art. 2. — Il sera accordé aux hôpitaux, temples et

écoles japonaises à l'intérieur de la Chine le droit de propriété foncière. »

« Art. 3. — Considérant que le gouvernement japonais et le gouvernement chinois ont relevé entre les Japonais et la police chinoise beaucoup de conflits qui ont causé un assez grand nombre de malentendus, il est nécessaire que le service de la police dans les localités importantes soit administré conjointement par des Japonais et des Chinois, ou bien que le service de police de ces localités emploie de nombreux Japonais qui pourraient contribuer ainsi en même temps à préparer l'amélioration du service de police chinoise. »

« Art. 4. — La Chine achètera au Japon une quantité déterminée de munitions de guerre (soit par exemple 50 % ou plus de ce qui est nécessaire au gouvernement chinois) ou bien il sera établi en Chine un arsenal sino-japonais mis en œuvre conjointement. Des experts techniques japonais seront employés et du matériel japonais sera acheté. »

« Art. 5. — La Chine consent à concéder au Japon le droit de construire un chemin de fer reliant Wu-Tchang avec Kiukiang et Nanchang, une autre ligne entre Nanchang et Hang-Tcheou, et une autre entre Nanchang et Chao-Tcheou. »

« Art. 6. — Si la Chine a besoin du capital étranger pour exploiter des mines, construire des chemins de fer et faire des travaux de ports (y compris des chantiers de construction) dans la province du Foukien, le Japon sera consulté d'abord. »

« Art. 7. — La Chine reconnaît aux sujets japonais le droit de propagande religieuse en Chine. »

Les demandes de Groupe I donnaient au Japon la maîtrise du Shantung, province grande comme la France et peuplée de près de 40 millions d'habitants, patrie de Confucius et considérée comme le berceau de la civilisation chinoise ; le groupe II visait au développement du contrôle japonais dans les régions se trouvant au nord de la Grande-Muraille ; le groupe III était relatif aux mines de fer et usines métallurgiques appartenant à la puissante Compagnie Hanyehping de Hankéou ; le groupe IV tendait à faire de la Chine une chasse gardée de l'impérialisme japonais ; le groupe V, enfin, celui qui portait la plus grave atteinte à l'indépendance de la Chine, comprenait, comme on l'a vu plus haut, non pas des demandes, mais des desiderata, mais il fut présenté, par le ministre du Japon à Pékin, au même titre que les autres groupes de demandes.

Malgré l'opinion chinoise, Yuan-Shi-Kaï, engagea à ce sujet des négociations avec le Japon, le 2 février 1915.

La Chine acceptait toutes les demandes du groupe I et l'article 1 du groupe II ; elle refusait le groupe IV comme contraire à sa souveraineté et à son indépendance, l'article 2 du groupe III comme incompatible avec le principe de la porte ouverte et des chances égales, tout le groupe V et faisait des contre-propositions aux articles 2 et 3 du groupe II.

Le 6 mars le ministre du Japon fit savoir que « si les négociations ne se terminaient pas promptement et d'une manière satisfaisante, le Japon serait obligé de prendre des mesures d'une nature qui surprendrait la Chine » et le 26 avril il présenta vingt-quatre nouvelles demandes révisées en en demandant l'acceptation immé-

diatée, les nouvelles demandes ayant trait à la Mongolie intérieure orientale.

La Chine fit de nouvelles concessions, le 1^{er} mai, concernant les groupes II et III et même l'article 6 du groupe V ayant trait au Foukien. Mais le 7 mai le Japon remit un ultimatum en exigeant une réponse satisfaisante avant le 9 mai à six heures, faute de quoi « il prendrait de son chef telles mesures qu'il jugerait nécessaire pour parer à la situation » : le groupe V (sauf l'art. 6 était néanmoins réservé pour des négociations ultérieures. L'ultimatum japonais affirmait que les demandes du Japon ne portaient aucune atteinte au principe de la souveraineté chinoise, ni aux traités conclus entre la Chine et les puissances. En même temps, le Japon renforçait ses troupes en Mandchourie et dans le Shantung. Le jour même de la remise de l'ultimatum, le gouvernement japonais publiait le texte complet de ses demandes, et à ce propos le *Japan Gazette* écrivait qu'elles n'étaient pas « aussi formidables que des esprits prévenus l'avaient annoncé. Elles visent à une pénétration japonaise en Chine, moins par la création de droits nouveaux que par l'extension de droits anciens. Les baux existants seront prolongés, les droits existants en matière de résidence seront élargis, et toujours ce qui a été acquis sera consolidé. A travers toute la liste des demandes japonaises, on peut noter un souci constant et prédominant, celui de la sécurité. Le Japon s'était jadis fait une ennemie de la grande nation russe, et aujourd'hui, pour aider les alliés, et purger les mers orientales, il s'est aliéné une autre nation, l'Allemagne. Il songe évidemment à l'avenir. Il n'est pas impossible que ceux qui ont été à certains moments ses ennemis, s'unissent contre lui, et si

la Chine restait dans sa situation actuelle, on ne voit pas ce qui pourrait les empêcher de se servir d'elle. Dans les demandes finales du Japon, on peut voir, réfléchis, les principes d'une politique de défense contre une agression future, mêlés au désir de respecter les engagements envers la Chine et les autres nations. Il ne semble pas qu'aucune de ces demandes empiète sur les termes de l'alliance anglo-japonaise ; et si tel est le cas, les autres puissances intéressées se déclareront également satisfaites (1). »

Le 8 mai, la Chine se soumit (le traité définitif accompagné de notes annexes fut signé le 25 mai 1915).

Le 13 mai, le gouvernement américain fit savoir aux gouvernements chinois et japonais qu'

« En raison des circonstances qui entourent les négociations entreprises et encore pendantes entre le Japon et la Chine, et les accords qui en ont résulté, le gouvernement des États-Unis a l'honneur de notifier au gouvernement japonais (chinois) qu'il ne reconnaîtra aucun accord ou engagement intervenu entre les gouvernements de la Chine et du Japon qui porterait atteinte aux droits que les États-Unis et leurs citoyens tiennent des traités en Chine, non plus qu'à l'intégrité politique ou territoriale de la Chine ou à la politique internationale relative à la Chine connue sous le nom de politique de la porte ouverte. Une note identique a été transmise au gouvernement chinois (japonais). »

Au Japon même cent trente membres de la diète avaient présenté une motion de blâme du gouvernement : « Considérant que les négociations engagées avec la

(1) Cité par G. MASPERO, *La Chine*.

Chine par le présent gouvernement ont été incorrectes à tous égards ; qu'elles sont de nature à nuire aux relations amicales entre les deux pays, et provocatrices de suspicions de la part des autres puissances ; qu'elles ont pour effet de diminuer le prestige de l'Empire japonais et que non seulement elles sont incapables d'établir une base de paix en Extrême-Orient, mais qu'elles constituent une source de complications futures. »

Le 3 juillet 1916, le Japon signait avec la Russie deux traités, dont un secret (il a été publié par la suite par les bolchevicks) :

« La Russie et le Japon, pour raffermir les liens d'étroite amitié établis entre eux par les conventions secrètes des 17-30 juillet 1907, du 21 juin-4 juillet 1910 et du 25 juin-8 juillet 1912 ont convenu de les compléter par les articles suivants :

I. — Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que les intérêts vitaux de l'une et de l'autre exigent que la Chine soit préservée de la domination politique d'une tierce puissance, quelle qu'elle soit, nourrissant des intentions inamicales à l'égard de la Russie ou du Japon ; par suite, elles s'obligent à l'avenir, chaque fois que les circonstances l'exigeront, à entrer l'une avec l'autre en rapports loyaux et fondés sur une pleine confiance pour prendre en commun les mesures suivantes, ayant pour objet de rendre impossible l'établissement en Chine d'un pareil ordre de choses.

II. — Si, à la suite des mesures prises d'un commun accord par la Russie et le Japon sur la base de l'article précédent une tierce puissance déclarait la guerre à l'un des contractants, l'autre, devra sur la demande de son allié, venir à son aide ; chacune des Hautes Parties Con-

tractantes s'oblige dans le cas où se produirait une telle situation à ne pas conclure la paix avec l'ennemi commun sans avoir obtenu préalablement le consentement de son allié.

III. — Les conditions auxquelles chacune des Hautes Parties Contractantes donnera à l'autre Partie, conformément à l'article précédent, son concours armé, et les voies par lesquelles ce concours devra être réalisé, devront être convenues en commun par les autorités compétentes des deux puissances.

IV. — L'une et l'autre des Hautes Parties ne sera obligée de fournir son aide armée à l'autre conformément à l'article II, qu'autant que les alliés de celle-ci lui donneront des garanties qu'ils lui fourniraient dans la mesure de leurs moyens une aide répondant au sérieux du conflit.

V. — La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature et demeure en force jusqu'au 1-14 juillet 1921.....

VI. — La présente convention devra rester absolument secrète pour tous.....

Petrograd, 20 juin-13 juillet 1916.

SAZONOW-MOTONO.

Le 15 mars 1917, l'ambassade de Russie à Tokio, communiquait au gouvernement japonais « qu'il peut entièrement compter sur l'appui du Gouvernement Impérial de Russie par rapport à ses desiderata concernant la cession éventuelle au Japon des droits appartenant à l'Allemagne au Shantung et des îles allemandes occupées par les forces japonaises dans l'Océan Pacifique au nord de l'Equateur. »

L'Angleterre avait déjà fait cette promesse le 16 février 1917, la France le 1^{er} mars.

Restaient les Etats-Unis.

Le secrétaire d'Etat Bryan avait déjà protesté le 13 mars 1915 auprès du vicomte Chinda, ambassadeur du Japon à Washington que les prétentions japonaises portaient atteinte à l'indépendance et à l'intégrité administrative de la Chine ; seulement, dans cette protestation le département d'Etat reconnaissait « *les relations spéciales entre le Japon et la Chine provenant de la proximité géographique de ces deux pays* ». On a déjà vu plus haut qu'une nouvelle protestation américaine se produisit le 13 mai. Au début de 1917, répondant à une question de l'ambassadeur du Japon à Washington, le secrétaire d'Etat Lansing, disait que *le Gouvernement américain a reconnu que le Japon possède des intérêts spéciaux en Mandchourie* ». Il répondait encore à une demande de renseignements du ministre américain à Pékin, Reinsch :

« Dans ma conversation avec l'ambassadeur japonais, je n'avais d'autre intention que de faire ressortir la différence entre les conditions dans le Shantung et dans la Mandchourie ; et, par l'emploi du terme « intérêts spéciaux » je visais seulement certaines concessions bien déterminées, comme le bail de la péninsule de Liaotung et la concession du Sud-Mandchourien et des autres chemins de fer avec le droit de maintenir les gardes du chemin de fer, etc...

« En ce qui concerne les notes échangées en mai 1915 par le Japon et la Chine, le Département d'Etat n'a pas modifié la position qu'il a indiquée dans ses instructions télégraphiques du 11 mai 1915.

« Dans la conception du Département d'Etat, les « intérêts spéciaux » du Japon doivent être entendus comme visant uniquement les droits et les privilèges particuliers qui avaient été obtenus de la Chine et de la Russie par le Gouvernement japonais par la voie d'accords internationaux. » (1)

Le même Lansing communiquait encore en juin 1917 à l'ambassadeur du Japon à propos des termes employés par Bryan le 13 mars 1915 : « les relations spéciales entre le Japon et la Chine provenant de la proximité géographique des deux pays » :

« Le secrétaire d'Etat Bryan a seulement déclaré que les Etats-Unis reconnaissent les relations spéciales entre le Japon et le Shantung, la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale comme résultant de la proximité géographique, et n'a point prétendu que, à l'égard des relations futures entre la Chine et le Japon concernant ces régions, les Etats-Unis ne pourraient exprimer leur opinion en ce qui concerne le maintien de la justice. » (2).

Telle était la situation, lorsqu'au début de septembre 1917 arriva à Washington le vicomte Ishii, en mission extraordinaire, pour, suivant ses propres termes : « un échange d'opinions franches entre les personnalités responsables américaines et japonaises vis-à-vis de la situation chinoise, et de faire quelque progrès vers une entente entre les deux pays. » (2) De son côté Walter Young, écrit que la mission Ishii était un « effort pour obtenir, en ce moment présumé opportun, une reconnaissance défini-

(1) Cité par *Ling Chong-Yun op. cit.* p. 290 d'après *Foreign Relations of United States*, 1917.

(2) *op. cit.* pp. 291-293.

tive de la part des Etats-Unis de certaines des revendications que le Japon cherchait à mettre en avant en ce qui concernait sa position en Chine et spécialement en Mandchourie » (1).

Les négociations aboutirent à un accord, sous forme d'échange de lettres entre le vicomte Ishii et le secrétaire d'Etat américain. Il est connu sous le nom d'accord (*agreement*) Lansing-Ishii.

En voici le texte :

Washington, le 2 novembre 1917.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous communiquer ici ma manière d'interpréter l'accord auquel nous sommes arrivés dans nos conversations récentes relatives aux questions d'intérêt mutuel pour nos Gouvernements qui ont trait à la République de Chine.

Les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon reconnaissent que le voisinage territorial crée des relations spéciales entre les pays et, en conséquence, le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît que le Japon a des intérêts spéciaux en Chine, particulièrement dans la région à laquelle ses possessions sont contiguës.

La souveraineté territoriale de la Chine n'en est cependant pas affectée et le Gouvernement des Etats-Unis a toute confiance dans les assurances répétées du Gouvernement Impérial Japonais. Tandis que sa position géographique donne au Japon de tels intérêts spéciaux, ce pays n'a aucun désir de faire subir un traitement différentiel au commerce des autres nations ou de mécon-

(1) *Op. cit.* pp. 291-293.

naître les droits spéciaux accordés jusqu'ici par la Chine dans ses traités avec les autres puissances.

Les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon déclarent qu'ils n'ont aucune intention de porter atteinte en quelque manière que ce soit, à l'indépendance ou à l'intégrité territoriale de la Chine et ils affirment, en outre, qu'ils adhèrent toujours au principe dit de la « porte ouverte » c'est-à-dire des chances égales pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine.

Ils déclarent mutuellement, qui plus est, qu'ils sont opposés à l'acquisition par tout gouvernement de tous droits ou privilèges spéciaux qui affecteraient l'indépendance ou l'intégrité territoriale de la Chine ou qui refuseraient aux sujets ou citoyens de tout pays la pleine jouissance des chances égales pour le commerce et l'industrie en Chine.

Je serais heureux que Votre Excellence me confirmât cette manière de comprendre l'accord auquel nous sommes arrivés.

Acceptez, Excellence, l'assurance renouvelée de ma haute considération.

Robert LANSING.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note d'aujourd'hui me communiquant votre interprétation de l'arrangement auquel nous sommes arrivés...

Je suis heureux de pouvoir vous confirmer avec l'autorisation de mon Gouvernement, l'interprétation en questions exposée dans les termes suivants :

Je saisis cette occasion de vous apporter, Monsieur, les assurances de ma haute considération.

Kikujero ISHII.

Le texte de l'accord Lansing-Ishii fut remis au Gouvernement chinois le 4 novembre par le ministre du Japon à Pékin et le 8 par le ministre des Etats-Unis. Dans ses instructions à ce dernier, le gouvernement américain disait que « cet accord contient une réaffirmation de la politique de la porte ouverte, mais introduit aussi un principe de non-intervention dans la souveraineté et dans l'intégrité territoriale de la Chine, lequel généralement appliqué, est essentiel pour la paix internationale permanente ainsi que la chose a été si clairement exprimée par le président Wilson. » Et le ministre américain à Pékin, déclarait de son côté que l'accord avait seulement pour but de reconnaître qu'« en raison de la proximité du Japon par rapport à la Chine, ses entreprises commerciales et industrielles en ce pays jouissaient d'un certain avantage vis-à-vis de celles des autres pays. » Pourtant, le ministre du Japon à Pékin, baron Hayashi, déclarait à son collègue américain le 8 novembre 1917 qu'il voyait là une affirmation du principe des sphères d'influence, ce qui était la négation de la politique américaine de la porte ouverte.

L'ambassadeur de Russie à Tokio, Alexandre Kroupinski, voyait plus clair en écrivant dans un rapport à son gouvernement du 22 octobre 1917, donc en pleine négociation de l'accord Lansing-Ishii, que *les Japonais manifestent de plus en plus clairement une tendance à interpréter la position spéciale du Japon en Chine, dans ce sens que les autres puissances ne doivent entreprendre en Chine aucune action quelconque sans avoir, au préalable, échangé des vues avec le Japon à ce sujet, — condition qui établirait dans une certaine mesure un contrôle japonais sur les affaires extérieures de la Chine.*

D'un autre côté, le gouvernement japonais n'attache pas grande importance à sa reconnaissance du principe de la porte ouverte et de l'intégrité de la Chine qu'il considère comme une simple répétition des assurances précédemment données aux autres puissances et comme n'impliquant aucune restriction nouvelle à la politique qu'il pratique en Chine. Il est fort possible, par conséquent, qu'il se produise plus tard quelque malentendu à ce sujet entre la Chine et le Japon. Au cours d'une conversation tenue aujourd'hui, le ministre des Affaires étrangères m'a confirmé que, dans les négociations poursuivies par le vicomte Ishii à Washington la question débattue n'avait pas trait à quelques concessions spéciales, au Japon dans telle ou telle partie de la Chine, mais à la situation spéciale du Japon dans l'ensemble de la Chine. » Et, dans une dépêche du 1^{er} novembre 1917, il revenait encore sur la possibilité de malentendus dans l'interprétation de l'accord Lansing-Ishii.

Quant à Robert Lansing, devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères, il « assura avoir formellement spécifié à l'ambassadeur du Japon que les Etats-Unis, tout en reconnaissant la situation géographique spéciale du Japon vis-à-vis de la Chine, ne pourraient jamais admettre que le Japon eût des avantages ou des intérêts particuliers en Chine, et qu'ils considéraient le présent accord comme une confirmation de la politique de la porte ouverte en Chine. »

On a vu plus haut que la presse américaine a considéré l'accord Lansing-Ishii comme une reconnaissance par les Etats-Unis de la « doctrine [de Monroe] » japonaise.

L'accord Lansing-Ishii devait être annulé par le traité des Neuf Puissances du 6 février 1922. Ce qui

d'ailleurs n'empêchait pas le Vicomte Ishii d'écrire dans ses Mémoires : « M. Lansing et moi nous ne jouions, pour ainsi dire, que le rôle de photographes. Même si nous détruisons la photographie déjà imprimée, parce qu'elle ne répond pas au goût des Américains d'aujourd'hui, la plaque demeurera. » (1).

Quand la question du transfert au Japon des droits allemands au Shantung se posa à la Conférence de la paix trois membres (la Grande-Bretagne, la France et l'Italie) du Conseil des Quatre étaient liés par les promesses faites au Japon. Pour obtenir l'adhésion des Etats-Unis, le délégué japonais, baron Makino, proposa d'insérer dans le pacte de la Société des Nations une clause reconnaissant le principe de l'égalité des races, et il menaça le président Wilson d'abandonner la Conférence si satisfaction ne lui était pas donnée. Ceci se passait le 11 avril 1919, mais le 28 avril il déclara que si l'on reconnaissait la revendication japonaise sur le Shantung, son Gouvernement n'exigerait plus la reconnaissance du principe de l'égalité des races. Finalement, pour sauver la Société des Nations, le président Wilson céda au Japon.

En février 1919, la délégation chinoise avait demandé la restitution directe à la Chine « du territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, du chemin de fer de Tsing-tao à Tsinan et des autres droits allemands relatifs à la province du Shantung » en donnant comme raisons :

« 1° Le territoire cédé à bail fait partie intégrante du territoire chinois.

(1) Cité par dom THADDÉE YONG ANN-YUEN, *La Chine et le Japon à la Conférence de la paix*, p. 123.

« 2° Les habitants sont entièrement chinois de race, de langue et de religion.

« 3° Le Shantung est le berceau de la civilisation chinoise et une terre sainte du peuple chinois.

« 4° La pénétration étrangère signifiera l'exploitation des habitants.

« 5° Une sphère d'influence étrangère au Shantung mènera à la domination économique de la Chine du Nord et menacera la « Porte ouverte ».

« 6° Le territoire et le chemin de fer cédés à bail ont une importance stratégique pour la Chine.

« 7° La restitution est indispensable pour une paix durable en Extrême-Orient. »

En avril 1919, nouvel « Exposé des revendications de la Chine tendant à faire abroger par la Conférence de la Paix les traités et accords conclus avec le Japon le 25 mai 1915 comme une tractation née de la guerre entre les états alliés et les puissances centrales, et liée à elle. » On y lisait notamment :

« 1° que ces accords constituent une tractation ou entité unique, née de la guerre, et qu'ils prétendent décider des questions dont le règlement est de la compétence exclusive de la Conférence de la Paix. »

« 2° qu'ils sont en contradiction avec les formules de justice et les principes des Alliés qui servent de guide à la Conférence de la Paix dans l'œuvre qu'elle a entreprise de régler les affaires des nations de telle sorte que les risques de guerres futures, soient sinon supprimés, du moins réduits au minimum. »

« 3° que pris en eux-mêmes, ils portent atteinte à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de la Chine telle qu'elle a été garantie par une série de

conventions et accords passés séparément par la Grande-Bretagne, la France, la Russie et les Etats-Unis avec le Japon. »

« 4° qu'ils n'ont pas été librement consentis, mais imposés par la contrainte de l'ultimatum japonais du 7 mai 1915. »

« 5° que leur caractère est provisoire et que le Japon lui-même les considère comme tels puisqu'il a cherché à les rendre définitifs en négociant une série d'accords secrets avant d'admettre la Chine à entrer en guerre aux côtés des Alliés et des Etats-Unis, accords secrets qui ne sont, d'ailleurs, pas conformes aux principes acceptés par les belligérants comme bases du règlement de la paix. »

Tout ceci ne donna aucun résultat : les articles 156, 157, 158 du traité de Versailles transfèrent tous les droits allemands en Chine au Japon.

Pourtant, sur le conseil de Wilson, le baron Makino fit publier le 4 mai 1919, avant la signature du traité de paix, un communiqué où il précisait que son Gouvernement avait l'intention de restituer le Shantung à la Chine, qu'il y conserverait seulement les privilèges économiques jadis accordés à l'Allemagne ainsi que le droit d'établir à Tsing-tao une concession.

L'occupation de la Sibérie Orientale (1).

En 1918, pour porter secours aux Tchécoslovaques et empêcher les prisonniers de guerre allemands et autrichiens de coopérer avec les bolcheviks, les Alliés débarquèrent des troupes en Sibérie orientale tout en promet-

(1) de AZEVEDO, *Revue du Pacifique*, 1922 n^{os} 3 et 4.

tant de ne pas toucher à l'intégrité territoriale de la Russie. Le gouvernement japonais notamment se déclarait « inébranlable dans son constant désir de favoriser les relations d'une amitié durable avec la Russie et le peuple russe ; il réaffirme sa politique de respect de l'intégrité territoriale de la Russie et d'abstention d'intervention dans ses affaires intérieures. Il déclare qu'après la réalisation des objets ci-dessus indiqués, il retirera immédiatement toutes les troupes japonaises des territoires russes et laissera complètement intacte la souveraineté russe dans tous ses attributs, politiques ou militaires. » (déclaration du 2 août 1918).

Les Japonais débarquèrent le 11 août 1918 une division de 12.000 hommes à Vladivostok, le 4 septembre ils occupèrent Habarovsk, le 18 Blagovestchensk. Entre temps, les forces japonaises furent portées à trois divisions. A la fin de l'année Tchita fut occupée : à ce moment les Japonais avaient près de 70.000 hommes en Sibérie.

Les États-Unis avaient de leur côté débarqué au début de septembre 1918, à Vladivostok, près de 10.000 hommes dont le commandement avait pour instructions de ne pas intervenir dans les affaires intérieures russes.

Les bolcheviks ayant été vaincus, le Japon rappela au début de 1919 plus de la moitié de ses troupes.

Tout en refusant toute aide à l'ouest du lac Baïkal, le Japon s'applique à gagner des sympathies en Sibérie orientale par des distributions de secours à la population. Les États-Unis font de même par l'intermédiaire de la Croix-Rouge américaine et de l'YMCA : cette dernière a été fortement critiquée à l'époque car il y avait parmi ses membres de nombreux juifs russes qui sympathi-

saient avec les bolcheviks, et les Japonais accusaient les Américains de favoriser les bolcheviks.

Au début de 1920, les États-Unis déclarèrent que l'intervention américaine avait eu pour but de venir en aide aux Tchécoslovaques et d'aider les Russes à atteindre un *self-government* : le premier de ces buts ayant été rempli et le second étant pour le moment impossible à atteindre les troupes américaines vont être rappelées. Le 20 avril 1920 ce fut chose faite. Les contingents français et anglais qui n'avaient jamais été bien nombreux avaient déjà été rappelés. Au début de mars 1920 le Japon faisait mine lui aussi de se préparer à évacuer les territoires russes quand survint l'affaire de Nikolaïevsk : le 15 mars 1920 des partisans rouges occupèrent cette ville et y massacrèrent près de 700 Japonais avec leur consul.

Le 31 mars 1920, le gouvernement japonais saisit ce prétexte pour déclarer que

« L'envoi de nos forces en Sibérie fut entrepris en vue d'assister les troupes tchécoslovaques. C'est pourquoi, quand l'évacuation des dernières a été terminée nos forces auraient dû être retirées. Cela a été définitivement établi à l'époque dans notre déclaration. Mais aucun autre pays n'est aussi voisin de la Sibérie que notre empire. Malheureusement la situation politique présente en Extrême-Orient qui, non seulement menace directement la vie et la propriété de nos propres concitoyens vivant en Sibérie, mais encore la paix générale en Corée et en Mandchourie nous empêche de nous retirer tout de suite de l'Extrême-Orient russe. Le gouvernement japonais, cependant, désire confirmer sa déclaration que la présence des forces japonaises dans l'Extrême-Orient russe n'implique aucun dessein politique contre la Russie, et

affirmer que, aussitôt que la situation politique dans l'Extrême-Orient russe sera redevenue suffisamment normale pour n'être plus un danger pour la Corée et la Mandchourie, aussitôt que la vie et les biens de nos nationaux seront en sûreté, et que les communications par voie ferrée seront rétablies, lorsque l'évacuation des forces tchécoslovaques sera terminée, nos troupes seront retirées de Sibérie aussitôt que possible. »

Le Japon prétendait ainsi avoir des intérêts spéciaux en Sibérie à cause du voisinage géographique et du danger que faisait courir le bolchevisme à ses intérêts en Corée et en Mandchourie.

Le 2 avril, le Japon exige du gouvernement provisoire de Vladivostok qu'il s'engage à ne gêner en aucune façon les mouvements des troupes d'occupation, et, dans la nuit du 4 au 5 avril les bolcheviks ayant attaqué des postes japonais, le général en chef japonais en Sibérie, Oi fait désarmer tous les Russes des territoires occupés (Vladivostok, Habarovsk, Nikolaïevsk).

A la suite de ces événements une conférence d'ouvriers de la Transbaïkalie réunie à Verkhné-Oudinsk proclame l'indépendance de la République d'Extrême-Orient. Le 14 mai elle est reconnue par Moscou. Le général Oi soutient contre elle l'Ataman Semenov et cherche en même temps à lui imposer un protectorat japonais. Bien que Semenov occupe Tchita et empêche les relations entre la Transbaïkalie et la province de l'Amour, celle-ci reconnaît l'autorité centrale de Verkhné-Oudinsk.

Craignant que le gouvernement de Vladivostok n'en fasse autant, le gouvernement japonais déclare le 3 juillet 1920 qu'« en vue de sauvegarder la dignité du pays le Gouvernement impérial japonais est contraint de prendre

les mesures nécessaires. A l'heure présente, cependant, il n'y a pratiquement aucun gouvernement avec lequel il puisse échanger des vues sur ce sujet... Dans ces conditions, jusqu'à ce qu'un gouvernement légal ait été organisé et la question favorablement réglée, tels points du district de Sahaline qui sont considérés comme devant être occupés le seront. Touchant la Transbaïkalie, le Gouvernement, considérant qu'à l'heure actuelle l'évacuation des troupes tchécoslovaques est déjà terminée, a décidé de retirer ses troupes de la région sus-indiquée. A Vladivostok, cependant, et dans ses environs existent, non seulement, une menace pour la Corée et un penchant vers une attitude inamicale, mais aussi de nombreux sujets japonais. Quant à Habarovsk, c'est un point important sur la route de Sahaline. En conséquence, il est nécessaire que des troupes y demeurent en nombre suffisant jusqu'au rétablissement de l'ordre et de la paix. »

Le 13 juillet, les Japonais font débarquer à Vladivostok des troupes de renfort, et occupent la baie de Possiet, le chemin de fer de l'Oussouri jusqu'à Spassk et celui de l'Est-Chinois jusqu'à Pogranitchnaïa, à la frontière mandchoue. Le Japon a en ce moment dans la maritime près de 30.000 hommes.

En même temps le Japon occupe le nord de Sahaline où se trouvent des mines de charbon sur la côte occidentale et des gisements de naphte sur la côte orientale, ainsi que le district d'Udski sur le continent avec ses exploitations forestières et ses pêcheries et tout le bas cours de l'Amour (Nikolaïewsk, Mago, Marinsk, Sopiisk et la baie de Castries). Des navires de guerre japonais stationnent à Petropavlovsk, au Kamtschatka, d'où ils surveillent la mer d'Ochotsk.

Mais le 4 août le général Oi reçoit des instructions secrètes :

« La situation générale de l'Europe, les victoires du gouvernement soviétique sur le front polonais, le danger croissant que présente ce gouvernement soviétique, l'antipathie que nous manifestent les États-Unis et la Chine, les positions prises par l'Amérique dans la question de Sahaline, la préparation générale des États-Unis à la guerre, l'accord secret entre les Soviets russes et l'Allemagne, nous forcent à ne pas mettre complètement à exécution nos projets politiques en Sibérie. Le désir des États-Unis que les troupes japonaises évacuent immédiatement le territoire sibérien est devenu un problème très sérieux et qui demande beaucoup de prudence de notre part... Tous ces problèmes nous obligent à adopter une attitude d'expectative. Une action prématurée pourrait ruiner tous nos grands plans. La situation présente nous contraint à renoncer à notre projet d'occupation de la Sibérie pour quelque temps, tout en demeurant retranchés dans les territoires que nos troupes occupent...

« Le temps est venu de la plus grande circonspection. Les troupes qui sont dans la Province Maritime y passeront l'hiver. Les commandants prépareront partout des quartiers d'hiver fortifiés. Nos sujets avertis devront influencer sur la situation de telle manière que nos intérêts généraux soient protégés en toute circonstance. Nos intérêts réclament que la diplomatie impériale entre en relations étroites avec le gouvernement provisoire de Vladivostok, mais sans permettre à ce gouvernement de devenir trop fort. »

Dans le courant d'août les troupes japonaises quittent

la Transbaïkalie. A la fin d'août les troupes de Semenow et les restes de l'armée Kappel, décimées par la « retraite glacée » à travers la Sibérie abandonnent Tchita et passent en Mandchourie. Le gouvernement de Verkhné-Oudinsk se transfère alors à Tchita où il convoque les délégués de toutes les provinces de la Sibérie orientale.

Ceux-ci se réunirent le 9 novembre 1920 : y étaient représentées les provinces de Transbaïkalie et de l'Amour dominées par des socialistes très proches des bolcheviks, le gouvernement conservateur de Tchita et le gouvernement socialiste antisoviétique de Vladivostok : les deux premiers entretenaient des rapports avec Moscou, les deux derniers étaient dominés par Tokio.

Les bolcheviks aussi bien que le Japon désiraient la création d'un état-tampon d'Extrême-Orient, les premiers pour entrer par son intermédiaire en rapports avec les États-Unis, le second pour le dominer plus facilement et pour contrôler la côte occidentale de la mer du Japon.

La conférence de Tchita proclama la République d'Extrême-Orient. La Maritime bien qu'en faisant partie restait dominée par le Japon.

La nouvelle république se donna le 17 avril 1921 une constitution socialiste abolissant la propriété privée. Ensuite elle demanda la reconnaissance des États-Unis et l'autorisation d'y émettre un emprunt gagé sur les forêts, les mines et les pêcheries. Elle protesta auprès du Japon contre l'occupation de la Maritime et du nord de Sahaline dont elle demanda l'évacuation immédiate.

Le Japon de son côté entama des négociations avec le gouvernement de Vladivostok au sujet des pêcheries sur les côtes de la Sibérie orientale, la convention de 1907 lui paraissant insuffisante.

Le 17 mai 1921, le gouvernement japonais annonce son intention d'évacuer Vladivostok et la Maritime, dès que le gouvernement de Tchita sera en mesure de maintenir l'ordre en Extrême-Orient, l'opinion publique japonaise ainsi que le parti des « marins » se montrant hostiles à l'aventure de Sibérie, et les pourparlers en vue de la conférence de Washington ayant commencé au même moment.

A la fin du mois les troupes de Kappel s'emparent du pouvoir à Vladivostok et mettent à la tête du gouvernement un conservateur, Merkoulov.

Une conférence s'ouvrit alors à Dairen entre le Japon et les différents gouvernements russes d'Extrême-Orient. Le Japon y proposa au gouvernement de Tchita la reconnaissance de la République d'Extrême-Orient si celle-ci consentait à lui abandonner le nord de Sahaline et des pêcheries ainsi que le demantèlement de Vladivostok et le droit d'avoir des troupes dans le nord de la Corée qui était démilitarisée en vertu du traité de Portsmouth. La République d'Extrême-Orient devait en plus s'engager à permettre aux Japonais la libre navigation sur l'Amour et l'Oussouri et à n'entretenir aucune flotte dans le Pacifique.

Les pourparlers de Dairen traînèrent pendant toute la durée de la Conférence de Washington, et, n'ayant donné aucun résultat, ils furent rompus en avril 1922 par le gouvernement de Tchita.

Le 25 octobre 1922, le cabinet Kato sous la pression de l'opinion publique et des États-Unis se vit obligé d'évacuer Vladivostok que le gouvernement de Tchita occupa aussitôt. Le nord de Sahaline resta seul entre les mains des Japonais.

CHAPITRE III

LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON ET LE TRAITÉ DES NEUF PUISSANCES (1)

Le 10 juillet 1921 le président des Etats-Unis, Harding, invitait l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon et la Chine à une « Conférence où l'on discutera la limitation des armements en même temps que les problèmes du Pacifique et de l'Extrême-Orient. »

Le gouvernement des Etats-Unis y souhaitait « ardemment que, par un échange de vues et grâce aux facilités que permettra la Conférence, il devienne possible de résoudre les problèmes du Pacifique et de l'Extrême-Orient dont l'importance est indiscutée. »

En même temps que cette invitation était envoyée aux divers gouvernements, le département d'Etat publiait une note où il était dit qu'

« Il est manifeste que la question de la réduction des armements est en rapport étroit avec les problèmes du Pacifique et de l'Extrême-Orient ; aussi le Président a-t-il suggéré que les puissances spécialement intéressées à ces problèmes entreprennent dans cette Conférence l'examen de toutes les questions touchant à leur solution en vue d'atteindre une commune entente concernant les principes et la politique à suivre en Extrême-Orient.

(1) La documentation Internationale : *La Conférence de Washington* (tome III : Questions du Pacifique et de l'Extrême-Orient).

« Ceci a été communiqué aux puissances intéressées, et la Chine a été aussi invitée à prendre part à la discussion des problèmes de l'Extrême-Orient. »

Le Japon mit la plus mauvaise volonté à accepter l'invitation américaine, il y voyait une manœuvre dirigée contre lui et craignait de se trouver isolé à la conférence devant une coalition des puissances. Il finit pourtant par accepter le 26 juillet, mais à la condition que les problèmes qui n'intéressent que certaines puissances en particulier ou des points qui peuvent être regardés comme des faits accomplis soient scrupuleusement évités. » Le fait accompli pour le Japon c'était la question du Shantong.

La Belgique, la Hollande et le Portugal furent invités plus tard.

La République d'Extrême-Orient ayant demandé son admission à la Conférence, le gouvernement américain lui répondit le 21 septembre 1921 :

« En l'absence d'un unique Gouvernement russe reconnu, la protection des intérêts légitimes russes doit revenir, comme un devoir moral à la Conférence dans son ensemble.

« Il est à regretter que, pour des raisons absolument indépendantes des puissances participantes, la Conférence soit privée, dans ses délibérations, des avantages d'une coopération russe, mais on ne saurait concevoir qu'elle prît des décisions préjudiciables aux intérêts légitimes russes ou portât d'aucune façon atteinte aux droits russes.

« Le Gouvernement des Etats-Unis espère et compte que la Conférence établira les principes généraux d'une action internationale qui mériteront et obtiendront l'appui des populations de la Sibérie orientale, ainsi que du peuple de toute la Russie, en raison de leur équité et de leur efficacité pour le règlement des difficultés présentes. »

En dehors de la limitation des armements, le pro-

gramme officiel de la Conférence comportait les questions concernant le Pacifique et l'Extrême-Orient.

1^o Questions concernant la Chine :

A. Principes à adopter ;

B. Leur application.

Les différents sujets à traiter seraient :

Intégrité territoriale.

Intégrité administrative.

La porte ouverte ; égalité de traitement pour le commerce et l'industrie ;

Concessions, monopoles ou privilèges économiques préférentiels.

Développement des lignes de chemins de fer y compris les projets relatifs au chemin de fer de l'Est chinois.

Tarifs préférentiels sur les chemins de fer.

Etat des engagements existants.

2^o La Sibérie (même subdivision).

3^o Mandats sur les îles du Pacifique (à moins que ces questions n'aient été réglées antérieurement).

En notifiant ce programme aux puissances, le gouvernement américain déclarait qu'il désirait :

« un franc et amical échange de renseignements et de vues sur tous les accords qui pourraient être invoqués actuellement ou dans l'avenir par différentes puissances au sujet de leur politique en Extrême-Orient, ainsi que sur leur application spéciale, afin d'essayer d'arriver à une entente sur la nature et les effets de ces accords et d'écarter ainsi pour l'avenir toute controverse pouvant résulter d'une connaissance inexacte de la situation des différentes puissances. »

En ce qui concerne les causes qui ont poussé le gouvernement américain à mettre la question du Pacifique au programme de la Conférence pour la limitation des

armements, il y avait outre l'étroite connexité de ces deux questions, la nécessité de développer les exportations américaines en Chine pour remédier à la crise de surproduction dont souffraient les Etats-Unis à ce moment. Mais en Chine, les exportateurs américains se heurtaient au Japon.

De plus, l'opinion publique américaine trouve que l'alliance anglo-japonaise a été « une des plus profitables aventures dans l'histoire du Nippon » (1) : il faut donc en empêcher le renouvellement, — les dominions s'y montraient d'ailleurs aussi hostiles que les Etats-Unis. Il faut aussi mettre fin à l'hégémonie que le Japon a réussi à imposer à la Chine et à la Sibérie orientale, en profitant de la guerre mondiale et de la révolution russe. Les Américains voulaient surtout revenir sur leur reconnaissance des intérêts spéciaux du Japon en Chine par l'accord Lansing-Ishii.

Le Japon accepta de venir à la Conférence parce qu'il souffrait aussi d'une crise de surproduction aggravée par le boycottage des produits japonais en Chine à cause de l'occupation du Shantung. Au Japon même la propagande communiste profitait de la misère et du chômage.

La Chine, naturellement, accepta avec enthousiasme l'invitation américaine ; seulement, la délégation chinoise ne représentait que le gouvernement de Pékin, celui de Canton l'ayant désavouée ; ceci diminuait beaucoup son autorité. De plus, l'état d'anarchie où se trouvait la Chine enlevait toute garantie pour l'exécution des obligations que prendraient ses plénipotentiaires.

(1) Cité par ARCHIMBAUD, *La Conférence de Washington*, p. 35.

A la première séance, de la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, le 16 novembre 1921, le délégué chinois, M. Sao-Ke Alfred Sze, donna lecture de la déclaration suivante, qu'on appela *la déclaration des droits de la Chine* :

« En considération du fait que la Chine doit nécessairement jouer un rôle important dans les délibérations de cette conférence relatives à la situation politique en Extrême-Orient, la Délégation chinoise a jugé bon de saisir la première occasion de formuler certains principes généraux qui, à son avis, doivent guider la Conférence dans les décisions qu'elle aura à prendre...

« 1. (a) Les Puissances s'engagent à respecter et à observer l'intégrité territoriale et l'indépendance politique et administrative de la République chinoise.

« (b) La Chine, de son côté, est prête à prendre l'engagement de n'aliéner ni de céder à bail aucune portion de son territoire ni de son littoral en faveur d'aucune Puissance.

« 2. La Chine, en plein accord avec le principe dit de la porte ouverte ou de l'égale opportunité pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ayant des relations par traités avec la Chine, est prête à accepter et à appliquer ce principe dans toutes les parties de la République chinoise sans exception.

3. En vue de renforcer la confiance mutuelle et de maintenir la paix dans le Pacifique et l'Extrême-Orient, les Puissances conviennent de ne conclure entre elles aucun traité ni accord affectant directement la Chine ou la paix de ces régions, sans en faire au préalable notification à la Chine et lui fournir les moyens d'y participer.

4. Tous droits, privilèges, immunités, ou engagements spéciaux, quels que soient leur caractère ou leur base contractuelle, revendiqués par l'une des Puissances en Chine, ou ayant trait à la Chine, devront être déclarés, et toutes revendications de cette nature, présentes ou futures, n'ayant pas ainsi été rendues publiques, seront considérées de nul effet. Les droits, privilèges, immunités et engagements

actuellement connus, ou qui doivent faire l'objet d'une déclaration, devront être soumis à un examen en vue de déterminer leur portée et leur validité et, s'ils sont valides, de les mettre en harmonie tant entre eux qu'avec les principes proclamés par la présente Conférence.

5. Immédiatement, ou aussi rapidement que les circonstances le permettront, les restrictions apportées actuellement à la liberté d'action de la Chine, en matière politique, juridictionnelle et administrative, devront être supprimées.

6. En ce qui concerne les engagements actuellement contractés par la Chine sans limitation de temps, une durée déterminée raisonnable et précise sera fixée.

7. Pour l'interprétation des textes accordant des droits spéciaux ou des privilèges, on appliquera le principe de droit commun, d'après lequel lesdits droits doivent être strictement interprétés dans le sens le plus favorable à celui qui les a concédés.

8. Les droits de la Chine en tant que puissance neutre devront être pleinement respectés au cours des guerres futures, auxquelles elle ne serait pas partie.

9. Des dispositions seront arrêtées pour le règlement pacifique des contestations internationales dans le Pacifique et l'Extrême-Orient.

10. Des dispositions seront arrêtées en vue de la réunion de Conférences ultérieures, à tenir de temps à autre, pour discuter les questions internationales ayant trait au Pacifique et à l'Extrême-Orient, afin de servir de base à la définition, à leur égard, d'une politique commune des Puissances signataires. »

Le 19 novembre l'Amiral baron Kato répond au nom de la délégation japonaise à M. Sze :

1^o que les difficultés dans lesquelles se débat actuellement la Chine proviennent surtout de son état anarchique et non seulement de ses relations avec les Puissances et qu'au surplus, la Conférence n'a pas à s'occuper des affaires intérieures de la Chine ;

2^o le Japon désire entretenir avec la Chine des meilleures relations de voisinage, il n'a nulle visée territoriale et adhère sans condition, ni réserve au principe de la porte ouverte, et, il compte sur la Chine pour son approvisionnement en matières nécessaires à l'industrie japonaise ainsi que pour ses denrées alimentaires, mais le Japon ne revendique aucun droit spécial ni aucun privilège dans son commerce avec la Chine ;

Le Japon est prêt à adhérer à un arrangement équitable « qui satisfasse tous les partis » en ce qui concerne l'abolition de l'exterritorialité ;

3^e le but principal de la conférence étant d'établir, « en commun accord, la politique et les principes qui doivent diriger les actes futurs des nations ici représentées », la délégation japonaise regretterait « que la discussion soit indûment prolongée par l'examen détaillé d'innombrables questions d'un intérêt secondaire. »

Dans la même séance le délégué français Aristide Briand déclare que l'adoption du principe de l'intégrité de la Chine ne prend de sens que si on définit d'abord ce qu'est la Chine.

Les délégués belges, hollandais, britanniques, portugais et américains se montrent favorables à la déclaration chinoise.

A la question de Briand, le délégué américain Elihu Root répond qu'il faut distinguer entre la Chine proprement dite et les territoires sur lesquels la Chine exerce une suzeraineté. Pour le moment la Conférence ne s'occupera que de la Chine proprement dite. A ceci le délégué chinois, M. Wellington Koo, réplique que les territoires de la République chinoise sont indiqués dans sa constitution. Mais M. Root maintient son point de vue :

pour rester sur un terrain n'offrant pas de controverse la Conférence doit s'occuper d'abord de la Chine proprement dite ; et, à la séance suivante, celle du 21 novembre, il fait adopter la résolution suivante :

« Les Puissances ci-après, membres de la Conférence, à savoir : les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal, déclarent leur ferme intention :

« 1. de respecter la souveraineté, l'indépendance, et l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

« 2. de donner à la Chine la possibilité la plus complète et la plus entière de développer et de s'assurer un Gouvernement stable et efficace.

« 3. d'user de leur influence en vue de l'établissement et du maintien effectif du principe d'égalité pour le commerce et l'industrie de toutes les nations sur tout le territoire de la Chine.

« 4. de s'abstenir de tirer avantage des circonstances actuelles pour rechercher des droits spéciaux ou des privilèges qui pourraient porter atteinte aux droits des sujets ou nationaux d'Etats amis et de s'abstenir également d'encourager toute action constituant une menace pour la sécurité desdits Etats. »

Cette résolution après quelques très légères retouches devait devenir l'article 1 du traité des Neuf Puissances du 6 février 1922.

A la séance du 8 décembre M. Wellington Koo donne lecture de l'article 3 de la déclaration chinoise (*v. supra*) et ajoute que son principe essentiel est que le gouvernement chinois doit être préalablement informé chaque fois qu'un accord affectant les intérêts chinois sera négocié.

Dans le passé, continue M. Koo, on a conclu fréquemment des accords concernant la Chine sans consulter au préalable le gouvernement chinois. Ces accords sont

de deux sortes : 1^o engagements mutuels de s'abstenir de certaines mesures dans des régions déterminées de la Chine ; 2^o engagements mutuels de s'entr'aider pour la défense des intérêts des signataires en Chine. La première série de ces accords implique une sorte de monopole ou de préférence pour la puissance qui a obtenu de son cocontractant l'engagement d'abstention dans dans sa « sphère d'influence », lésant ainsi les droits de la Chine qui, suivant les paroles de M. Koo s'adressant spécialement à ses auditeurs américains « désire naturellement que toutes les régions de son territoire soient ouvertes à des conditions égales » aux étrangers. Passant ensuite aux éléments de ces traités, il en cite spécialement un qui vise le Japon, c'est « la reconnaissance par l'une des puissances contractantes que, la proximité géographique créant des relations spéciales, l'autre puissance contractante a des intérêts spéciaux en Chine. »

Le résultat de tous ces traités étant de limiter la liberté d'action de la Chine, celle-ci demande qu'on la consulte auparavant.

Le délégué britannique Balfour, lui répond que sa demande implique une limitation du droit qu'ont les puissances de négocier librement des traités. De plus, toutes les puissances participant à la Conférence, sauf les Etats-Unis étant membres de la Société des Nations dont le pacte dans son article 18 les oblige à faire enregistrer leurs traités par le Secrétariat de la Société des Nations qui doit les publier, et la Constitution des Etats-Unis exigeant aussi la publication des traités, l'adoption de l'article 3 de la déclaration chinoise est inutile, le § 1 de la résolution Root du 21 novembre suffisant amplement.

Le délégué japonais, M. Hanihara, déclarant approuver les objections d'Arthur Balfour, un autre délégué britannique, Sir Auckland Geddes, suggère d'ajouter un cinquième paragraphe ainsi conçu à la résolution Root :

« de ne signer aucun traité, accord, arrangement ou entente, soit entre elles, soit séparément ou collectivement, avec une ou plusieurs Puissances, qui porteraient atteinte ou contreviendraient aux principes qu'elles ont déclarés ici. »

Le Japon, étant spécialement visé par cette addition, M. Hanihara, déclara n'y pouvoir donner son assentiment, le premier paragraphe de la résolution Root lui paraissant suffisant et toute addition l'affaiblirait. De plus, la Chine n'étant pas liée pourrait, comme cela lui est déjà arrivée, conclure des accords dont le résultat serait de limiter sa propre intégrité administrative et de provoquer des nombreuses difficultés dans ses relations étrangères. Enfin, l'article 18 du Pacte de la Société des Nations remplit suffisamment le but visé par la déclaration chinoise.

En fin de compte, on adopta le projet de résolution de Sir Auckland Geddes, mais en tenant compte des observations japonaises on y associa la Chine. Ce devait devenir l'article 2 du traité des Neuf Puissances :

« Les Puissances contractantes conviennent de ne participer à aucun traité, accord, arrangement ou entente, soit conclus entre elles, soit conclus séparément ou collectivement avec une ou plusieurs Puissances, qui porterait atteinte ou contreviendrait aux principes déclarés dans l'Article 1. »

A la séance du 16 janvier 1922, la Conférence aborde la question de la porte ouverte ou de l'égalité des chances pour le commerce et l'industrie (*the open door, or equa-*

lity of commercial and industrial opportunity). Le président, M. Hughes propose un projet de résolution concernant ce principe qui après additions et corrections de Sir Auckland Geddes et du délégué japonais baron Shidehara devait devenir l'article 3 du traité des Neuf Puissances auquel on ajouta sur la proposition de Sir Auckland les articles 4 et 5 ayant le même objet :

« Art. 3. — En vue d'appliquer avec plus d'efficacité les principes de la porte ouverte ou de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine, les Puissances contractantes autres que la Chine, conviennent de ne pas rechercher, ni aider leurs ressortissants à chercher :

a) la conclusion d'accords qui tendraient à établir en faveur de leurs intérêts des droits généraux supérieurs à ceux des autres touchant le développement commercial ou économique dans une région déterminée de la Chine ;

b) l'obtention de monopoles ou traitements préférentiels de nature à priver les ressortissants d'autres puissances du droit d'entreprendre en Chine toute forme légitime de commerce ou d'industrie, ou de participer, soit avec le Gouvernement chinois, soit avec des autorités locales, à toute catégorie d'entreprises ayant un caractère public, ou de monopoles ou traitements préférentiels qui, en raison de leur portée, de leur durée ou de leur étendue territoriale, seraient de nature à constituer en pratique une violation du principe de la chance égale. Toutefois le présent accord ne devra pas être interprété comme interdisant l'acquisition de tels biens ou droits qui pourraient être nécessaires soit à la conduite d'entreprises particulières commerciales, industrielles ou financières, soit à l'encouragement des inventions et recherches.

La Chine s'engage à adopter les principes ci-dessus comme guides en ce qui concerne la suite à donner aux demandes de droits et privilèges économiques de la part de Gouvernements ou ressortissants de tous pays étrangers, qu'ils soient ou non parties au présent Traité.

« Art. 4. — Les Puissances Contractantes conviennent

de ne pas donner leur appui à des accords qui seraient conclus entre leurs ressortissants respectifs avec l'intention d'établir au profit de ces derniers des sphères d'influence ou de leur assurer des avantages exclusifs dans des régions déterminées du territoire chinois.

« Art. 5. — La Chine s'engage à n'appliquer, ni permettre sur aucun chemin de fer chinois, aucune discrimination injuste d'aucune sorte. En particulier, il ne devra pas y avoir de discrimination directe ou indirecte, quelle qu'elle soit, en matière de tarifs ou de facilités de transports, qui soit basée :

Soit sur la nationalité des voyageurs ;

Soit sur le pays dont ils viennent, soit sur celui de leur destination ;

Soit sur l'origine des marchandises, le caractère des propriétaires, ou le pays de provenance ou de destination ;

Soit sur la nationalité du navire ou sur le caractère du propriétaire du navire ou de tout autre moyen de transport à l'usage des voyageurs ou des marchandises, employé avant ou après le transport par un chemin de fer chinois :

Les autres Puissances Contractantes prennent de leur côté un engagement similaire concernant les lignes chinoises de chemin de fer sur lesquelles soit elles-mêmes, soit leurs ressortissants seraient en mesure d'exercer le contrôle en vertu d'une concession, d'un accord spécial ou autrement. »

A la séance du 7 décembre 1921, M. Chung-Hui Wang propose l'adoption de la clause 8 de la déclaration chinoise relative à la neutralité (v. *supra*), en la présentant comme un corollaire de la Résolution Root sur le respect de la souveraineté et l'indépendance de la Chine. Il la justifie par l'histoire de la guerre russo-japonaise dont toutes les opérations ont eu lieu en territoire chinois, et par l'expédition contre Tsing-tao pendant laquelle les troupes japonaises ont occupé tout le Shantung. Après remarque de Balfour appuyé par M. Hani-

hara, la proposition chinoise est adoptée. Elle fut insérée dans le traité des Neuf Puissances (art. 6) :

« Les Puissances contractantes, autres que la Chine, conviennent de respecter pleinement, au cours des guerres auxquelles la Chine ne participerait pas, les droits de cette dernière en tant que puissance neutre ; la Chine, d'autre part, déclare que lorsqu'elle sera neutre, elle observera les règles de la neutralité. »

L'art. 7 du traité est relatif au cas où « une situation se produirait qui, dans l'opinion de l'une ou de l'autre d'entre elles, comporterait l'application des stipulations du présent traité et en rendrait la discussion désirable, les Puissances Contractantes en cause échangeront à cet égard de franches et complètes communications. »

L'article 8 concerne la procédure d'accession au traité des puissances non-signataires « dont le Gouvernement est reconnu par les Puissances signataires et qui ont des relations par traités avec la Chine » : cette disposition visait particulièrement la Russie.

Enfin l'article 9 avait trait aux ratifications.

A la séance du 3 décembre, M. Wellington Koo, après avoir fait un historique de la question, demande la rétrocession à la Chine des territoires cédés à bail, quelques-uns de ces territoires ayant été utilisés dans un but de domination économique des régions avoisinantes, « comme point d'appui du développement des sphères d'influence au détriment du principe de l'opportunité égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine. »

Au nom de la délégation française, Viviani, remet une note disant que la France est prête à renoncer au bail de Kouang-Tchéou-Wan si toutes les puissances en font autant.

Mais le délégué japonais Hanihara remit une déclaration écrite que ce qui caractérise les territoires à bail occupés par le Japon (ceux de Kiao-tcheou et de Kouang tong), c'est que ce pays les a acquis non pas directement à la Chine, mais comme successeur des autres Puissances, au prix de grands sacrifices en hommes et en argent. » En ce qui concerne le territoire de Kiao-tchéou, le gouvernement japonais a déjà déclaré à maintes reprises qu'il le rendra à la Chine. Au sujet du Kouang-tong, « les délégués japonais désirent clairement exprimer que le Japon n'a pas l'intention de renoncer actuellement à des droits importants qu'il a acquis légalement au prix de grands sacrifices. Le territoire en question fait partie de la *Mandchourie, région dans laquelle, par suite de sa proximité du territoire japonais plus que pour toute autre raison, il a des intérêts vitaux relatifs à sa vie économique et à sa sécurité nationale.* » Ces intérêts vitaux ont été reconnus par les Gouvernements américain, britanniques et français. De plus il réside dans le Kouang-tong près de 65.000 Japonais, « et les intérêts commerciaux et industriels qu'ils s'y sont créés sont d'une telle importance et d'une telle étendue pour le Japon qu'ils sont considérés comme étant une partie essentielle de sa vie économique. »

Balfour déclara qu'il est impossible à la Grande-Bretagne de rétrocéder le bail de Kowloon, car il serait alors impossible de défendre Hong-Kong qui est le centre financier de l'Extrême-Orient et dont la prospérité intéresse le monde entier. En revanche, l'Angleterre est prête à rendre Wei-haï-Wei à la Chine si la France rendait Kouang-tchéou-Wan.

M. Koo revient encore le 7 décembre à la question

des territoires à bail mais sans aucun résultat, la tentative de M. Sze le 2 février eut le même sort. La Chine dut se contenter de consigner au procès-verbal de la Conférence, la déclaration suivante :

« La Chine, de son côté, est prête à s'engager à ne pas aliéner ni céder à bail toute partie de son territoire ou de son littoral à une Puissance quelconque. »

Le 12 décembre, M. Wang après avoir défini l'expression « sphère d'intérêts » ou « sphère d'influence » comme « un terme plus ou moins vague qui implique que les Puissances, revendiquant de tels droits en Chine, ont le droit, dans les limites de leurs sphères respectives, de jouir de droits réservés, préférentiels, exclusifs et spéciaux et de privilèges de commerce, de placements et autres », en demande l'abolition car :

1^o elles entravent le développement économique de la Chine.

2^o elles sont contraires au principe des chances égales en ce qui concerne le commerce et l'industrie de toutes les nations.

3^o il y a une tendance, sous couvert de revendications économiques, à favoriser des buts politiques menaçant l'intégrité de la Chine et « donnant naissance à des jalousies ou froissements internationaux. »

M. Root demande à la délégation chinoise de spécifier les restrictions dont elle désire être libérée avec « les références du Mac Murray's Treaties ».

A la séance suivante, le 14 décembre la délégation chinoise fit distribuer la liste suivante :

Traités sino-japonais et échange de notes du 25 mai 1915. (Mac Murray, 1216).

Accord franco-japonais du 10 juin 1907 (MM, 640).

Traité anglo-japonais du 13 juillet 1911 (MM, 900).

Convention russo-japonaise du 30 juillet 1907 (MM, 657).

Convention secrète russo-japonaise du 30 juillet 1907 (texte non disponible).

Convention russo-japonaise du 4 juillet 1910 (MM, 803).

Convention secrète russo-japonaise du 4 juillet 1910 (texte non disponible).

Convention secrète russo-japonaise du 8 juillet 1912 (texte non disponible).

Convention secrète russo-japonaise du 3 juillet 1916 (MM, 1327).

Traité secret d'alliance russo-japonaise du 3 juillet 1916 (MM, 1328).

Echange de notes américaines-japonaises du 30 novembre 1907 (Accord Root-Takahira) (MM, 769).

Echange de notes américaines-japonaises du 2 novembre 1917 (Accord Lansing-Ishii) (MM, 1394) etc. etc.

Ensuite M. Wang se mit à faire l'historique du premier sujet de la liste, les Traités et Echange de notes du 25 mai 1915 (Vingt et une demandes) dont il donna un résumé détaillé, et finit par demander qu'ils soient étudiés à nouveau et annulés en conformité des principes qui ont déjà été adoptés par la Conférence (résolution Root).

M. Hanihara répondit « qu'il n'a malheureusement pas pu suivre d'une manière très précise les remarques de M. Wang relativement aux soi-disant « Vingt et une Demandes » et désire réserver sa réponse jusqu'à ce qu'il puisse examiner soigneusement cette déclaration. Si toutefois, il s'agit de faire de la validité au traité ou des accords de 1915, ou bien de la modification ou de l'abrogation de ceux-ci, le sujet de discussion à cette conférence, il désire dire que la Délégation japonaise ne pourrait accepter une telle procé-

dure. Il est d'avis que cette question doit-être traitée, si elle doit l'être entre le Japon et la Chine et non à cette Conférence. Il désire qu'il 'ny ait pas de malentendus à ce sujet. »

Devant ce langage énergique, force fut bien de donner à la Délégation japonaise « le temps d'examiner la déclaration » de M. Wang.

La question ne revint à la Conférence que le 2 février pour entendre une déclaration plus conciliante du baron Shidehara obtenue dans des négociations secrètes sous la pression des Etats-Unis. Tout en se refusant à « un nouvel examen à cette Conférence des griefs anciens que l'une des nations représentées ici peut avoir contre une autre », mais, étant donné, les changements qui se sont produits depuis la conclusion des traités de 1915, le Japon est prêt à renoncer au profit du Consortium Financier International, qui venait d'être constitué, au droit d'option accordé exclusivement aux capitaux japonais en ce qui concerne les emprunts pour la construction des chemins de fer en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale, ainsi que les emprunts à garantir sur les impôts en ces régions. Le Japon renonce de même à son droit préférentiel, « concernant l'engagement par la Chine de conseillers ou d'instructeurs japonais en matière politique, financière, militaire ou de police en Mandchourie méridionale. » Il est, enfin, disposé à retirer la réserve formulée en 1915, à ce que le Groupe V des demandes primitives soit ajourné pour des négociations ultérieures.

A la séance du lendemain M. Wang prit note des renonciations japonaises mais maintint son point de vue en ce qui concerne un nouvel examen des traités

et notes de 1915. Le Président, M. Hughes, après avoir rappelé la note américaine du 13 mai 1915 prit acte aussi de la déclaration du baron Shidehara et termina en rappelant la politique américaine des chances égales.

Le 1^{er} décembre les délégués chinois et japonais entamèrent en dehors de la Conférence des négociations pour régler la question du Shantoug sur la base de la restitution à la Chine du territoire de Kiao-tcheou.

La principale difficulté pour aboutir provenait de la question des chemins de fer, particulièrement en ce qui concerne leur direction. Etant donnée la déplorable administration des lignes exploitées par les Chinois, les Japonais voulaient avoir un droit de contrôle sur la ligne du Shantung. Les délégués chinois voulaient racheter le chemin de fer et offraient même... de le payer comptant.

Sous la pression américaine, le Japon finit par céder aux conditions suivantes (traité du 4 février 1922) : le Japon transfère à la Chine l'administration de Kiao-tcheou avec tous les biens publics qui s'y trouvent (art. 1 à 8), il retirera ses troupes du Shantung dès que la Chine aura fourni la police nécessaire à la protection du chemin de fer (art. 9 à 11), il remettra à la Chine les stations radio-électriques de Tsing-tao et de Tsinan (art. 27) ainsi que la douane de Tsing-tao (art. 12 et 13

Dans un délai de quinze ans, la Chine paiera au Japon pour le chemin de fer, la valeur fixée par la commission des Réparations du traité de Versailles (53 millions de marks or) et lui remboursera les dépenses faites pour améliorations. Jusqu'au remboursement complet, le directeur de la circulation et un chef comptable sur deux seront Japonais.

Les mines du Shantung seront remises à une compagnie mixte sino-japonaise (art. 22).

Le Japon s'engage à ne pas créer de *settlement* soit japonais, soit international dans le territoire de Kiaotcheou. La Chine, de son côté s'engage à ouvrir ce territoire au commerce étranger sans aucune restriction (art. 23 et 24).

Le 10 décembre 1922, les troupes japonaises évacuèrent le Shantung.

La question de la Sibérie orientale à la Conférence

Le 22 décembre 1921 l'ambassade russe à Washington publiait un memorandum où elle protestait contre l'ingérence japonaise dans les affaires intérieures russes en Sibérie : intrigues avec Semenow et Kalnikow contre l'amiral Koltchak, coup de force du 2 avril 1920 contre le *zemstvo* de Vladivostok, occupation de la Sibérie orientale par les troupes japonaises. Les Japonais, en outre dévastaient les forêts et violaient la convention de 1907 sur les pêcheries. A Sahaline, le Japon a substitué son administration à l'administration russe, il y traite les Russes comme des étrangers en les obligeant à avoir un passeport.

La République d'Extrême-Orient adresse le 9 décembre 1921 une protestation à tous les gouvernements contre « la présence des troupes japonaises sur le sol russe qui constitue une atteinte à notre souveraineté et à notre indépendance... Le Japon a pour but de s'emparer de notre pays et d'en faire une colonie japonaise. » Le 5 janvier 1922 les représentants de la République d'Extrême-Orient remirent à la Conférence un

memorandum que « le peuple russe d'Extrême-Orient doit être libéré du joug étranger. Son pays doit être purgé des troupes étrangères et la souveraineté du peuple russe sur son territoire doit être rétablie... Si la politique du gouvernement japonais dans l'Extrême-Orient russe qui consiste à le diviser, à le désorganiser et à le dominer complètement au double point de vue politique et économique ne cesse pas, il n'y aura pas de paix dans l'Extrême-Orient russe. »

La question vint à la Conférence à la séance du 23 janvier 1922. Le baron Shidehera y lut une très longue déclaration où après avoir fait l'historique de l'occupation alliée et du retrait des troupes tchèques et américaines, déclara que pour le moment le Japon ne pouvait suivre cet exemple à cause du nombre considérable des résidents japonais établis en Sibérie (près de 10.000 en 1917) dont il doit protéger la vie et les intérêts. *De plus, par suite de la proximité géographique, la situation générale dans les districts autour de Vladivostok et de Nikolsk affectera certainement la sécurité de la frontière de la Corée.*

Pour ces raisons, le Japon ne peut évacuer la Maritime sans prendre au préalable certaines précautions.

D'ailleurs le Japon n'occupe que la partie méridionale de cette province, la région de Vladivostok et de Nikolsk, et encore, ce n'est pas une véritable occupation, les troupes japonaises y stationnent seulement, elles n'interviennent aucunement dans les affaires locales. Elles ont toujours conservé une stricte neutralité dans les luttes entre les diverses factions antibolcheviques.

Le Japon étudie actuellement un plan d'évacuation complète en prenant des précautions raisonnables pour

la sécurité des résidents japonais et des régions de la frontière coréenne. C'est dans ce but qu'ont été entreprises les négociations de Dairen avec le gouvernement de Tchita.

Quant à l'occupation de Sahaline, c'est une mesure de représailles pour le massacre des 700 Japonais à Nikolaïevsk en 1920, « en attendant l'établissement en Russie d'une autorité responsable avec laquelle il puisse communiquer en vue d'obtenir satisfaction... »

« En conclusion, la Délégation japonaise est autorisée à déclarer qu'il est de la politique ferme et définie du Japon de respecter l'intégrité territoriale de la Russie et d'observer le principe de non-intervention, en ce qui concerne les affaires intérieures de ce pays, ainsi que le principe de l'égale opportunité pour le commerce et l'industrie de toutes les nations sur toute l'étendue des possessions russes. »

A la séance du lendemain, M. Hughes lui répond que

« La délégation américaine a entendu la déclaration du baron Shidehara et a pris note de l'assurance donnée au nom du Gouvernement Japonais, en ce qui concerne le retrait des troupes japonaises de la Province Maritime de Sibérie et de la Province de Sahaline. La Délégation américaine a également pris note de l'assurance donnée au nom du Japon par son représentant officiel, que c'est sa politique déterminée et réglée de respecter l'intégrité territoriale de la Russie et d'observer le principe de non-intervention dans les affaires intérieures de ce pays, aussi bien que le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations dans tout le territoire des possessions russes.

« Le sens que nous donnons à ces déclarations est que le Japon ne cherche aucunement, par ses opérations militaires en Sibérie, à porter atteinte aux droits du peuple russe ou à obtenir aucun avantage commercial ou injuste, à accaparer,

pour son propre usage les pêcheries de la Sibérie ; ou à établir une exploitation exclusive soit des ressources de Sahaline, soit de la Province Maritime. »

Il continue par l'historique de l'intervention américaine qui avait un triple but : aider les Tchécoslovaques, favoriser les efforts que feraient les Russes « pour assurer eux-mêmes leur gouvernement et leur défense, toutes les fois qu'ils seraient disposés à accepter de l'aide » et enfin, assurer la garde des magasins militaires de Vladivostok.

Il rappelle la promesse japonaise du 2 août 1918 de respecter l'intégrité territoriale de la Russie et de s'abstenir de toute ingérence dans sa politique intérieure, ainsi que la communication américaine au Japon du 31 mai 1921 par laquelle le Gouvernement des Etats-Unis se déclarait convaincu qu' « à cette période de troubles en Russie, il est plus que jamais du devoir de ceux qui ont en vue la pacification du peuple russe et une restauration de ses conditions normales d'éviter toute action qui pourrait alimenter son antagonisme et sa méfiance envers des influences politiques étrangères..., de s'abstenir d'une atteinte même temporaire ou conditionnelle à l'intégrité territoriale... »

A part ces déclarations, la Conférence ne fit absolument rien en ce qui concerne l'occupation de la Sibérie orientale par les Japonais.

En somme, la Conférence de Washington a été à presque tous les points de vue un échec complet pour le Japon : il fut obligé d'accepter jusqu'en 1936 une limitation de ses forces navales, l'alliance anglaise n'a pas été renouvelée à son expiration et a été remplacée par un traité de garantie entre les Etats-Unis, l'Empire

britannique, la France et le Japon, relatif à leurs possessions insulaires et à leurs dominions insulaires dans l'Océan Pacifique. En ce qui concerne sa politique en Chine, il dut évacuer le Shantung et promettre de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. De plus, le traité des Neuf Puissances abrogeait implicitement l'accord Lansing-Ishii. Ce dernier fut d'ailleurs expressément annulé par un échange de notes, entre le Secrétaire d'Etat américain et l'ambassadeur du Japon à Washington, en date du 14 avril 1923 : « étant donné l'accord conclu par la Conférence de Washington sur la question de la limitation des armements, les Gouvernements américain et japonais conviennent de considérer la correspondance Lansing-Ishii du 2 novembre 1917 comme nulle et non avenue. »

Dans les années qui suivirent la Conférence la politique extérieure du Japon fut dominée par la question de l'active intervention soviétique dans les affaires de Chine. Il semble que le gouvernement japonais désirait un accord avec les Soviets à ce sujet en vue d'un partage éventuel des zones d'influence. Quoiqu'il en soit, au début de 1923, des pourparlers privés furent engagés à Tokio entre le vicomte Goto et Joffé venu se soigner au Japon. Celui-ci venait de conclure, en janvier 1923, un arrangement avec Sun-Yat-Sen, par lequel les Soviets promettaient leur aide à la Chine en vue de réaliser son unité et son indépendance. Le 20 avril Goto déclara à Joffé que le gouvernement japonais était prêt à se rendre à une conférence si on réglait auparavant l'incident de Nikolaïevsk et l'affaire de Sahaline nord que le Japon voulait acheter. Le 6 mai Goto ajouta la recon-

naissance des anciennes dettes de la Russie, des traités antérieurs et le paiement des dommages-intérêts aux citoyens japonais ayant souffert de la révolution. Le 10 mai Joffé refusa de discuter ces propositions. Mais, des pourparlers officiels commencèrent le 28 juin. Joffé demanda pour la vente de Sahaline dix fois plus que ne proposaient les Japonais et une déclaration préalable du Japon qu'il évacuerait le nord de l'île. Sur le refus de ce dernier les négociations furent interrompues le 31 juillet.

En septembre 1923 un tremblement de terre affaiblit considérablement la puissance japonaise. On recommença donc à négocier le 16 mai 1924 à Pékin avec Karakhan et on finit par conclure un accord le 20 janvier 1925 qui donnait au Japon le droit d'exploiter la moitié des terrains pétrolifères de Sahaline en échange de l'évacuation avant le 15 mai 1925. Une note complémentaire exprimait des regrets pour l'affaire de Nikolaïevsk,

Peu auparavant, les Soviets signèrent avec la Chine, le 31 mai 1924, un traité « sur la base de l'égalité, de la réciprocité et de la justice » par lequel l'administration de l'Est-chinois était remise à un conseil de dix membres, cinq Soviétiques et cinq Chinois. Le 20 septembre 1924 une convention analogue fut signée avec le maître de la Mandchourie, Tchang-Tso-lin. D'après ces deux accords le chemin de fer devait être désormais considéré comme étant de caractère exclusivement commercial et il pouvait être racheté avec de l'argent chinois.

Dans la guerre civile chinoise ce sont les bolcheviks qui organisèrent l'armée sudiste de Tchang-Kaï-Chek, mais dès les premières victoires ce dernier rompit avec

les communistes qu'il jugeait trop extrémistes et forma à Nankin, le 18 avril 1927, un nouveau gouvernement que soutenait la classe moyenne.

Au même moment dans le Nord Tchang-Tso-lin faisait faire le 6 avril 1927 une perquisition dans les locaux de l'attaché militaire à l'ambassade soviétique à Pékin (il était déjà depuis plus de deux ans en démêlés avec les Soviets, étant encore soutenu en ce moment par les Japonais).

Le 14 décembre 1927 le gouvernement national de Nankin sous la pression de Tchang-Kaï-Chek rompait les relations diplomatiques avec les Soviets.

Tchang-Kaï-Chek s'aboucha alors avec Tchang-Hsueh Liang, fils et successeur de Tchang-Tso-lin pour « enlever la ligne de l'Est-chinois aux Russes. » Le 17 mai 1929 les Chinois perquisitionnèrent au consulat soviétique de Harbine qui se trouvait dans le même immeuble que la direction de l'Est-chinois où ils arrêtèrent plusieurs employés et s'emparèrent de nombreux documents. Le 10 juillet, pour empêcher la direction soviétique du chemin de fer de communiquer avec Moscou ils s'emparèrent de la centrale téléphonique et télégraphique de Harbine puis déclarèrent qu'ils prenaient seuls la direction du chemin de fer. La riposte du gouvernement soviétique ne se fit pas attendre longtemps, — le 14 juillet il remit au chargé d'affaires chinois à Moscou un ultimatum, menaçant de « recourir à d'autres moyens de défense des intérêts légaux de l'U. R. S. S. si dans le délai de trois jours, le gouvernement national chinois ne réglait pas l'incident de Harbine par des moyens pacifiques. » Les négociations sino-soviétiques qui s'engagèrent alors n'ayant donné aucun résultat,

l'armée rouge envahit la Mandchourie le 18 novembre : prises de panique, les troupes chinoises se dispersèrent, et, trois jours après le gouvernement de Moukden demanda la paix. Le 27 novembre, d'accord avec Nankin, il accepta les conditions soviétiques. Le 22 décembre, par le protocole de Habarovsk, le *statu quo* fut rétabli.

Pendant le conflit le Japon garda une stricte neutralité : il prévint pourtant qu'il considérerait comme un *casus belli* le cas où les troupes soviétiques dépasseraient Haïlar, mais il promettait en cas de guerre sino-soviétique de ne pas laisser les troupes chinoises passer par le Sud-Mandchourien : seulement, à titre de réciprocité, il se réservait, en cas de démonstrations anti-japonaises le droit d'occuper le tronçon Harbine-Changchun de l'Est-Chinois.

CHAPITRE IV

LA CRÉATION DE L'ÉTAT DU MANDCHOUKOUO

Parlant des Problèmes sino-japonais relatifs à la Mandchourie le rapport Lytton dit :

« Pendant le quart de siècle qui s'est terminé en septembre 1931 les liens qui unissaient la Mandchourie au reste de la Chine se sont renforcés, tandis qu'en même temps les intérêts du Japon en Mandchourie ne cessaient de croître. La Mandchourie était sans conteste une partie de la Chine, mais le Japon y avait acquis ou revendiqué des droits si exceptionnels, restreignant à un tel point l'exercice de la souveraineté de la Chine, qu'il était normal qu'un conflit se produisît. »

Puis après avoir résumé la liste des droits du Japon en Mandchourie le rapport ajoute que ceci « fait clairement ressortir le caractère exceptionnel des relations politiques, économiques et juridiques établies entre ce pays et la Chine en Mandchourie. Il n'existe probablement nulle part dans le monde une situation correspondant exactement à celle-ci : la situation d'un pays jouissant, sur le territoire d'un Etat voisin, de privilèges économiques et administratifs aussi étendus. Un tel état de choses aurait peut-être pu se prolonger sans provoquer des complications et des contestations incessantes s'il avait été librement souhaité ou accepté de part et d'autre et s'il avait été l'expression et la manifestation d'une politique bien comprise d'étroite

collaboration dans le domaine économique et politique. Mais en l'absence de ces conditions, il ne pouvait aboutir qu'à des froissements et à des conflits. »

Les deux incidents qui provoquèrent le conflit furent, ce qu'on a appelé l'affaire des rizières de Wan pao shan et l'assassinat du capitaine japonais Nakamura et de ses compagnons par des soldats chinois : tous les deux survinrent en juillet 1931 et aggravèrent à un tel point la situation que l'opinion japonaise réclamait un « règlement, par la force s'il le faut, de toutes les questions en suspens. »

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 1931 une explosion assez insignifiante se produisit sur la voie du Sud-Mandchourien un peu au nord de Moukden. Les Japonais en profitèrent immédiatement pour chasser de la ville les troupes chinoises de Chang Hsueh-Liang, suivant un plan minutieusement établi d'avance. Dans la même nuit du 18 au 19, les troupes japonaises occupèrent Chang-Chun et, le 21 septembre, Kirin.

Le 21 septembre, le représentant de la Chine au Conseil de la Société des Nations, M. Sze, écrit au Secrétaire général pour lui exposer ce qui s'est passé et pour demander l'application de l'art. 11 du Pacte de la S. d. N. (1).

(1) Art. 11. — 1° Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des Membres de la Société intéresse la Société toute entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des Nations. En pareils cas, le Secrétaire général convoque immédiatement le Conseil, à la demande de tout membre de la Société.

2° Il est, en outre, déclaré que tout membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée

Il prie en même temps le Conseil de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'aggravation du conflit et pour rétablir le *statu quo*.

Le Conseil décide alors d'adresser aux deux gouvernements, chinois et japonais, un appel de s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver la situation ; il décide en même temps de tenir le gouvernement des Etats-Unis au courant de l'affaire. De son côté, le secrétaire d'Etat Stimson fait parvenir à la Chine et au Japon des conseils de modération.

Le 24 septembre, le représentant japonais M. Yoshizawa, tout en dénonçant le boycottage dont sont victimes les Japonais en Chine déclare que son gouvernement est prêt à régler cette affaire par des négociations directes et qu'il n'a aucune visée territoriale en Mandchourie. Le 25 M. Sze lui répond que l'invasion du territoire chinois rend impossibles toutes négociations directes.

Le 8 octobre les troupes japonaises bombardent Chinchow.

Le 9, le gouvernement japonais adresse au gouvernement de Nankin une protestation contre l'inertie de ce dernier devant le mouvement anti-japonais en Chine. Le gouvernement de Nankin répond le 12 que c'est la politique du Japon qui est seule responsable du boycottage chinois.

Le 13 octobre les représentants de la Chine et du Japon exposent chacun leurs points de vue devant le Conseil de la S. d. N. M. Yoshizawa reproche à la Chine

ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations, dont la paix dépend.

la violation des traités de 1905 et 1915, les attaques de bandits contre le Sud-Mandchourien, le meurtre du capitaine Nakamura, l'affaire de Wan pao shan, le boycottage des produits japonais...

Le 16, malgré le Japon, un représentant des Etats-Unis vient siéger au Conseil sur l'invitation de son président, Aristide Briand, le conflit ayant, dit ce dernier, une relation avec les obligations du Pacte de Paris dont l'initiative appartient aux Etats-Unis.

Le 22, les membres du Conseil, excepté les représentants des parties en cause, proposent un projet de résolution où l'on « demande au gouvernement japonais de commencer immédiatement et de poursuivre progressivement le retrait de ses troupes à l'intérieur de la zone du chemin de fer afin que le retrait complet puisse être effectué avant la prochaine réunion du Conseil. » Le lendemain, le représentant de la Chine accepte la résolution, — celui du Japon, au contraire, déclare qu'il est impossible de fixer une date pour l'évacuation de la Mandchourie, mais que son gouvernement n'a aucune visée territoriale et qu'il est prêt à entrer en pourparlers avec la Chine.

Le 27 le gouvernement japonais indique ses conditions :

« 1^o répudiation mutuelle de la politique et de la conduite agressives ;

« 2^o respect de l'intégrité territoriale de la Chine ;

« 3^o suppression complète de tous les agissements organisés entravant la liberté du commerce et excitant la haine entre nations ;

« 4^o protection effective dans l'ensemble de la Mandchourie pour permettre aux sujets japonais d'y vaquer à toutes occupations pacifiques ;

« 5^o respect des droits concédés au Japon par les traités. »

Le 19 novembre les forces japonaises occupent Tsitsihar dans le nord de la Mandchourie.

Le 21 sur la proposition de M. Yoshizawa le conseil décide l'envoi sur place d'une commission d'étude.

Tout ceci n'empêche d'ailleurs pas l'armée japonaise de procéder à une occupation méthodiques du pays. Au Japon même le cabinet libéral Wakatsuki, en conflit avec l'Etat-major, est obligé de démissionner le 11 décembre.

Le 7 janvier 1932 les Etats-Unis notifient au Japon et à la Chine qu' « ils ne reconnaîtront aucun accord susceptible de porter atteinte aux droits leur appartenant, connus sous le nom de politique de la porte ouverte, y compris ceux de la souveraineté, de l'indépendance ou de l'intégrité territoriale ou administrative de la Chine. » Le Département d'Etat précise en même temps que les Etats-Unis n'entendent pas mettre en question les droits légitimes du Japon en Mandchourie découlant des traités.

Le Japon répond le 16 qu'il reste fidèle à la politique de la porte ouverte et au principe de l'intégrité territoriale de la Chine.

Pendant ce temps le boycottage anti-japonais bat son plein à Shanghai : des journaux chinois, dont l'organe officiel du parti Kuoming insultent le Mikado à propos d'une tentative de meurtre dont il a été victime de la part d'un Coréen ; là dessus des moines bouddhistes japonais sont assassinés dans un faubourg de la ville. Le commandant en chef des forces navales japonaises adresse alors un ultimatum au maire de Shanghai, et,

malgré la soumission de ce dernier, fait débarquer une compagnie de fusiliers marins : celle-ci se heurte à la police chinoise et un combat s'engage, — il devait dégénérer en une véritable guerre.

La nouvelle session du Conseil de la Société des Nations s'ouvre le 25 janvier : il y est surtout question des événements survenus à Shanghai que les Japonais sont en train de bombarder.

Le 5 février l'armée japonaise occupe Harbine.

Le 6 février le Conseil reçoit le rapport d'une Commission consulaire d'enquête sur les événements de Shanghai : y sont exposées les nombreuses violences commises contre des Japonais et les insultes adressées à l'empereur du Japon.

Le 19 le Conseil apprend la proclamation, faite la veille par les représentants des provinces, de l'indépendance de la Mandchourie, ainsi que l'ultimatum japonais au commandant des troupes chinoises à Shanghai d'avoir à se replier dans les vingt-quatre heures à 20 kilomètres de la concession internationale et de faire cesser les manifestations anti-japonaises.

Le 20 le Conseil décide de transmettre à l'Assemblée le différend sino-japonais.

Le 25 février le maire de Moukden annonce à la presse que la Mandchourie indépendante s'appellera dorénavant le Mandchoukouo (pays de l'abondance). Le 1^{er} mars une proclamation officielle annonce que les conventions internationales seront strictement observées.

Le 4 mars le dernier empereur de Chine de la dynastie mandchoue Hsuan Tung (plus connu sous le nom de M. Henry Pu-yi) accepte officiellement le titre de Régent du nouvel état, le 9 il s'installe dans sa nouvelle capitale

Chang-Chun débaptisée en Hsing-King, « nouvelle capitale » où il fait une déclaration dans laquelle il promet de fonder la politique du nouvel Etat sur « la moralité, la bienveillance et l'amour ».

Le 12, une note est adressée aux Puissances étrangères pour leur demander leur reconnaissance, et pour promettre l'observation des traités en vigueur, le respect des droits acquis des ressortissants étrangers et le maintien du principe de la porte ouverte.

Après avoir exposé ces faits, le rapport Lytton conclut :

« Depuis le 18 septembre 1931, l'activité des autorités militaires japonaises, aussi bien dans les questions civiles que dans les questions militaires, s'est inspirée de considérations essentiellement politiques. L'occupation militaire progressive des Trois Provinces de l'Est a soustrait successivement au contrôle des autorités chinoises les villes de Tsitsihihar, Chinchow et Kharbine, et, enfin, toutes les villes importantes de la Mandchourie ; à la suite de chaque occupation, l'administration civile était réorganisée. Il est clair que le mouvement d'indépendance, dont on n'avait jamais entendu parler en Mandchourie avant septembre 1931, n'a pu se réaliser que grâce à la présence des troupes japonaises.

Un groupe de fonctionnaires japonais, civils et militaires, en service actif ou retraités, ayant d'étroites relations avec le nouveau mouvement politique au Japon, ont conçu, organisé et réalisé ce mouvement comme solution de la situation en Mandchourie, telle qu'elle existait après les événements du 18 septembre.

Ils ont utilisé, à cet effet, les noms et l'activité de certaines personnalités chinoises et se sont servi de certaines minorités et communautés indigènes, qui avaient des griefs contre l'administration chinoise précédente.

Il apparaît également que l'Etat-Major japonais a compris tout de suite, ou tout au moins rapidement, le parti à tirer

d'un tel mouvement d'autonomie ; d'où l'aide et les directives qui ont pu être données aux organisateurs du mouvement. Les témoignages que la Commission a reçus de toutes parts l'ont convaincu que, bien qu'un certain nombre de facteurs aient contribué à la création du Mandchoukouo, les deux facteurs qui, par leur combinaison, ont été les plus puissants, ceux sans lesquels, à notre avis, le nouvel Etat n'aurait pu être constitué, ont été la présence des troupes japonaises et l'activité des fonctionnaires japonais, tant civils que militaires.

C'est pourquoi le régime actuel ne saurait être considéré comme le résultat d'un mouvement d'indépendance spontané et sincère. »

Et plus loin on trouve encore dans le rapport :

« Dans le « Gouvernement du Mandchoukouo », les fonctionnaires japonais jouent un rôle prépondérant. Les conseillers japonais sont attachés à tous les départements importants. Bien que le premier ministre et ses collègues soient tous des Chinois, les chefs des divers conseils des affaires générale qui, dans l'organisation du nouvel Etat, exercent la plus grande partie du pouvoir effectif, sont des Japonais. Au début, ils étaient désignés comme conseillers. Récemment, ceux qui occupaient les postes les plus importants ont été nommés fonctionnaires de l'Etat au sens complet du terme et au même titre que les Chinois. Dans le seul Gouvernement central, sans comprendre ceux qui occupent des postes dans les Gouvernements locaux, ou au Ministère de la Guerre et dans les forces militaires, ou dans les entreprises de l'Etat, il y a près de deux cents Japonais parmi les fonctionnaires du Mandchoukouo. »

En ce qui concerne la procédure devant la Société des Nations, l'Assemblée se réunit le 3 mars pour entendre le représentant de la Chine lui demander de reconnaître que le pacte de la S. d. N. a été rompu par le Japon et décliner toute responsabilité en ce qui concerne la

situation à Shanghai, en Mandchourie et dans les autres parties de la Chine. Le représentant japonais réplique que son gouvernement retirera ses troupes de Shanghai quand tout danger aura disparu, et qu'il n'a aucune ambition politique ou territoriale. Quant à la Mandchourie, ajoute-t-il, c'est « un sujet qu'il ne convient pas de discuter à la présente assemblée. »

Le 5 mars les représentants des petites puissances, qui n'ont pas grand'chose à risquer dans l'affaire en question, somment l'Assemblée d'agir et réclament l'application intégrale du Pacte.

Le 11 mars l'Assemblée charge un comité de dix-neuf membres de suivre le développement du conflit.

Le 5 mai les hostilités cessent à Shanghai, mais le boycottage anti-japonais continue.

Le 15 septembre, le Japon reconnaît *de jure* le Mandchoukouo, qui, de son côté, promet de respecter tous les droits et intérêts que possèdent sur son territoire le Japon et ses ressortissants en vertu des engagements conclus entre la Chine et le Japon ainsi que des contrats sino-japonais. En même temps les deux parties contractantes reconnaissent que toute menace contre l'une d'elles constitue une menace pour l'autre.

La Chine proteste immédiatement auprès de la Société des Nations traitant le gouvernement du Mandchoukouo d'organisation de fantoches (*sic*) créée par le Japon qui, par son acte « a couronné sa politique de violation des traité des Neuf Puissances, pacte de la Société des Nations, pacte de Paris » et déclare que « le moment est venu d'envisager les mesures que devrait prendre la Société des Nations pour sauvegarder le caractère sacré des traités qui lient tous ses membres et

plus particulièrement l'obligation de respecter et de maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale de la Chine. »

La Chine demande en même temps aux signataires du traité des Neuf Puissances que soient prises les mesures propres à faire face à l'état de choses créé par les actes d'agression du Japon en Chine, depuis l'attaque de Moukden le 18 septembre 1931 jusqu'à la reconnaissance de cette organisation de marionnettes le 15 septembre 1932. »

C'est à ce moment que la Commission d'étude nommée le 21 novembre précédent dépose son rapport daté de Pékin du 4 septembre 1932.

Le Conseil de la S. d. N. se réunit de nouveau du 21 au 28 novembre. Le représentant du Japon y déclare que le rapport de la commission d'étude « n'a pas été dans beaucoup de ses déductions et conclusions aussi complet et adéquat qu'aurait pu l'être un rapport fondé sur une étude plus prolongée du problème » et rappelle une fois de plus l'anarchie de la Chine, la xénophobie, le boycottage et invoque en faveur du Japon le droit de légitime défense.

Le représentant de la Chine répond qu'en Chine l'opinion publique a accueilli avec enthousiasme le rapport Lytton et donne de l'anarchie chinoise une explication plutôt originale, c'est que « le désarroi apparent dans lequel se trouvent les facteurs et les forces du pays n'est rien d'autre qu'un symbole de la vigueur et de la vitalité d'un peuple en plein réveil ; c'est une preuve de progrès », puis il se lance dans un historique de l'impérialisme japonais.

En Mandchourie, pendant ce temps, l'armée japonaise

occupe Hailar le 4 décembre, Mandchouli le 6, et attaque Chanhaïkouan, au pied de la Grande Muraille, le 8.

Du 6 au 9 décembre siège l'Assemblée générale de la Société des Nations pour discuter le rapport Lytton. Les parties exposent de nouveau leurs points de vue. La Chine demande que l'Assemblée invite le Japon à retirer ses troupes et à dissoudre l'état-fantôme (*sic*) du Mandchoukouo ; elle lui demande aussi de déclarer que le Japon a violé le pacte de la S. d. N. le traité des Neuf Puissances et le pacte de Paris. Pour conclure la Chine refuse de négocier directement avec le Japon dont le délégué réplique par l'argument de l'anarchie chinoise, le droit de légitime défense du Japon et termine en mettant en demeure la Société des Nations à choisir entre un Japon, élément de paix en Extrême-Orient et une Chine anarchique. Après les exposés des parties, les représentants des petites puissances réclament l'application de l'art. 10 du pacte de la S. d. N. (1).

Sur la protestation du délégué japonais, l'Assemblée se contente de voter le 9 décembre une résolution conciliatrice en chargeant le Comité des Dix-Neuf d'étudier l'affaire et de lui soumettre dans le plus bref délai ses propositions de règlement. Le 20 décembre le Comité lui-même s'ajourne au 16 janvier 1933.

Le 18 janvier les troupes japonaises s'emparent de Chanhaïkouan.

(1) Art. 10. — Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation.

Le 23 le Comité des Dix-Neuf constitue... une commission de rédaction pour établir un projet de rapport conformément à l'art. 15 § 4 du pacte (1).

Le 14 février le chef de la délégation japonaise écrit au Secrétaire général de la S. d. N. que son gouvernement se refuse à accepter la discussion par le Comité des Dix-Neuf de la reconnaissance du Mandchoukouo. Malgré cela le Comité transmet son projet de rapport au Secrétaire général :

« Constatant que la souveraineté sur la Mandchourie appartient à la Chine.

« Considérant que la présence des troupes japonaises en dehors de la zone du chemin de fer Sud-Mandchourien et les opérations entreprises par elles en dehors de cette zone sont incompatibles avec les principes de droit auxquels doit se conformer la solution du différend, et qu'il est nécessaire d'établir au plus vite un état de fait en harmonie avec ces principes,

« Recommande l'évacuation de ces troupes...

« Considérant les conditions locales spéciales à la Mandchourie, les droits et intérêts particuliers qu'y possède le Japon et les droits et intérêts des Etats tiers,

« Recommande l'établissement en Mandchourie, dans un délai raisonnable, d'une organisation soumise à la souveraineté de la Chine et compatible avec l'intégrité administrative de celle-ci... »

Le 21 février la délégation japonaise publie ses observations. On y lit notamment

que « c'est l'absence en Chine d'une autorité centrale

(1) Art. 15. — Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport, voté, soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce.

effective qui a amené l'état de choses d'où devaient sortir les incidents du 18 septembre 1931 et les événements ultérieurs sont dus en partie à la hâte avec laquelle la S. d. N., mal informée, a condamné le Japon en ralliant à son opinion les pays occidentaux ;

que « l'activité japonaise en Mandchourie jusqu'au 15 septembre 1932 n'a été que l'exercice du droit de légitime défense. Après cette date, elle est fondée sur le traité signé avec le Mandchoukouo, traité sur lequel il ne peut être question de revenir ;

Qu « *aucune nation ne voudrait assumer la responsabilité de maintenir l'ordre en Extrême-Orient. C'est au Japon qu'incombe cette charge.* Il ne demande qu'à encourager le développement du Mandchoukouo, à agir avec la plus grande bienveillance à l'égard de la Chine et à collaborer avec les puissances conscientes de ses intentions en vue du rétablissement de l'ordre. » (1)

Pourtant, le 24 février l'Assemblée adopte le projet de rapport du Comité des Dix-Neuf à l'unanimité moins le Japon, le Siam s'étant abstenu.

Le 27 mars, le ministre des affaires étrangères du Japon, comte Uchida, avise par télégramme le Secrétaire général que son gouvernement se retire de la Société des Nations :

« Le gouvernement japonais estime que *la politique nationale du Japon qui a pour but d'assurer la paix en Orient* et aussi de contribuer à la cause de la paix dans le monde entier est identique dans son esprit à la mission de la S. d. N. qui est d'établir la paix et la sécurité internationale. C'est donc, toujours avec plaisir que, pendant les treize dernières

(1) M. MONCHARVILLE. — *Le Conflit sino-japonais en 1933.* Revue politique et parlementaire du 10 août 1933, pp. 333-335.

années, ce pays, comme membre originaire de la Société et membre permanent du conseil, a pleinement coopéré avec les autres membres en vue d'atteindre ce but élevé. En effet, historiquement, c'est un fait que le Japon a continuellement participé aux diverses activités de la Société avec un zèle égal à celui des autres nations. En même temps le gouvernement japonais a toujours été et est convaincu que pour rendre possible le maintien de la paix dans les divers pays, il est nécessaire, dans les circonstances actuelles, de faire varier la mise en œuvre du pacte de la Société suivant les conditions de fait régnant dans ce pays. C'est seulement en agissant selon ce juste et équitable principe que la Société peut remplir sa mission et augmenter son influence.

« Se conduisant d'après cette conviction, depuis que le conflit sino-japonais a été soumis à la Société en septembre 1931, le gouvernement japonais a toujours eu en vue le même objet lors des réunions de la Société et dans d'autres circonstances ; c'était que, si la Société voulait aboutir à une juste et équitable solution et contribuer efficacement à l'établissement de la paix en Orient et rehausser ainsi son prestige, elle devait acquérir une complète connaissance de l'état de fait de cette partie du globe et appliquer le pacte de la Société en harmonie avec cet état de fait. *A maintes reprises il a insisté sur la nécessité absolue de prendre en considération le fait que la Chine n'est pas un Etat organisé, que sa situation intérieure et ses relations extérieures se caractérisent par une confusion et une complexité extrêmes et par de nombreux traits anormaux et exceptionnels et que, en conséquence, les usages et principes généraux du droit international qui gouvernent les relations ordinaires entre nations se trouvent considérablement modifiés dans leur mise en œuvre en ce qui concerne la Chine, avec pour résultat les pratiques internationales absolument anormales et uniques qui règnent dans ce pays.*

Cependant, au cours des délibérations des derniers dix-sept mois, la majorité des membres de la Société ne s'est pas rendu compte de ces réalités ou n'a pas voulu les affronter ou en tenir compte. De plus il a été souvent manifeste dans ces délibérations qu'il existe de sérieuses divergences d'opinion

entre le Japon et ces puissances sur l'application et même l'interprétation des divers engagements et obligations internationaux, y compris le pacte de la Société et les principes du droit international. Comme résultat, le rapport adopté par l'Assemblée dans sa session spéciale du 24 février dernier, se méprenant complètement sur les sentiments du Japon qui n'a d'autre désir que le maintien de la paix en Orient, contient de graves erreurs quant à la constatation des faits et aux conclusions qui en sont tirées. En affirmant que l'action de l'armée japonaise, lors de l'incident du 18 septembre et dans la suite, ne rentrait pas dans le cadre de la légitime défense, le rapport n'a donné aucune justification et a abouti à une conclusion arbitraire et, en ignorant de même l'état de tension antérieur et les diverses aggravations postérieures à l'incident (dont toute la responsabilité incombe à la Chine) le rapport crée une source de nouveau conflit dans l'arène politique de l'Orient. En refusant de reconnaître les circonstances réelles qui ont amené la création du Mandchoukouo et en essayant d'attaquer la position prise par le Japon en reconnaissant le nouvel Etat, il détruit la base d'une stabilisation de la situation en Extrême-Orient. Et, comme il a été pleinement expliqué dans l'exposé du 25 février dernier par notre gouvernement, le contenu de ses recommandations ne peut être d'aucune utilité pour assurer la paix durable de ces régions.

La conclusion doit être, qu'en cherchant une solution de la question la majorité de la Société a attaché une plus grande importance à la rédaction de formules inapplicables qu'à la tâche pratique d'assurer la paix, et une plus grande valeur à la défense de thèses académiques, qu'à l'élimination de sources de conflit futur. Pour ces motifs et à cause de divergences profondes d'opinion entre le Japon et la majorité de la Société dans l'interprétation du Pacte et autres traités, le gouvernement japonais a été amené à concevoir l'existence d'une inconciliable divergence de vues séparant le Japon et la Société sur la politique de paix et spécialement sur les principes fondamentaux à suivre pour l'établissement d'une paix durable en Extrême-Orient. Considérant que dans ces

conditions, il ne subsiste plus de possibilité de coopération, le Gouvernement japonais conformément aux dispositions de l'article premier, paragraphe 3 du Pacte, donne par les présentes, avis de l'intention du Japon de se retirer de la Société des Nations. »

Après avoir rapporté ces faits, M. Moncharville (1) juge ainsi l'action de la Société des Nations :

« Insuffisamment familiarisée avec les mentalités extrême-orientales, sous-estimant les intérêts exceptionnels du Japon en Mandchourie et présumant trop de son propre ascendant, la S. d. N. s'est imprudemment fourvoyée dans une aventure d'où, prise dans l'engrenage, il lui était presque impossible de se dégager. Avec les meilleures intentions, le résultat de son intervention a été sinon d'envenimer le conflit, comme on l'a écrit parfois, du moins, de le prolonger et son autorité a subi quelque atteinte. Il eût été sage d'admettre que des principes généraux ne sont pas inéluctablement applicables d'une façon uniforme en toutes circonstances et sous toutes les latitudes... »

De son côté M. Escarra écrit : (2).

«... Dès l'instant que le bien fondé juridique de la cause de la Chine était démontré, on ne pouvait demander, comme l'eussent voulu certains, à la Société des Nations, organisation exclusivement fondée sur le droit, de rendre une décision qui fut contraire au droit. »

Tout ceci n'empêche d'ailleurs pas la Chine et le Japon de conclure, le 31 mai 1933, un armistice par

(1) *Revue politique et parlementaire*, 10 août 1933, p. 346.

(2) *Conciliation internationale*, bulletins de 1933. — 3-4. Le conflit Sino-Japonais et la Société des Nations, p. 209.

lequel la Chine abandonne tous les territoires au nord de la Grande Muraille. Et le 29 décembre 1933, l'*Osaka Asahi* faisant un tableau d'ensemble des relations sino-japonaises en 1933, écrivait qu'après l'armistice du 31 mai le gouvernement chinois changea sa « politique de résistance immédiate au Japon en une politique de résistance à long terme. » Pour le moment, il ne se montre pas disposé à reconnaître le Mandchoukouo mais les circonstances peuvent changer, étant donné que, malgré la Grande Muraille la Chine du Nord et le Mandchoukouo « sont étroitement unis socialement et économiquement. »

Le 20 janvier 1934 le Ministère des Affaires étrangères japonais communique :

1^o Étant donnée la sage administration du Régent Pu Yi 30 millions de Mandchous lui ont présenté d'innombrables pétitions pour qu'il devienne leur monarque ;

2^o l'établissement de la monarchie consolidera le nouvel état ;

3^o L'accession du régent au trône ne signifie pas la restauration de la dynastie mandchoue et les frontières du Mandchoukouo ne seront pas modifiées.

4^o Ceci prouvera l'indépendance du Mandchoukouo et dissipera les rumeurs d'après lesquelles le Japon songerait à l'annexer.

Le 1^{er} mars M. Henri Pu Yi est couronné à Hsinking Empereur du Mandchoukouo.

Le 28 juin, le Japon et la Chine signent un accord pour le rétablissement du trafic ferroviaire entre Pékin et Moukden à partir du 1^{er} juillet et le 18 août la Chine établit des bureaux de douane le long de la Grande Muraille sur la frontière du Mandchoukouo.

Le 14 septembre le cabinet japonais adopte un plan de réforme des organes administratifs japonais au Mandchoukouo d'après lequel il sera créé au sein du cabinet une direction spéciale des Affaires Mandchoues. La même personne exerce les trois fonctions de gouverneur du Kwantung, de commandant en chef de l'armée du Kwantung et d'ambassadeur du Japon auprès du Mandchoukouo. A l'avenir un poste de gouverneur du Kwantung sera créé, le commandant en chef de l'armée restera en même temps ambassadeur, seulement c'est lui qui contrôlera le Sud-Mandchourien, la C^{ie} mandchourienne des téléphones et télégraphes et... le gouverneur du Kwantung. Le Conseil privé approuva ce projet le 22 décembre, mais jusqu'ici rien n'a encore été fait.

Tout en précisant l'organisation du Mandchoukouo, le Japon a tenté à plusieurs reprises à faire accepter par la Chine le fait accompli, en lui demandant de collaborer avec lui au maintien de la paix en Extrême-Orient.

Dernièrement, le 21 janvier 1935, M. Yaichiro Suma, consul du Japon à Nankin aurait déclaré à M. Wang Tching Wei, président du Yuan exécutif, que « le Japon est prêt à aider la Chine si celle-ci reconnaît l'inutilité de compter exclusivement sur l'appui de l'Europe et des Etats-Unis et si elle accepte de coopérer avec le Japon à la grandeur de la race asiatique. »

Le lendemain, M. Hirota, ministre des Affaires étrangères déclarait à la Diète :

« Le Japon attache beaucoup d'importance à ses relations amicales avec les autres États de l'Asie orientale et comporte qu'ils accepteront leur part des graves responsabilités que compte le maintien de la paix et de l'ordre dans cette partie du monde.

« Par suite, j'espère ardemment que non seulement la Chine recouvrera bientôt sa stabilité, mais qu'elle ouvrira les yeux sur la situation où se trouve l'Asie orientale et acceptera de donner satisfaction aux sincères aspirations de notre pays. En raison de notre situation comme voisin de la Chine et facteur de stabilisation en Asie orientale, notre politique est de nous efforcer d'aider la Chine à atteindre ce but. Il m'est permis d'ajouter que le gouvernement japonais est heureux de reconnaître que, comme il est apparu dans la solution graduelle de diverses questions pendantes depuis longtemps, il y a aujourd'hui dans le peuple chinois une tendance croissante à apprécier les véritables intentions du Japon... »

Quelques jours après, le général Tchang Kai Chek dans une interview au *Central News* déclarait :

« Nous apprécions la sincérité des paroles de M. Hirota dans son récent discours prononcé à la Diète japonaise, et j'espère que le gouvernement et le peuple chinois comprendront leur sens véritable... Le gouvernement a toujours interdit au peuple chinois de manifester par la violence des sentiments anti-japonais. Mais si, pour améliorer les relations entre les deux pays la Chine doit réprimer ce sentiment anti-japonais, il convient que le Japon supprime tout sentiment de supériorité à l'égard de la Chine. »

Le *Times* du 18 février 1935 publiait à ce sujet une lettre de lord Lothian :

«... Il est tout à fait évident que le Japon s'est déjà mis à l'œuvre pour détruire la base politique des traités de Washington, à savoir l'intégrité de la Chine, la porte ouverte pour le commerce de toutes les nations en Chine

et le principe que ces questions intéressaient collectivement tous les signataires du traité des Neuf Puissances. Je ne crois pas qu'il y ait le moindre doute que le Japon espère placer le monde en face du *fait accompli* en Chine tout comme il l'a fait au Mandchoukouo...

« Si les nombreuses dépêches qui nous sont parvenues au cours de ces dernières semaines sont exactes, le Japon est actuellement en train de proposer à la Chine une solution qui doit remplacer le système de Washington. Il propose que la Chine cesse de faire partie de la Société des Nations, renvoie ses conseillers européens et américains, et fasse partie d'une association d'Asie orientale, ayant avec le Japon d'étroits rapports politiques et économiques qui non seulement tiendraient à l'écart le reste du monde, mais feraient disparaître les privilèges contractuels qui subsistent encore et aboutiraient à la longue à la suppression des biens et des intérêts commerciaux acquis par les Européens et les Américains en Chine depuis cent cinquante ans. On prétend que, pour l'encourager, le Japon offre à la Chine une assistance financière devant lui permettre de faire face à la crise résultant de la hausse de la valeur de l'argent, et une aide pratique en vue de mettre fin à la guerre dite communiste qui se poursuit au centre de la Chine. Un haut dignitaire japonais a déclaré qu'au cours des entretiens Arioshi-Tchang Kaï Chek, « on a dit à la Chine que si elle ne voyait pas la situation politique internationale en Orient comme nous la voyons, nous ne pourrions pas la garantir contre le retour d'événements tels que l'incident de 1931 au Mandchoukouo, le conflit de Shanghai de 1932 et le conflit tout récent de Chahar-Jehol. »

A la fin de février 1935, l'agence *Rengo* publiait que

d'après les ministres des Affaires étrangères japonais et chinois un rapprochement sino-japonais serait la conséquence normale de la politique conciliatrice de M. Hirota et conforme à la doctrine de Sun Yat Sen qui a préconisé le panasiatisme. D'autre part un représentant de la fédération économique chinoise est arrivé à Kobé pour échanger ses vues avec les milieux commerciaux et diplomatiques japonais sur la coopération économique sino-japonaise (*Le Temps*, 27 février 1935).

Il semble que le Japon a proposé à la Chine que celle-ci s'engage à acheter tous les produits fabriqués dont elle aura besoin au Japon et à lui vendre toutes ses matières premières. Tous les emprunts chinois devront être placés au Japon, tous les conseillers étrangers du gouvernement chinois devront être remplacés par des Japonais. En échange de ce contrôle sur la vie économique de la Chine, le Japon promet au gouvernement de Nankin son aide contre les provinces n'acceptant pas son autorité.

Le *Temps* du 1^{er} mars 1935 rapporte que M. Hirota, rendant compte à la Diète de conversations qu'il a eues avec M. Wang Tching Weï, a déclaré qu'il approuve entièrement les suggestions de celui-ci pour établir une coopération sino-japonaise basée sur les trois principes suivants : négociations menées par voie diplomatique, sur la base de l'égalité, et, enfin, comportant l'adhésion des deux nations tout entières et non pas de leurs seuls gouvernements. Et en vertu du dernier principe M. Hirota a demandé que la Chine mette fin à l'agitation anti-japonaise sur son territoire et prenne clairement une attitude projaponaise.

Enfin, le *Petit Parisien* du 2 mars publie une lettre

de son correspondant de Shanghai qu'après les déclarations conciliantes de M. Hirota à la Diète et celles de Wang Tching Wei devant le comité central du parti Kuomintang sur la nécessité d'un rapprochement avec le Japon, le ministre du Japon en Chine, M. Ariyoshi eut des entretiens avec Wang et Tchang-Kaï-Chek. Il est probable qu'on y a envisagé les bases d'une coopération économique, d'abord, et, plus tard, politique. Les Japonais ont de plus insisté sur la nécessité de la suppression de la propagande antijaponaise. Quant à la question mandchoue, le Japon envisagerait pour la résoudre une solution, pour le moment encore très lointaine, celle d'une Fédération des peuples d'Extrême-Orient.

La puissance étrangère la plus atteinte par l'occupation de la Mandchourie par les Japonais est sans aucun doute la Russie. Pourtant dès le début le gouvernement soviétique se contenta de garder la neutralité, se bornant à avertir le Japon du préjudice que causerait à l'U. R. S. S. l'avance de ses troupes dans la zone de l'Est-Chinois. Le Japon de son côté « prévint amicalement » le gouvernement soviétique, le 19 novembre 1931, que le transport des troupes chinoises par l'Est-Chinois pourrait amener de « sérieuses complications ».

Le 31 janvier 1932 Litvinow proposa à Ioshisawa la conclusion d'un pacte de non-agression. Le Japon ayant répondu que c'était inutile, les Soviets commencèrent des préparatifs militaires, tout en ordonnant au directeur de l'Est-Chinois Kousnetzow d'aider au transport des troupes japonaises (celui-ci avait commencé par refuser).

Le 26 février M. Hirota, ambassadeur du Japon à

Moscou, demanda au gouvernement soviétique de mettre à la disposition du commandement japonais en Mandchourie dix-sept échelons à Pograditschnaïa, (sur la frontière de la Maritime), pour le transport des troupes. Le 28 février le gouvernement soviétique y consentit sous certaines conditions. Mais le 4 mars, les journaux soviétiques publièrent des documents « provenant des hautes sphères militaires du Japon » et tendant à prouver que le Japon voulait une guerre avec l'U. R. S. S. dans le but de « la conquête de l'Extrême-Orient et de la Sibérie orientale soviétiques ». Et pour cela le moment actuel est exceptionnellement favorable à cause de la possibilité d'une attaque concomitante de la Pologne et de la Roumanie, possibilité qui diminuera chaque année, et « au fur et à mesure que les années passeront, l'état de choses deviendra de plus en plus favorable pour eux » (pour les Soviets).

Les Soviets avaient concentré à la fin de février 1932 à Vladivostok, d'après le consul japonais dans cette ville, près de 100.000 hommes avec du matériel et des vivres, de crainte que la Maritime ne soit coupée par les Japonais du reste de la Sibérie.

Pourtant, au printemps, la tension nippon-soviétique se relâcha.

Mais en Mandchourie, les conflits à propos de la ligne de l'Est-Chinois ne cessaient pas, la moitié chinoise de la ligne étant passée au Mandchoukouo derrière lequel se trouvait le Japon. La police mandchoue arrêtait des employés soviétiques de la ligne sous le prétexte qu'ils soutenaient secrètement les Chinois contre les Japonais.

Le Japon ayant demandé à Moscou de reconnaître le

Mandchoukouo, celle-ci refusa, mais en octobre 1932, le gouvernement soviétique accepta de recevoir des consuls mandchous dans cinq villes soviétiques, et à la fin du mois, M. Hirota, rentré à Tokio, déclarait que « l'U. R. S. S. partage entièrement le point de vue japonais sur la reconnaissance de la Mandchourie. »

En décembre 1932 M. Matsuoka déclarait à la presse à Genève qu'« il avait dit ouvertement aux politiciens soviétiques que le but principal de l'opération militaire japonaise en Mandchourie était de construire une ligne de défense forte contre la Russie soviétique ».

A propos de l'Est-Chinois les conflits continuaient désorganisant la ligne au profit de lignes concurrentes nippo-mandhoues. Les Japonais finirent même au printemps de 1933 par couper les communications de l'Est-Chinois avec les lignes sibériennes. Les Soviets proposèrent alors de vendre le chemin de fer au Mandchoukouo et une conférence dans ce but s'ouvrit le 25 juin 1933 à Tokio. Trois jours auparavant le journal japonais *Kokumin* écrivait que le ministre des Affaires étrangères, comte Uchida, avait proposé à l'ambassadeur soviétique, Troïanowski, d'acheter Vladivostok, en prétendant qu'après la vente de l'Est-Chinois, cette ville perdrait toute importance aussi bien du point de vue stratégique que du point de vue économique.

Dès le début des pourparlers les Soviets demandèrent pour le chemin de fer 250 millions de roubles or, les Mandchous proposèrent 40 millions de yens (1 rouble or : 1,04 yen or). Les négociations furent alors interrompues.

Le 14 septembre le comte Uchida fut remplacé au ministère des Affaires étrangères par M. Hirota qui

encouragea les Mandchous à créer des incidents sur le chemin de fer.

Le 24 septembre à Harbine la police mandchoue arrêtait six directeurs soviétiques de l'Est-Chinois, et, le 25 septembre ils furent remplacés par leurs adjoints mandchous. Le directeur général soviétique Rondiy nomma de nouveaux fonctionnaires soviétiques en remplacement de ceux qui étaient emprisonnés, le gouvernement du Mandchoukouo interdit aux employés du chemin de fer d'obéir aux nouveaux directeurs. La presse soviétique publia alors des rapports de l'ambassadeur du Japon au Mandchoukouo et du consul général japonais à Harbine, tendant à prouver l'existence d'un plan préconçu et la participation de la mission militaire japonaise aux faits incriminés. Le gouvernement japonais protesta contre cette publication, déclara les documents faux et demanda un démenti officiel. Le général Araki, alors ministre de la Guerre, parla de la rupture des relations diplomatiques, et, le 23 octobre, il déclarait à la presse qu'il « faut être prêt à toutes les surprises. »

Mais le 16 novembre intervint la reconnaissance de l'URSS par les Etats-Unis et Troïanowski fut transféré de Tokio à Washington. Le 21 décembre Sokolnikow prévint l'ambassadeur du Japon à Moscou que « le gouvernement soviétique considérera ces violations comme équivalant à une prise de possession du chemin de fer. Comme le gouvernement mandchou est privé de toute autorité, la responsabilité en incombera au Japon, le maître réel en Mandchourie. »

La reconnaissance du gouvernement soviétique par les Etats-Unis aurait renforcé à Tokio la position des élé-

ments modérés. Le *Gaimusho* communiquait le 18 novembre à la presse que « le président Roosevelt ne changera sans doute pas brusquement son attitude à l'égard du Japon, bien qu'il soit difficile de savoir s'il considère la reconnaissance des Soviets comme un moyen de faire obstacle à la politique japonaise en Extrême-Orient. » Et le *Fukuoka Nichi Nichi* du 24 novembre écrivait :

« Il y a tout lieu de croire que les Soviets vont maintenant adopter une attitude plus ferme. Ils feront des concessions aux États-Unis en Extrême-Orient afin de contenir ainsi le Japon. Si cela se produit les relations japoно-américaines en souffriront et de graves événements peuvent survenir. Tout le monde est cependant convaincu que les États-Unis ne souhaitent pas la guerre. Même les Soviets n'ont peut-être pas de desseins agressifs vis-à-vis du Japon en dehors de la préservation du C. E. R. En tout cas il est encore prématuré de déterminer les répercussions en Extrême-Orient de la reconnaissance des Soviets par les États-Unis ».

Le 19 septembre 1934 intervint, enfin, un accord sur le prix de vente de l'Est-Chinois (140 millions de yens), mais les incidents continuèrent.

La signature de l'acte de transfert du chemin de fer le 23 mars 1935 entraîna pourtant une notable amélioration dans les relations soviéto-japonaises.

APPENDICE

LE MÉMORANDUM TANAKA

Le 25 juillet 1927 le premier ministre japonais Tanaka aurait présenté au Mikado un mémorandum, « pour une politique positive en Mandchourie (1). » Ce document aurait été élaboré par suite d'une conférence tenue du 27 juin au 7 juillet et à laquelle toutes les autorités civiles et militaires japonaises en rapport avec la Mandchourie et la Mongolie auraient participé.

On y lit notamment au début ces considérations générales :

« Les trois provinces orientales constituent au point de vue politique, une œuvre imparfaite en Extrême-Orient. Au nom de sa sécurité et de la sécurité d'autrui, le Japon ne pourra éliminer les difficultés en Asie orientale sans mener une politique « de sang et de fer ». Mais en menant cette politique nous nous trouverons face à face avec les États-Unis qui sont poussés contre nous par la politique chinoise de lutte contre le poison par le poison. Si, à l'avenir, nous voulons exercer le contrôle sur la Chine, nous devons écraser les États-Unis, c'est-à-dire agir envers eux comme nous l'avons déjà fait dans la guerre russo-japonaise. Mais pour conquérir la Chine nous devons d'abord nous emparer de la Mandchourie

(1) L'authenticité de ce document a été démentie par le gouvernement japonais : c'est pour cela qu'il n'en a pas été parlé dans le texte.

et de la Mongolie. Pour conquérir le monde, nous devons d'abord nous emparer de la Chine. Si nous réussissons à nous emparer de la Chine, tous les pays asiatiques et tous les pays de l'Océan Pacifique nous craindront et capituleront devant nous. Le monde comprendra alors que l'Asie orientale est à nous et personne n'osera empiéter sur nos droits. Tel est le plan que nous a légué notre Empereur Medji et son succès a une importance vitale pour notre existence nationale.

« La convention des neuf puissances reflète exclusivement l'esprit de concurrence commerciale. L'Angleterre et l'Amérique voulaient ébranler notre influence en Chine à l'aide de leurs richesses. La proposition de réduction des armements n'est qu'un moyen d'amoindrir notre force militaire et de nous priver de la possibilité de conquérir le territoire immense de la Chine. D'autre part, les richesses de la Chine resteront exclusivement entre leurs mains. Cette convention est un plan au moyen duquel l'Angleterre et l'Amérique voulaient briser le nôtre. Le gouvernement Min-Seï-To fit de la convention des neuf puissances une œuvre importante et insista plutôt sur notre commerce, que sur nos droits en Chine. C'est une fausse politique, une politique de suicide national... Les réserves de denrées alimentaires et de matières premières au Japon diminuent par rapport à sa population. Si nous mettons, exclusivement notre espérance dans le développement du commerce, nous pouvons être battus par l'Angleterre et les États-Unis disposant d'une puissance capitaliste encore insurmontée. En fin de compte, nous ne recevrons rien. Un danger plus grand encore est que le peuple chinois peut un beau jour s'éveiller... Si nous songeons que les Chinois sont

nos seuls acheteurs, nous devons craindre le jour où la Chine s'unifiera et où son industrie commencera à prospérer... »

« Après avoir étudié les conditions et les possibilités existantes dans notre pays, nous devons reconnaître que notre meilleure politique aboutit à l'adoption de mesures positives afin d'assurer nos droits et nos privilèges en Mandchourie et en Mongolie. Ils nous permettront de développer notre commerce. Cela retardera non seulement le développement industriel de la Chine, mais empêchera également la pénétration de puissances européennes. C'est l'unique et la meilleure politique que l'on puisse imaginer.

« Pour conquérir des droits véritables en Mandchourie et en Mongolie, nous devons utiliser cette région comme base pour pénétrer dans le reste de la Chine sous prétexte de développer notre commerce. Armés de droits déjà sûrs, nous nous emparerons de ressources du pays tout entier. Disposant de toutes les ressources de la Chine, nous entreprendrons la conquête des Indes, de l'archipel de l'Asie mineure, de l'Asie centrale et même de l'Europe. Mais la conquête du contrôle de la Mandchourie et de la Mongolie est le premier pas à faire si la race de Yamato veut se distinguer en Asie continentale. La victoire finale restera au pays possédant suffisamment de réserves alimentaires. Le développement de l'industrie n'est possible que dans un pays assuré en denrées alimentaires et en matières premières, le développement complet n'est possible que dans un Etat qui s'étend sur un énorme territoire. Si nous menons une politique positive en élargissant nos droits en Mandchourie et en Chine, toutes ces conditions indispensables à une nation

puissante cesseront d'être des problèmes. Au surplus notre excédent de population trouvera une issue. Si nous voulons commencer notre politique nouvelle et assurer le bien-être permanent de notre Empire, nous devons avoir, à l'égard de la Mandchourie et de la Mongolie, une politique positive. »

Après avoir déclaré que la Mandchourie et la Mongolie ne font pas partie du territoire chinois, le memorandum énumère les moyens d'une politique positive en Mandchourie et en Mongolie : dans le premier pays concessions de chemins de fer, de l'exploitation des richesses naturelles, accroissement du nombre de conseillers japonais, politiques, financiers et militaires ; — acquisition des terres par les citoyens japonais dans le second pays. L'immigration coréenne en Mandchourie doit aussi servir la politique japonaise dans ces régions.

Le memorandum insiste ensuite longuement pour une politique de chemins de fer, « clef de notre politique continentale ».

« Le chemin de fer de la Mandchourie méridionale ne correspond pas à nos objectifs. En tenant compte de nos besoins actuels et de notre activité à l'avenir nous devons contrôler les voies ferrées de toute la Mandchourie septentrionale et méridionale. Le nombre de Chinois se multiplie à ce point en Mandchourie méridionale qu'il porte préjudice à nos intérêts politiques et économiques. Dans ces conditions nous sommes obligés de prendre des mesures agressives en Mandchourie septentrionale afin d'assurer sa prospérité ultérieure. Mais si le chemin de fer de [l'Est-chinois, appartenant à la Russie soviétique, se développe dans cette région, alors notre nouvelle politique continentale reçoit un choc qui

provoquera prochainement un conflit inévitable avec la Russie. Dans ce cas nous devons reprendre le rôle que nous avons joué dans la guerre russo-japonaise. Le chemin de fer de l'Est-chinois deviendra notre propriété comme celui de la Mandchourie méridionale et nous nous emparerons de Kirin comme autrefois de Daïren. Il entre vraisemblablement dans notre développement national la nécessité de croiser à nouveau le fer avec la Russie dans les champs de la Mongolie pour la possession des richesses de la Mandchourie septentrionale. Tant que cet écueil subsistera, notre vaisseau ne peut avancer rapidement. Nous devons exiger de la Chine le droit de construire des voies ferrées militaires importantes. Quand ces lignes seront achevées nous introduirons le plus grand nombre de nos forces en Mandchourie septentrionale. La Russie soviétique devra intervenir et nous aurons un prétexte pour un conflit déclaré. »

Les lignes à construire sont les suivantes :

1^o Tung-liao-Jehol, voie de pénétration en Mongolie intérieure.

2^o Solun-Taonan, voie de pénétration en Mongolie extérieure, qui « permettra non seulement de menacer l'arrière de la Russie, mais aussi la privera de la possibilité d'expédier des renforts en Mandchourie septentrionale.

3^o Tchang-tchun-Taonan par Fuyu et Talaï qui permettra de transformer cette dernière ville en base d'offensive contre la Sibérie dans trois directions : par Taonan, Anchan et Tsitsihar.

4^o Kirin-Hoïnin, qui avec la précédente doublera l'Est-chinois plus au sud.

« Quand nous détiendrons cet immense système de

transport, nous n'aurons plus à cacher nos visées en Mandchourie et en Mongolie, qui représentent la troisième phase du plan de Medji. La race de Yamato pourra alors entreprendre la conquête du monde. En vertu des enseignements de Medji, notre premier acte doit être de conquérir les îles Formose, le second d'annexer la Corée, à présent il s'agit de passer au troisième stade : conquérir la Mandchourie, la Mongolie et la Chine. Quand cela sera fait tout le reste de l'Asie se trouvera à nos pieds y compris les îles de la mer du Sud... »

« La Mandchourie et la Mongolie sont la Belgique de l'Extrême-Orient. Au cours de la grande guerre, la Belgique est devenue un champ de bataille. Dans nos guerres avec la Russie et les Etats-Unis nous devons astreindre la Mandchourie et la Mongolie à en supporter les horreurs. Comme nous devons violer la neutralité de ces territoires, nous sommes obligés de construire les lignes de Kirin-Hoïnin et de Tchang-tchun-Talaï indispensables à nos préparatifs militaires. En cas de guerre nous pourrions facilement multiplier nos forces militaires et en période de paix nous pourrions transporter des milliers de personnes dans cette région pour y cultiver le riz. Cette ligne nous ouvre donc la possibilité d'un développement économique et de la conquête à l'aide de forces armées. »

5° Huntchun-Haïlin pour renforcer la ligne Kirin-Hoïnin et pour exploiter les forêts et les mines de la Mandchourie septentrionale.

Suivent des considérations économiques, sur la nécessité de réorganiser l'administration du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et d'en séparer les entreprises annexes pour en faire des sociétés indépendantes

exploitant les richesses naturelles de la Mandchourie : fer et acier, pétrole, engrais agricoles, magnésium et aluminium.

La fin du memorandum a moins d'intérêt pour le sujet traité.

Vu : Le Doyen,
E. ALLIX

Vu : le Président de Thèse,
DE LA PRADELLE

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ARCHIMBAUD (Léon). — La Conférence de Washington. — Paris, 1923.
- BALET. — Que veut le Japon ? que veut la Chine ?.
Paris, 1931.
- BALET. — Le drame de l'Extrême-Orient. — Paris, 1932.
- BLAKESLEE (George H.). — The Japanese Monroe Doctrine,
Foreign Affairs July, 1933.
- BOWMAN (Isaiah). — Le monde nouveau (adapté de l'anglais
par Jean Brunhes). Paris, 1928.
- Le brigandage japonais en Mandchourie (Memorandum
Tanaka). Paris 1928.
- CASSEVILLE. — Nankin contre Tokio (Chine, 1928-1933). Paris,
1934.
- CLYDE. — International rivalries in Manchuria (1689-1922),
Columbus, 1928.
- CONDLIFFE (edited by). — Problems of the Pacific 1929.
Chicago, 1930.
- CORDIER (Henri). — Histoire générale de la Chine et de ses
relations avec les pays étrangers depuis les temps anciens
jusqu'à la chute de la dynastie mandchoue, 4 vol., Paris,
1920-1921.
- DESCAMPS et RENAULT. — Recueil international des traités du
XX^e siècle (1901-1907).
- DEMANGEON. — Le déclin de l'Europe. Paris, 1920.
- DENNERY. — Foules d'Asie, Paris, 1930.
- DENNERY. — Les conflits politiques contemporains et leurs
causes économiques (Cours fait en 1933-1934 au Centre Euro-
péen de la dotation Carnegie).
- Dictionnaire diplomatique de l'Académie diplomatique interna-
tionale. Paris, 1933.
- DOCUMENTATION INTERNATIONALE. La Conférence de Washing-
ton. (tome III) Questions du Pacifique et de l'Extrême-
Orient. Paris, 1930.
- DUBOSQ. — Le problème du Pacifique, Paris, 1927.
- ESCARRA. — La Chine et le droit international. Paris, 1931.

- ESCARRA. — La position et les droits [du Japon en Mandchourie, *Revue de droit international*. 1932.
- ESCARRA. — Le conflit sino-japonais et la Société des Nations. Conciliation internationale 1933.
- FISCHER (Louis). — Les Soviets dans les affaires mondiales, Paris, 1933.
- GÉRARD (Auguste). — Ma mission au Japon, Paris, 1919.
- GOLOVINE et BOUBNOW. — Le problème du Pacifique au xx^e siècle, Prague 1924 (en russe), existe aussi en anglais.
- GOWEN. — Histoire du Japon des origines à nos jours, Paris, 1933.
- GRIMM. — Recueil de traités et autres documents sur l'histoire des relations internationales en Extrême-Orient (1845-1925). Moscou, 1927 (en russe).
- HAUSER (sous la direction de). — Histoire diplomatique de l'Europe (1871-1914), Paris, 1929.
- HOSHIE-TCHEN. — La Chine et le Japon [de 1871 à nos jours, Paris, 1921.
- HUDSON (Mauley O.). — The verdict of the League. China and Japan in Manchuria. Boston, 1933.
- JAPAN MANCHUKUO YEARBOOK Tokyo, 1934.
- JOHNSON LONG. — La Mandchourie et la doctrine de la porte ouverte, Paris, 1933.
- KAWAKAMI. — Japan and world peace. New York, 1919.
- KAWAKAMI. — Le Japon et la paix mondiale, Paris, 1920.
- KAWAKAMI. — Le problème du Pacifique et la politique japonaise, Paris, 1923.
- KELIN. — Le Japon, Moscou, 1924 (en russe).
- KHODOROW et PAVLOVITCH. — La Chine dans sa lutte pour l'indépendance, Moscou, 1925 (en russe).
- KONOE (Prince Fuminaro). — La politique japonaise en Mandchourie. *Affaires étrangères*, 1932.
- LALOY (Emile). — Les documents secrets des Archives du ministère des affaires étrangères de Russie publiés par les Bolcheviks, Paris, 1919.
- LANSING (Robert). — Memoires, Paris, 1925.
- LATTIMORE (Owen). — Manchuria cradle of conflict, New-York, 1932.
- LEVY (Roger). — A qui la Mandchourie, Paris, 1932.
- LING CHONG-YUN. — La position et les droits du Japon en Mandchourie, Paris, 1933.

- LYAUTEY (Pierre). — Chine ou Japon (1932-1933). Paris, 1933.
- MAC MURRAY. — Treaties and agreements with and concerning China, 1894-1919, New York, 1919.
- MARTIN (William). — Le Japon contre la Société des Nations, Genève, 1932.
- MATSUDAIRA. — Le droit conventionnel international du Japon, Paris, 1931.
- MAZELIÈRE (Marquis de la). — Le Japon. Histoire et civilisation, 8 vol. Paris 1913-1921.
- MASPERO (Georges). — La Chine, 2 vol, 2^e ed, Paris, 1925.
- MILIOUKOW (Paul). — Histoire de Russie, 3 vol, Paris, 1932. La politique extérieure des Soviets, Paris, 1934.
- MONCHARVILLE. — Le Japon d'outre-mer, Paris, 1931. Le Conflit sino-japonais. *Revue générale de droit international public* 1932-1933. *Revue politique et parlementaire*, 1933.
- MORTON FULLERTON (W). — Les grands problèmes de la politique mondiale (Problems of power), traduit [de l'anglais, Paris, 1916.
- OSTWALD. — Ostasien und die Weltpolitik, Bonn, 1928.
- PARLETT (Sir Harold). — A brief account of diplomatic events in Manchuria, London, 1929.
- POZDNEER. — Le Japon, Moscou, 1925 (en russe).
- RAY (Jean). — La position, l'œuvre et la politique du Japon en Mandchourie. Conciliation internationale. 1933.
- REINSCH (Paul). — An American diplomat in China, London, 1922.
- REQUIEN (Marcel). — Le problème de la population au Japon, Tokyo, 1934.
- RÉSUMÉ STATISTIQUE DE L'EMPIRE DU JAPON. Tokyo, annuel.
- SAKAMOTO. — L'affaire de Mandchourie, Paris, 1931.
- SIEGFRIED (André). — Les Etats-Unis d'aujourd'hui, Paris, 1927.
- SION (Jules). — Asie des Moussons (t. IX de la *Géographie universelle*). 2 vol., Paris, 1928.
- SITUATION ÉCONOMIQUE DU JAPON (la). — *Revue économique internationale* 1933 vol. 2.
- SOYESHIMA (Michimasa) and P. W. KUO. — Oriental interpretations of the Far Eastern Problem.
- TERRIOU (René). — Le statut international de la Corée, Paris, 1911.
- TSURUMI. — Le conflit sino-japonais, Paris, 1932.

- VIALATE (Achille). — L'impérialisme économique et les relations internationales pendant le dernier demi-siècle (1870-1920). Paris, 1923.
- VILENSKI-SIBIRIAKOW. — Le Japon, Moscou, 1923 (en russe).
- VIOLLIS (Andrée). — Changhaï et le destin de la Chine, Paris, 1933. Le Japon et son empire, Paris, 1933.
- WITTE (Comte). — Memoires, Paris, 1921.
- YONG ANN-YNEN (dom Thaddée). — Chine et Japon à la Conférence de la paix, Louvain, 1934.
- RAPPORT DE LA COMMISSION D'ÉTUDE DE LA S. d. N. Genève, 1932.
- DOCUMENTS ANNEXÉS AU RAPPORT. Genève 1932.
- EUROPE NOUVELLE. Paris.
- PACIFIC AFFAIRS. Honolulu.
- REVUE DU PACIFIQUE. Paris.
- L'ESPRIT INTERNATIONAL (the international mind). — Paris.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Les raisons de l'expansion japonaise.	5
---	---

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE ET SENS DU « MONROISME » JAPONAIS.....	11
--	----

Elaboration d'une « doctrine de Monroe » japonaise. — Ses différentes formes. — Doctrine de Monroe japonaise et doctrine de Monroe américaine. — Politique japonaise en Chine et politique américaine en Amérique Centrale. — Interprétation vraisemblable de la doctrine de Monroe japonaise : prétention à des « droits spéciaux » en Extrême-Orient.

DEUXIÈME PARTIE

LE « MONROISME » JAPONAIS DANS LA PRATIQUE.....	43
---	----

CHAPITRE I. — L'expansion japonaise en Corée et en Mandchourie méridionale	43
--	----

Intrigues japonaises en Corée. — Guerre sino-japonaise de 1894-1895. La politique russe en Extrême-Orient. — Doctrine de la porte ouverte. — Relations russo-japonaises. — Alliance anglo-japonaise. — Guerre russo-japonaise et paix de Portsmouth. — Politique japonaise en Corée : annexion de ce pays. — Accords russo-japonais de 1907, 1910 et 1912.

CHAPITRE II. — Les Vingt et Une demandes et l'occupation de la Sibérie orientale.....	79
---	----

Déclaration de guerre du Japon à l'Allemagne. — Occupation du Shantung. — Présentation des Vingt et Une demandes. — Accord russo-japonais de 1916. — Accord Lansing-Ishii. — Traité de Versailles. Occupation de la Sibérie orientale : protestations américaines. Evacuation de Vladivostok.

CHAPITRE III. — La Conférence de Washington et le traité des Neuf Puissances.....	109
Objet et causes de la Conférence. — Déclaration des droits de la Chine. — Position du Japon. — Adoption du principe du respect de l'intégrité de la Chine. — Traités sur la Chine. — Territoires à bail. — Question du Shantung. — Question de la Sibérie orientale. — Résultats de la Conférence pour le Japon. — Sa politique en Chine dans les années qui suivent. — Relations soviéto-japonaises.	
CHAPITRE IV. — La création de l'Etat du Mandchoukouo	135
Incidents ayant provoqué le conflit sino-japonais de 1931. — Procédure devant la Société des Nations. — Conquête de la Mandchourie. — Organisation de la régence du Mandchoukouo. — Relations sino-japonaises en 1933-1935. — Incidents de l'Est-Chinois.	
APPENDICE. — Le Memorandum Tanaka.....	161
BIBLIOGRAPHIE	169

IMPRIMERIE R. BUSSIÈRE. — SAINT-AMAND (CHER), FRANCE, 25-4-1935.
